

# Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13801 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 11-LUNDI 12 JUIN 1989

## La crise dans les deux grands pays communistes

### L'Ouzbékistan en feu

La prétexte — une bagarre pour des fraises sur un marché — qui a mis le feu à l'Ouzbékistan est révélateur, par sa futilité, du caractère explosif des tensions interethniques qui sévissent en URSS. Non moins frappante est l'incapacité des autorités à rétablir l'ordre, à calmer des haines qu'on ne peut définir autrement que comme raciales — même si un arrière-fond de sous-développement, de sous-emploi et de misère a favorisé la violence.

Le parallèle n'est que trop évident avec les affrontements qui opposèrent au début de l'année dernière Arméniens et Azerbaïdjanais, et dont le pogrom de Soumbaït constitua l'épisode le plus meurtrier. A ceci près que les pertes en vies humaines semblent aujourd'hui beaucoup plus fortes. Dans les deux cas, les heurts proviennent de rivalités entre peuples que le système soviétique et le stalinisme ont brassés comme une pâte, modifiant leurs territoires « nationaux » ou les déplaçant des rivages de la mer Noire aux confins de l'Altaï, et chez qui se manifeste, cinquante ans plus tard, le rejet du sort ou des intrus qui leur ont été imposés. Si l'on se réfère à l'exemple du Caucase, l'insécurité qui s'est allumée en Ouzbékistan n'est pas près de s'éteindre. Et l'on frémit en pensant à tous les foyers qui peuvent encore s'enflammer.

Les montées des nationalismes ont sans doute le danger le plus immédiat, sinon le plus grave à long terme, qui menace la perestroïka de M. Gorbatchev. Si les tensions sont anciennes, il est vrai que la politique de transparence, une libéralisation relative et un allègement non moins relatif du dispositif policier ont permis à ce qui était souterrain d'apparaître au grand jour. Et les adversaires du numéro un soviétique ne manquent pas de lui en imputer la responsabilité.

Le principal socié de M. Gorbatchev, jusqu'à présent, semble avoir été de prévenir les dangers d'un nationalisme « antirusse », qui, s'il échappait à tout contrôle, menacerait l'existence même de l'Union. La méthode choisie a été celle du dialogue, avec un succès dont les pays baltes — où les sentiments nationaux sont pourtant puissants — donnent l'exemple, puisque, à ce jour, il n'y a pas eu de signaux de violences notables. L'affaire géorgienne apparaît comme l'exception qui confirme la règle, puisque la brutale répression de la manifestation du 9 avril à Tbilissi a été condamnée par les plus hautes instances du régime.

Beaucoup moins contrôlables sont ces hostilités entre minorités étrangères au grand frère russe et qui recourent à la violence pour régler dans le sang leurs différends. Couverte-feu, troupes anti-motrices, n'y font rien — à moins d'entrer dans un cycle de représailles meurtrières qui irait totalement à l'encontre de cette évolution vers un « Etat de droit » que souhaite M. Gorbatchev. Y a-t-il d'autres solutions qu'une action au cas par cas, destinée notamment, pour apaiser les frustrations, à porter remède à la misère ? Cela peut coûter très cher dans un pays où le premier ministre, M. Ryjkov, vient de dresser un très sombre bilan économique et financier. Mais est-ce un hasard si, dans les régions les plus riches de l'URSS, on se tue moins ?

(Lire page 17 l'interview avec Garry Kasparov.)

M 0146 - 06120 - 6,00 F



3790146006000 06120

## Autour de M. Deng, la vieille garde a réaffirmé son emprise sur la Chine

La réapparition à la télévision, vendredi 9 juin, de M. Deng Xiaoping, entouré des vétérans du parti et des dirigeants de l'armée, signifie que le régime entend réaffirmer et consolider son emprise sur le pays. L'armée patrouille

PEKIN  
de notre correspondant

Les chars sont partis, M. Deng Xiaoping est revenu. Le soulèvement est maté au cœur de l'empire. Il flotte sur le centre de Pékin une odeur de cendres : celles que soulèvent, sur la chaussée, les véhicules qui recommencent à circuler en passant sur les endroits où ont brûlé des centaines d'autobus et d'engins militaires. La vie, lentement, reprend en ville. Mais elle sent la mort, même si la presse officielle s'en prend à la Voix de l'Amérique pour démentir vigoureusement que l'Armée populaire de libération (APL) ait tué trois mille personnes sur la place Tiananmen le 3 juin.

La place, toujours interdite au public, s'offre aux regards comme une vaste étendue déserte dans une lumière trouble, sous un ciel gris de lendemain de bataille. Les troupes qui demeurent à Pékin se partagent entre la garde bien visible des grands carrefours et la distribution, haut-parleurs à l'appui, de victuailles destinées à une population touchée par la hausse des prix des vivres vendues au marché libre par les paysans des environs.

Un couvre-feu inavoué est en vigueur : les membres des ambassades étrangères se sont vu informer par le ministère des affaires étrangères qu'il était « déconseillé » de sortir le soir.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 3.)

### La loi Jospin votée à l'Assemblée

Seuls les députés socialistes ont approuvé le texte d'orientation sur l'éducation

PAGE 8

### Finale à Roland-Garros

Stefan Edberg contre Michael Chang

PAGE 10

### Au Salon du Bourget

Des Soviétiques commercialement agressifs

PAGE 14

### « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Antoine Waechter, qui conduit la liste des Verts-Europe Ecologie aux élections européennes, invité dimanche 11 juin de 18 h 15 à 19 heures.

Le sommaire complet se trouve page 22

## Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

### Fautrier, tragique et dandy

Depuis la rétrospective du Musée d'art moderne de la Ville de Paris au printemps 1964, que le peintre malade ne vit pas — il est mort au mois de juillet de la même année, — aucun musée français n'avait tenté de donner une vue d'ensemble de l'œuvre de Fautrier. C'est chose faite.

Dans la foulée des relectures des années 50, le Musée national d'art moderne devait se charger de cette rétrospective, puis, changement de directeur aidant, en abandonna l'idée. Celui de la Ville de Paris, fort d'une belle collection, justement issue d'une donation du peintre en 1964, l'a reprise. Tant mieux car, bien qu'incomplète, l'exposition permet de voir une quantité d'œuvres de la période partiellement oubliée, ou même totalement ignorée, de l'entre-deux-guerres. Et ainsi de prendre la mesure d'une aventure artistique complexe, audacieuse et troublante, qui devait déboucher sur ces îlots de haute pâte tourmentée : les *Otages* de 1942-1944.

Que Fautrier fut l'initiateur de ce qui a pris nom d'art informel, on le savait bien depuis longtemps, notamment grâce à Jean Paulhan. Mais ce qu'on ne savait pas, ou mal, peut-être à cause de Paulhan, qui ne vit l'« enragé » que dans l'auteur des *Otages* (1) et négligea son passé, c'est quand et comment cela a pu venir chez le peintre. Peut-être à cause de Fautrier lui-même, si prompt à occulter ou à renier des pans entiers de son œuvre, comme pour mieux ménager ses effets de surprise.

En fait, c'est près de vingt ans d'une œuvre indisciplinée, noire, très noire, chaotique et phantasmagorique, peuplée d'animaux écorchés, écartelés et pendus ou lovés dans des plis, de corps de dames ou de demoiselles non identifiées, de bouquets de fleurs veloutées, de lacs, de glaciers et de flancs de montagnes escarpées, que nous découvrons aujourd'hui. Après nos voisins d'Allemagne, qui, depuis une exposition à Cologne en 1980, n'ont cessé de manifester leur intérêt pour ce jardin secret dans

lequel Fautrier, peintre grave et désinvolte, a cultivé dans l'ombre, avec délices, élégance et virtuosité, son moi obscur, sauvage et tragique. Épisodiquement, produisant peu, produisant beaucoup ou ne produisant pas du tout.

Des débuts du peintre, éduqué à Londres, arrivé à Paris en 1922, quelques œuvres seulement sont présentées, qui surprennent. Son alignement des *Tyroliennes* aux joues rouges, féroce, maladroitement campées, relève d'un détournement de cliché photographique.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)

(1) Jean Paulhan : *Fautrier l'enragé*, Paris 1946 et *Eloge de l'art informel*, Paris 1959-1961.

Ombres et lumières sur le Bicentenaire

Lire page 14 l'article d'YVES AGNÈS

## Une victoire pour les écologistes

### Accord européen sur la « voiture propre »

Les pays de la Communauté européenne se sont mis d'accord le 9 juin, à Luxembourg, sur des normes antipollution pour les voitures de petite cylindrée, qui se verront appliquer les normes américaines, les plus strictes au monde, à partir de 1992. A une semaine du scrutin européen, cette décision est une victoire pour les écologistes.

En l'état actuel de la technologie, les constructeurs vont être obligés d'équiper leurs véhicules de pots catalytiques à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1992 pour les nouveaux modèles et du 31 décembre pour les modèles anciens. Cet accord met fin aux divergences entre les voitures neuves correspondant à des modèles anciens. Cet accord met fin aux divergences entre leurs constructeurs automobiles (France, Italie, Grande-Bretagne) et pays plus « écologistes » (RFA, Pays-Bas, Danemark et Grèce). Du moins en ce qui concerne les petites voitures. Il reste à réviser les normes des grosses et des moyennes cylindrées adoptées en 1985 et jugées désormais trop laxistes.

(Lire page 19 l'article de MARCEL SCOTTO.)



## La visite à Bonn du chef de l'Etat soviétique

### Une Allemagne « gorbimaniaque »

Le chef de l'Etat soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, était attendu le lundi 12 juin à Bonn pour sa première visite en RFA. Le chancelier Kohl s'en est entretenu avec le président Bush, tandis que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui accompagnera M. Gorbatchev, s'est rendu pour sa part vendredi en RDA pour une « visite amicale officielle ».

BONN  
de notre correspondant

L'agitation précédant les grands jours s'est emparée de la capitale fédérale : temps béni pour les marchands de rumeurs et

les oracles inspirés. Bonn s'apprête à accueillir l'homme politique le plus populaire en RFA, celui dont on semble tout attendre et pour lequel on tremble lorsque son avenir semble menacé : Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, et depuis peu chef de l'Etat soviétique.

Il arrivera, le 12 juin au matin, en terre psychologiquement conquise, harqué de sondages le plaçant au pinacle, loin devant tous les politiciens locaux et à plusieurs longueurs devant François Mitterrand, le seul autre homme d'Etat étranger à jouir d'une bonne cote d'amour outre-Rhin. Cette position présente certes des avantages sur le plan du narcissisme, mais fait également courir au numéro un soviétique le risque

de décevoir ceux qui placent en lui des espoirs naïvement exagérés, qui le considèrent comme une sorte de thaumaturge seul en mesure de guérir la vieille blessure allemande.

Le magazine *Der Spiegel* publie cette semaine, à la place habituelle de son courrier des lecteurs, une série de lettres adressées par des citoyens de la République fédérale à Mikhaïl Gorbatchev, et que ce dernier a bien voulu communiquer au *Spiegel* à fin de publication. La lecture de ce courrier donne une idée de la « Gorbimania ordinaire » qui s'est emparée de classes de lycées, de conseils municipaux, de communes rurales, de familles, d'individus...

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

## Un autre Pauwels



LOUIS PAUWELS

Dix ans de silence

PAUWELS

Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,85 \$ ; Espagne, 7,20 P. ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Égypte, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة الامم المتحدة

# Dates

Il y a cinquante ans

## L'orage de l'été 1939 au Levant

L'ÉTÉ 1939, l'orage éclate au Levant. En particulier en Syrie, où s'exerce le mandat français. C'est le point culminant d'une crise nourrie par la méfiance et les promesses non tenues, qui dure déjà depuis plus de vingt ans. Un demi-siècle plus tard, ses séquelles pèsent toujours sur les relations entre Paris et Damas, car, comme l'écrit André Raymond, « l'histoire du mandat est celle d'un affrontement entre les nationalistes arabes et les intérêts français » [et] ce fut celle d'un échec (1).

Le 15 mai, le cabinet Boukhari a démissionné pour protester contre les atermoiements de la puissance mandataire. La formation d'un nouveau gouvernement acceptable par le haut-commissaire Gabriel Puaux est si laborieuse qu'elle provoque des manifestations de rue qui se prolongeront en juin. Le 23, la Chambre syrienne vote à l'unanimité un texte : il affirme sa sympathie pour la démocratie française, mais souligne avec vigueur son attachement au traité franco-syrien du 9 septembre 1936, lequel prévoyait l'indépendance trois ans après avoir été ratifié. Il ne l'a toujours pas été.

Le 23 juin, la France cède à Ankara le Sandjak d'Alexandrette, territoire jouxtant la Turquie dont elle a la charge mais qui ne lui appartient pas : les nationalistes arabes sont exaspérés de voir brader leur terre ; les chrétiens d'Orient, consternés, se sentent trahis, étant désormais coupés du fleuron du Sandjak, Antioche (rebaptisée Antakya par les Turcs), siège séculaire de cinq patriarchats, leur mémoire religieuse. L'émotion est si vive que le président de la République syrienne démissionne le 7 juillet et que, le 10, le haut-commissaire dissout la Chambre, suspend la Constitution et nomme un conseil gouvernant par décrets.

Depuis 1920, date de l'entrée en vigueur du mandat, l'incompréhension a présidé aux relations franco-syriennes et, par une sorte de fatalité, elle semble perdurer jusqu'à nos jours. Inspiré par les principes wilsoniens repris par la Société des Nations, le mandat confiait à des États avancés le soin de contribuer au développement des populations arabes de l'Empire ottoman démantelé et de les conduire à l'indépendance. Il interdisait aux puissances mandataires (le Royaume-Uni en Irak et en Palestine, la France au Liban et en Syrie) de céder à une autre puissance étrangère toute parcelle du territoire sous tutelle.

### Imbroglie des différents enjeux

Héritiers d'une prestigieuse histoire, même si elle avait connu une période de déclin, ayant largement contribué, avec les Libanais et les Égyptiens, au mouvement de la *Nahda* (Renaissance arabe) au dix-neuvième siècle, les Syriens avaient mal accepté le principe même du mandat. Son application les révolta : alors qu'il aurait dû être, par définition, une tutelle légère et temporaire, les Français avaient imposé une administration directe, relevant du système colonial, comme dans les protectorats de Tunisie et du Maroc.

Les hauts-commissaires les plus perspicaces voulaient bien admettre que « l'arabisme » était une « puissante réalité psychologique », selon l'expression de Gabriel Puaux, mais ils déniaient au nationalisme arabe la prétention de jouer un rôle politique. L'attitude française était inspirée par la crainte d'une « contagion » au Maghreb, la conviction que les revendications nationalistes révélaient les intrigues britanniques, la volonté, enfin, de protéger les minorités ethniques et religieuses.

L'imbroglie des différents enjeux remonte en fait à la première guerre mondiale. Les Arabes avaient alors aidé les Britanniques à chasser les Turcs du Hejaz (Arabie), de Palestine puis de Syrie. En contrepartie, Londres avait promis — non sans ambiguïté — de reconnaître leur indépendance dans la péninsule arabique, sous la houlette du chérif Hussein de La Mecque, et au Levant, où son fils Fayçal voulait créer un royaume arabe.

Dans le même temps, les accords Sykes-Picot (1916) avaient organisé le partage de la région entre Paris et Londres. Puis, sans trop se préoccuper des engagements pris à l'égard des Arabes, la déclaration Balfour (1917) avait promis de favoriser l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine.

Or, en 1919, la commission King-Crane, du nom des deux enquêteurs américains envoyés en Orient par le président Wilson, publiait un rapport qui prenait le contre-pied de ces positions sur nombre de points, tenait la France à l'écart et mettait subitement en valeur le rôle des États-Unis. Réflétant les aspirations des populations locales, il recommandait la constitution d'un État unifié syrien qui aurait réuni la Palestine et le Liban tout en respectant l'autonomie de ce dernier, en rai-

son de sa majorité chrétienne. La suggestion restera lettre morte (2).

Le 25 avril 1920, à San-Remo, le Conseil suprême allié confie les mandats à Paris et à Londres. Immense déception à Damas, où un Conseil national jouissant du soutien populaire avait, dès 1918, proclamé Fayçal roi constitutionnel. Pressé d'appliquer le mandat, le général Gouraud, premier haut-commissaire, lui lance un ultimatum. Après quelques hésitations,



Fayçal, homme de compromis, accepte de coopérer. Mais des émeutes éclatent. Le 25 juillet, Gouraud bombarde Damas et chasse le roi, auquel les Britanniques donnent un lot de consolation en l'installant sur le trône d'Irak. Les nationalistes ne pardonneront pas ce naufrage du Royaume arabe et de leur rêve brisé. Les affrontements ne cesseront plus guère.

Gouraud s'empresse de morceler la Syrie en unités politiques indépendantes. Le 1<sup>er</sup> septembre, il proclame le « Grand Liban », auquel il a adjoint des territoires musulmans (Bekaa, Tyr, Tripoli), puis il crée l'État d'Alep (avec un régime spécial pour le Sandjak d'Alexandrette), l'État de Damas, le Territoire des Alaouites (promu État en 1922) et, en mars 1921, l'État du Djebel druze. Envoyé sur place, le général Catroux déplore cette atomisation. Une Fédération syrienne regroupe alors Damas, Alep et les Alaouites mais, en 1924, l'État des Alaouites en est séparé à nouveau tandis que ne tarde pas à éclater la révolte druze (1925-1926), durement réprimée.

Les années qui suivent se figent dans une impasse politique. Le bloc national, qui regroupe les courants nationalistes, réclame un traité sur le modèle du traité anglo-irakien signé en 1922. Minoritaire à la Chambre, il entraîne néanmoins la majorité modérée derrière son programme et inspire un projet de Constitution dont certains articles sont acceptables par la France : élection au suffrage universel d'une Assemblée pour un mandat de quatre ans, égalité des citoyens, garantie de la liberté religieuse.

### Traiter avec la Turquie

En revanche, le haut-commissaire rejette d'autres passages : l'article 2, qui définit la Syrie comme une « unité politique indivisible » comprenant la Palestine, la Transjordanie et le Liban ; les articles qui confient au gouvernement l'organisation de l'armée et au Parlement le soin de signer des traités et de nommer des représentants à l'étranger. Le compromis se révèle impossible. La Chambre est dissoute le 14 mai 1930.

Il faut attendre le 21 novembre 1933 pour que Paris propose enfin un traité semblable à celui signé trois ans plus tôt entre Londres et Bagdad : « alliance étroite » entre la France et la Syrie, entrée de cette dernière à la SDN, transfert de l'autorité au gouvernement syrien sur une période de quatre ans. Il n'a qu'un tort, celui de maintenir les États druze et alaouites en dehors de la Syrie. Les nationalistes rejettent le texte, le haut-commissaire dissout la Chambre une nouvelle fois (1934), l'agitation reprend (1935). On se retrouve à la case départ, comme en 1926.

La victoire du Front populaire en mai 1936 et la nomination par Léon Blum d'un homme ouvert et cultivé, André Vénot, comme sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères chargé des pays sous mandat et sous protectorat permettent de sortir du cercle vicieux : le traité tant réclamé est enfin signé le 9 septembre ; il aurait pu l'être dix ans plus tôt. Les Syriens n'imagi-

nant cependant pas qu'il leur faudra attendre encore non pas trois ans, comme promis, mais près de dix ans pour que leur indépendance soit effective.

Devant la montée des périls en Europe, le gouvernement Blum cherche à dissuader la Turquie de rallier l'Axe et, dès mai 1937, il commence à prêter l'oreille aux revendications d'Ankara sur le Sandjak d'Alexandrette. Les gouvernements — plus à droite — qui lui succèdent enten-

nent plus aucune base juridique et qu'ils ont droit à l'indépendance immédiate. Un nouveau rebondissement remet en cause leurs espérances.

Aux prises, en Irak, avec la révolte des généraux du « Carré d'Or », favorables aux Allemands, menacés par les armées de l'Axe campant aux portes de l'Égypte, à Marsa-Matruh, les Britanniques sont peu soucieux de voir s'ouvrir un autre front dans une Syrie tenue par les forces fidèles au gouvernement de Vichy. Ils acceptent donc la contribution des Forces françaises libres, qui font leur entrée en Syrie le 8 juin 1941.

Le même jour, le général Catroux, désigné général, désireux de rallier les populations locales et de neutraliser les vichystes, proclame au nom de la France libre que Libanais et Syriens seront « des peuples souverains et indépendants » qui pourront « soit (se) constituer en États séparés, soit (s')unir dans un seul État ». Il précise que, dans les deux cas, l'indépendance et la souveraineté seraient garanties par un traité négocié avec la France. Le 28 septembre, il réaffirme l'indépendance de la Syrie. Mais d'autres soubresauts se produiront.

Afin de préserver les positions militaires de la France libre en temps de guerre et de ne pas être accusé d'abandon inopiné, de Gaulle va chercher à gagner du temps et à obtenir la négociation d'un traité qui permette à la France de sauvegarder ses intérêts après l'indépendance effective de la Syrie, dans le domaine culturel, économique, militaire et politique.

Au Liban comme en Syrie, l'impatience est à son comble. En octobre 1943, les gouvernements des deux pays demandent, en termes identiques, le transfert des pouvoirs (3) et la transformation de la délégation générale en ambassade. Pourtant, ce n'est qu'après de multiples incidents et d'âpres négociations que ce transfert commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1944 pour s'achever en 1945. Quant à l'évacuation des troupes françaises de Syrie, elle ne sera terminée que le 7 avril 1946.

Cette succession d'événements éclaire cette déclaration contemporaine du président Hafez El Assad (*le Monde* du 2 mars 1982), évoquant une future visite à Damas du chef de l'État français : « Il y avait autrefois dans la région un État unifié que les puissances mandataires ont fait éclater. Nous en payons aujourd'hui les conséquences. M. Mitterrand, qui apprécie l'histoire, devrait lire des livres sur la Syrie avant de venir (...). Je pourrais dire que la France a une responsabilité historique à l'égard du peuple syrien. Mais il faut parler du présent pour construire l'avenir. »

PAUL BALTA.

- (1) *La Syrie aujourd'hui*, Ed. du CNRS, Paris, 1980.
- (2) Georges Corm, *L'Europe et l'Orient*, La Découverte, 1985.
- (3) Pierre Rodière, *Les institutions politiques du Liban*, Paris, 1947 ; réimprimé en 1985 par le Centre d'études de l'Orient contemporain, 13, rue de Santeuil, 75005 Paris.

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des locuteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

**Le Monde**  
**PUBLICITE**  
5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

**Le Monde**  
**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapez LE MONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Année	FRANCE	ÉTRANGER	LIBAN	SYRIE	AUTRES PAYS
1 an	365 F	399 F	594 F	700 F	
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F	
3 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F	
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F	

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
— tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL  
3615 LE MONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

**Le Monde**  
**NUMÉRO EXCEPTIONNEL**  
**LUNDI 12 JUIN (DATÉ MARDI 13)**

### CAMPUS

Avec un sondage exclusif : les étudiants jugent  
leurs universités. Qualité de l'enseignement,  
débouchés, ambiance de travail, état des locaux...  
Le palmarès des faces vues par ceux qui y vivent.

### LE MONDE ÉCONOMIQUE

Avec 20 pages d'offres d'emploi pour les cadres.



ATTENTION : ces deux suppléments  
sont publiés en cahiers  
séparés. N'oubliez pas de les deman-  
der à votre marchand de journaux.

# La crise en Chine et les conséquences de la répression

## Une chape de plomb est retombée sur Shanghai

SHANGHAI  
de notre envoyé spécial

« Nous nous opposons à la répression. » « A bas les éléments qui dérobent le trafic ! » « Maintenez la production pour garantir notre vie ! » En se réveillant, le samedi 10 juin, les Shanghaiens ont trouvé une ville transformée : au cours de la nuit, une florissante de banderoles rouges ont été suspendues entre les arbres, les poteaux électriques ou au-dessus des boutiques par les milices ouvrières. Il n'y a pratiquement plus trace des affiches contestataires et des journaux muraux des étudiants. Les derniers sont restés par des « volontaires ».

Aux alentours de l'université Tongji, on vingt-quatre heures auparavant des dizaines d'autobus bloquaient les rues, la circulation a été rétablie. Devant la porte de l'université comme aux principaux carrefours de la ville, des milices ouvrières sont en faction pour éviter le moindre trouble. Une cinquantaine d'étudiants s'étaient massés autour d'une couronne de fleurs au pied de laquelle avait été déposée le T-shirt maculé de sang d'un étudiant de Shanghai mort à Pékin. Dans la cour, une statue de Mao est drapée de noir.

La chape de plomb retombe sur Shanghai. On sent chez ceux qui ont participé au mouvement de contestation une crainte latente, diffuse. Les contacts sont plus difficiles. Des rumeurs d'arrestations ont commencé à circuler dont ne seraient pas seulement victimes les « fouteurs de troubles » (quatorze « éléments anti-sociaux » ont été arrêtés à la suite de la collision d'un train avec une barrière le 6 juin, qui a fait des victimes). Sans doute la lame de fond de la répression qui a débuté à Pékin ne touchera-t-elle Shanghai que dans quelque temps.

On peut notamment s'interroger sur le sort qui sera réservé aux intellectuels qui ont pris position en faveur des étudiants ces dernières semaines.

### « Nager dans le courant »

La manifestation de vendredi, hommage aux « héros populaires de Pékin », à laquelle ont participé quelques mille étudiants et une foule épars d'une centaine de milliers de badauds, paraît avoir été le dernier sursaut de la rébellion de Shanghai. Des étudiants apparemment démoralisés nous ont dit qu'ils rentraient dans leur province.

Le discours, vendredi soir à la télévision, de M. Deng Xiaoping, flanqué des dirigeants militaires, telle la dernière scène d'un opéra chinois, où l'empereur réapparait entouré de ses généraux, a été perçu par beaucoup comme un message adressé à ceux qui ont pu nourrir des espoirs de changement : le régime est toujours solide, il a l'armée derrière lui et il contrôle la situation.

Les revirements sont inscrits dans la tradition de Shanghai. Dans cette ville où le Parti communiste tint son premier congrès en 1921, la population est certes politisée, mais sans doute aussi trop pragmatique pour ne pas savoir « nager dans le courant » lorsqu'il le faut. Le vent a tourné et la population rentre la tête, consciente que désormais l'heure est aux règlements de comptes.

Le maire de Shanghai, M. Zhu Rongji, a refusé à reprendre en main la ville en laissant le mouvement contestataire s'essouffier et en évitant un recours à l'armée, mais il n'est pas impossible qu'il devienne l'une des victimes de la « normalisation ». Il avait été mis en place par M. Zhao Ziyang.

PHILIPPE PONS.

## Une clique de vétérans

Il y a un an et demi, la dernière vague de vieux dirigeants issus de la Longue Marche et de la période maoïste prenait officiellement sa retraite à l'occasion du troisième congrès du PCC. Déjà un certain nombre avaient été mis à la retraite par M. Deng Xiaoping en 1985, lors de la conférence nationale du parti. Certains avaient gardé des fonctions honorifiques, mais aucun ne faisait plus — officiellement — partie des organes dirigeants. Seul M. Deng avait conservé la présidence de la commission militaire du parti, qu'il devait transmettre, disait-on à l'époque, à M. Zhao Ziyang (le secrétaire général déchu) à l'automne 1988.

Les derniers événements montrent qu'ils conservaient tout, derrière la scène, tout comme M. Deng, une influence considérable en dépit de leur âge, et qu'ils formaient une clique, certes hétérogène, mais unie sur un point : la maîtrise de l'ordre et la défense du conservatisme politique et idéologique. La réapparition de M. Deng, vendredi, a été l'occasion pour plusieurs d'entre eux de ressortir de l'ombre.

M. Peng Zhen, né en 1902, membre du PCC depuis 1923 et du bureau politique depuis 1945, maire de Pékin, victime de la révolution culturelle, il a présidé le Parlement de 1983 à 1988. Il a pris sa retraite du bureau politique en 1987 lors du troisième congrès du PCC. Vieux rival de M. Deng, il avait sévèrement critiqué la théorie de ses convictions idéologiques.

M. Li Xiennian, né vers 1905, général vétéran de la Longue Marche, entré au PCC en 1927, au comité central en 1945 et au bureau politique en 1958. Ministre des finances (1957-1975), il traversa sans encombre la révolution culturelle avant de jouer un rôle déterminant dans le renversement de la « bande des quatre ». Chef de l'Etat de 1983 à 1988, il avait quitté le bureau politique en 1987. Il a fait partie de ceux qui ont voté, avec discrétion et efficacité, de ralentir le train des réformes.

M. Bo Yibo âgé de soixante-dix-huit ans. Ancien membre du bureau politique et ex-président de la commission de discipline du parti, il s'était distingué par ses prises de position conservatrices et en faveur de la lutte contre la corruption, y compris dans les sphères dirigeantes.

M. Yang Shangkun, né en 1907, membre du PCC depuis 1926, président de la République depuis 1988. Porte le grade de général en raison de ses activités de commissaire politique. Une des principales victimes de la

révolution culturelle, il est depuis plus d'un demi-siècle un proche de M. Deng. Il a été son principal collaborateur dans la reprise en main de l'armée populaire après le mort de Mao, en tant que vice-président et secrétaire général de la commission militaire du parti.

M. Wang Zhen, né en 1908, vétéran de la Longue Marche et membre du comité central depuis 1948, n'a pas été victime de la révolution culturelle, étant même resté au comité central en 1958. Également très proche de M. Deng, connu pour sa brutalité au Xinjiang et pour ses violentes attaques contre les intellectuels — en particulier l'année dernière. Il est devenu vice-président de la République, poste essentiellement honorifique, en 1988.

Une autre grande figure révolutionnaire, M. Chen Yun, né en 1905, avait aussi pris position en faveur de la remise en ordre. Mais son état de santé est tel qu'il n'a pas été vu en public depuis l'année dernière. Économiste favorable à des réformes limitées, il avait été, face à M. Deng, le porte-parole de l'inquiétude des conservateurs face au dérapage « libéral » de MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang. Parmi les autres vétérans, M. Deng Yingchao (né en 1904), veuve de Zhou Enlai, les deux derniers maréchaux, Nie Rongzhen (1899) et Xu Xiangqian (1900), ainsi que l'ancien ministre de la défense Zhang Aiping (1910), avaient manifesté leur opposition à la loi martiale. Ils n'étaient pas présents à ces retrouvailles autour de M. Deng.

Par contre, M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale populaire, fait figure de benjamin parmi ces vétérans avec ses soixante-trois ans. Cet ancien étudiant en France avait attiré l'attention par les réformes hardies qu'il avait menées dans le Henan après la révolution culturelle. Il passait, jusqu'à son récent ralliement au pouvoir, pour un libéral proche de M. Zhao Ziyang.

Le fait qu'autour de M. Deng soient réapparues tant de vétérans — seules deux figures historiques du conservatisme n'étaient pas présentes, M. Chen Yun et l'ancien secrétaire de Mao Zedong, M. Hu Guomou, qui, avec son complice Deng Lihou, le terror des intellectuels, avait tout fait pour bloquer les réformes et revenir aux bonnes vieilles méthodes — confirme l'influence occulte exercée par ces hommes après leur retraite officielle. Seuls deux « jeunes », les deux généraux Li Peng et Qiao Shi, et le septuagenaire et vice-premier ministre Yao Yilin, ont en effet participé à cette réunion au sommet.

PATRICIE DE BEER.

## La vieille garde a réaffirmé son emprise

(Suite de la première page.)

Aux appels à la délation, le commandement de la loi martiale a ajouté une nouvelle directive, interdisant l'affichage de tracts anti-gouvernementaux et appelant leurs auteurs à se rendre aux autorités. A travers toute la ville, les soldats et la police arrachent les tracts apposés sur les poteaux télégraphiques et sur les murs. Des arrestations en grand nombre sont vraisemblablement en cours.

On a également rappelé aux diplomates étrangers que leurs véhicules ne pourraient pas servir à des usages « autres » que diplomatiques. Traduction : ils seraient mal avisés d'utiliser leur voiture pour permettre à un certain nombre d'intellectuels libéraux de fuir le pays en même temps que sont évacués les ressortissants étrangers. L'ambassade des Etats-Unis est évidemment visée, elle qui a donné refuge au dissident Fang Lizhi et à son épouse. La télévision a cité la lettre d'un « écrivain » qui n'a pas été nommé, appelant à se saisir de la personne de M. Fang, qualifié de « traître ». D'autres intellectuels libéraux seraient déjà partis à l'étranger pour échapper aux arrestations.

### Une « rébellion contre-révolutionnaire »

Le rideau tombe sur un acte de la tragédie, mais rien n'est pour autant réglé quant à l'avenir du pays le plus peuplé du monde. Tous ceux, diplomates, sources chinoises bien placées, et observateurs qui n'auraient pas imaginé que le drame puisse se dérouler ainsi du vivant de M. Deng, se sont donc trompés. M. Deng n'est pas mort, il est non seulement encore en vie mais peut se tenir debout seul.

La réapparition spectaculaire est intervenue au cours d'une réunion qu'il a présidée vendredi 9 juin dans la résidence de Zhongnanhai, siège du Parti communiste à Pékin, faisant ainsi sa première apparition publique depuis sa rencontre avec M. Mikhail Gorbatchev, le 16 mai (Le Monde du 10 juin). Ce rebondissement visait à montrer à tout le pays, ainsi qu'à la communauté internationale, que le vieux patriarche était toujours aux commandes, et que la répression de la « rébellion contre-révolutionnaire du 3 juin » était son œuvre, et non celle d'une quelconque clique militaire qui aurait pris le pouvoir. Le résultat est plutôt l'inverse : M. Deng apparaît d'une certaine manière comme l'otage de la vieille garde du régime, ces vieillards qu'il avait tenté de mettre à la retraite et qui se sont rassemblés autour de lui en parvenant à le convaincre, selon ses propres termes, que l'agitation menaçait de faire perdre le pouvoir au Parti communiste et d'anéantir la République populaire.

Ces troubles, a-t-il dit aux commandants du quartier général de la loi martiale, entouré du protocole médiatique habituel à ce genre de cérémonie, dépassaient la volonté humaine. Il y a eu d'abord un petit nombre de gens qui ont incité à l'agitation, puis les choses ont évolué virtuellement vers une rébellion contre-révolutionnaire. Ils ont voulu renverser le Parti communiste, éliminer le système socialiste et substituer la République populaire de Chine pour instaurer une république bourgeoise.

Aucune explication n'a été fournie sur la disparition de M. Deng de la scène publique pendant vingt-quatre jours. Sa réapparition surprise soulève quantité de questions, qui ne trouveront que lentement une réponse. Un premier bilan s'impose cependant au vu de « l'unité » du façade que la haute direction chinoise veut à présent montrer au monde : son caractère factice saute aux yeux.

La prestation de M. Deng n'est qu'à moitié convaincante. La télévision l'a certes montré se levant sans assistance pour rendre hommage, debout, aux soldats tués dans l'exécution de leur mission. Mais on a pu voir aussi qu'il avait, comme lorsqu'il repart le chef du Kremlin, des difficultés à s'exprimer, qu'il cherchait ses mots (M. Li Peng, premier ministre, a dû lui souffler ceux de « police armée »). Tandis que la caméra continuait de le filmer, c'est un speaker qui a lu les propos qui sont rapportés dans toute la presse du samedi.

Ces propos, présentés comme « un discours important » du président de la commission militaire du comité central, sont en forme de compromis. M. Deng donne bien sûr sa bénédiction à l'action des soldats, mais il laisse entendre aussi qu'il ne veut pas endosser la responsabilité complète de la situation qui a mené à l'insurrection. « La ligne politique, les principes et les pratiques formulés au troisième plénum du onzième comité central du Parti communiste chinois sont corrects », a insisté le vieux patriarche faisant allusion à la décision de 1978 de réformer et d'ouvrir sur le monde le système chinois. Contrairement à M. Li Peng dans sa brève harangue aux troupes la veille, M. Deng a explicitement rappelé les deux aspects complémentaires de sa politique : fidélité au socialisme et ouverture sur le monde extérieur.

Quant aux contradictions inhérentes à cette politique, dont les manifestations se sont étalées au

grand jour depuis deux mois, M. Deng a proposé de les surmonter en « procédant à un examen sérieux de nos expériences en poursuivant ce qui est bon, en corrigeant les erreurs et en accomplissant de grands efforts pour améliorer ce qui n'est pas satisfaisant. En un mot, examinons le présent pour regarder l'avenir ». En un autre mot, il n'a pas de politique de rechange.

### Des anomalies

Le discours attribué au vieux patriarche est inquiétant par un autre aspect : M. Deng rend un hommage tellement appuyé aux troupes qu'on en vient à se demander s'il a été informé des actes dont certaines unités se sont rendues coupables lors de leur entrée dans la ville. Il souligne en particulier que « notre armée est digne de son rôle d'armée du peuple et de bastion d'acier de l'Etat. Ce test a prouvé que l'armée est qualifiée. Ceci montre que notre armée est toujours le défenseur de l'Etat, du système socialiste et des intérêts du peuple ».

Nombre d'anomalies accompagnent cette réapparition de M. Deng. N'étaient présents à ses côtés que deux représentants de la génération de la relève : MM. Li Peng, premier ministre, porte-parole de la vieille garde conservatrice, et Qiao Shi, spécialiste de la sécurité. L'absence du secrétaire général du parti, M. Zhao Ziyang, et d'un autre membre du comité permanent du bureau politique, M. Hu Qili, chargé de l'éducation et de la propagande, n'est pas une surprise : les deux hommes vont être blâmés, avec quelques collègues, pour le nouveau drame de succession que traverse le pays. Tous les autres dirigeants politiques présents lors de la visite de M. Deng aux troupes étaient des octogénaires et des septuagénaires ressortis ces derniers temps de l'obscurité où ils avaient plongés le troisième congrès du PCC, en 1987.

### A New-York, devant l'ONU

## Des milliers de Chinois sous la pluie

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

Quinze mille ? Vingt mille ? Abrutis par une marée onduoyante de parapluies, portant brassards de deuil ou bandes au front proclamant « Liberté », combien étaient-ils à s'être réunis à Chinatown sous une pluie battante, vendredi 9 juin, pour ce simulacre de fête funéraire offert aux victimes de la place Tiananmen ? Tandis qu'au même moment à Chicago, Denver, Houston, d'autres défilés portaient le collier et l'angoisse de la communauté chinoise américaine dans les rues, les étudiants chinois de New-York, escortés par une foule sans cesse plus nombreuse de sympathisants, avaient entrepris de se faire entendre de cette conscience internationale qu'est l'ONU.

Dès 13 h 30, bloquant les avenues à la circulation déjà perturbée du week-end, les manifestants, qui défilaient derrière une statue de la liberté semblable à celle que s'étaient confectionnées les étudiants de Pékin, s'étaient rassemblés devant le palais des Nations unies à côté des bancs de fortune où une vingtaine d'étudiants se relayaient depuis dimanche pour faire la grève de la faim.

Pendant plus d'une heure, les discours se sont succédés, entrecoupés

de chants, de récits et de slogans devant une foule souvent émue par les témoignages sur le massacre. En dépit de l'émotion, certains gardaient la tête froide, et, dans les premiers rangs, on notait la présence voyante de plusieurs candidats à la mairie de New-York. Le maire lui-même, Ed. Koch, engagé dans une campagne difficile, sut s'attirer des vagues d'applaudissements en fustigeant la politique, trop modérée à son goût, du gouvernement Bush envers la Chine.

Il a proposé de rebaptiser les alentours du consulat de Chine Tiananmen Square, comme il avait rebaptisé il y a quelques années déjà ceux de l'ambassade d'Union soviétique, rue André Sakharov. De son côté, pour avoir tenté de prendre la défense de l'administration, le sénateur Patrick Moynihan dut fuir son allocation sous les huées. Il est plus qu'improbable, cependant, que le Conseil de sécurité se réunisse pour débattre des affaires chinoises, comme le réclamaient les manifestants.

Le secrétaire général de l'ONU l'a rappelé lundi dernier : « La charte des Nations unies n'autorise pas l'ONU à intervenir dans des affaires qui relèvent de la juridiction intérieure des Etats ».

M.-C. D.

Autre curiosité surgissant au moment de ce sursaut de la vieille direction historique du régime, la presse de samedi a rendu compte de façon prédominante d'une visite rendue aux troupes de la loi martiale par le vice-président de la République, M. Wang Zhen, âgé de quatre-vingt ans. Il s'est présenté jeudi devant les soldats au nom du comité central, du gouvernement — dont il ne fait pas partie — et de la commission militaire du parti, dont il n'est pas membre.

Peut-être faut-il y voir un désaveu implicite du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, qui n'a pas eu les honneurs de la presse pour une telle démarche. Il ne fait aucun doute que les méthodes pratiquées tout d'abord par le couple constitué par M. Yang et le premier ministre ont déplaçé à quantité de militaires, et que la violence de la charge du 3 juin a suscité un dégoût dont M. Yang peut avoir à payer le prix en raison de ses connexions familiales avec le commandant des troupes responsables de ce massacre.

### Un replâtrage

Cette galerie de portraits vise cependant à démontrer l'unité de l'armée derrière M. Deng : côté militaire, c'est toute la haute direction de l'APL qui était présente. Mais la photo traduisait aussi l'état du pouvoir, qui ne repose plus que sur une légende, celle de la Longue Marche, de moins en moins en rapport avec son état actuel. « Replâtrage qui ne peut pas tenir la route », commentait un diplomate occidental.

Car l'imaginaire populaire chinois, qui a une forte propension à penser en termes de modèles historiques, serait justifié à considérer que M. Deng, malgré ses promesses de réforme et d'ouverture, se retrouve un peu dans la position de l'impératrice Cixi (Tseu-Hi) à la fin de la dynastie mandchoue. Comme après le choc avec les puissances occidentales au XIX<sup>e</sup> siècle, le régime chinois recule devant un défi, qui est celui de la modernisation politique. Comme sous le règne de Cixi, l'Occident est dans le colimateur de ceux qui tiennent M. Deng pour responsable du chaos menaçant leur pouvoir. Comme à la fin de l'empire, les provinces sont au bord du soulèvement. Est-ce pour les en dissuader qu'on met en évidence M. Wang Zhen, qui s'est rendu célèbre pour une politique de répression érigée dans le Xinjiang et qui a traversé sans grands ennemis la révolution culturelle ?

M. Deng n'est pas Cixi, le tyran qui refusait obstinément d'envisager une ouverture du pays. Il lui reste nécessairement, de dix ans d'exercice du pouvoir, un sens de la direction que doit prendre la Chine pour survivre en tant qu'Etat. C'est pour cette raison que Washington s'inquiète de n'avoir pas identifié qui gouverne réellement le pays. Car le vieux patriarche n'a plus de parti, plus d'Etat, et l'armée, qui s'est ralliée à son image car elle ne pouvait la faire autrement, ne veut pas, dans son ensemble, se priver durablement des retombées technologiques que l'ouverture sur l'Occident avait permises. Pour cela, il lui faut un gouvernement civil présentable. Et il est à craindre qu'aucun ne puisse être constitué avant la disparition physique de M. Deng.

FRANCIS DERON.

### Les réactions à travers le monde

## Moscou a été « consterné »

Interrogé vendredi 9 juin à Bonn — où il prépare la visite de M. Gorbatchev — sur les événements de Chine, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Gueorgui Gueorgiev, a déclaré à l'agence Associated Press, que les autorités de Moscou avaient été surprises par la répression brutale des manifestations de Pékin. « Nous ne nous y attendions pas », a-t-il dit, ajoutant que le gouvernement soviétique avait été « consterné ». Comme on lui demandait si Moscou avait fait connaître sa désapprobation aux autorités chinoises, M. Gueorgiev a répondu que les contacts téléphoniques avec les dirigeants de Pékin étaient impossibles depuis une semaine. Nous non plus, nous ne pouvons pas avoir de communication », a-t-il dit en faisant allusion aux déclarations, la veille, du président Bush, qui avait révélé qu'il avait en vain tenté de joindre des interlocuteurs en Chine.

### Inquiétudes à l'Hémisphère

A Managua, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a déclaré vendredi qu'il déplorait « l'utilisation de la violence contre le peuple chinois », de la même manière, a-t-il précisé, qu'il réprouve la répression israélienne contre les Palestiniens. A Cuba, en revanche, selon une dépêche de l'agence Chine Nouvelle, le président Fidel Castro a déclaré lors d'un entretien avec le chef de la diplomatie chinoise que la situation actuelle en Chine est « une affaire intérieure à ce pays ».

A Tokyo, le gouvernement a annoncé qu'il fallait prendre des mesures destinées à restreindre les échanges commerciaux avec la Chine en raison de la crise qui frappe ce pays. La Chine, a indiqué le ministre du commerce international et de l'industrie, sera désormais considérée comme un « pays spé-

cial », c'est-à-dire pour lequel les assurances à l'exportation nécessiteront un accord préalable de son département.

A Paris, sous le titre « question urgente », l'Humanité déclare dans son édition de samedi être « depuis plusieurs jours sans nouvelles des membres de la direction et de la rédaction en chef du Quotidien du peuple, organe central du PC chinois ». Compte tenu des circonstances, ajoute le journal, nous posons, avec inquiétude, une question : que sont-ils devenus ?

Lors d'un meeting au Mans, le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, a de son côté déclaré vendredi : « Les responsables de ces terribles se sont détournés à l'égard de leur peuple, du mouvement progressiste et du communisme ».

### Une voix discordante

Le représentant chinois à l'UNESCO, M. Zhao Fusan, a créé la surprise lors d'une réunion à Paris du comité exécutif de l'Organisation, en répondant à des délégués qui déplorait les massacres de Pékin : « Je partage vos préoccupations. J'espère que les blessures ne tarderont pas à se guérir, que les erreurs seront réparées et qu'une nouvelle page de la longue histoire de la Chine sera tournée ».

Il s'agit de la première réaction à l'étranger d'une personnalité chinoise qui s'écarte de l'approbation sans réserve de la répression. Le professeur Zhao a cependant précisé qu'il s'exprimait en son propre nom. Personnalité de grand renom et titulaire d'une chaire à l'Académie des sciences sociales de Pékin, M. Zhao est un ancien pasteur protestant.

مكتبة الامم المتحدة

## Europe

URSS : fin de la première session  
du Congrès des députés du peupleLe changement l'emporte  
sur la continuitéMOSCOU  
de notre correspondant

Comme souvent les justes, M. Sakharov sait manier le symbole. Vendredi 9 juin, alors que s'achevait la première session du Congrès des députés du peuple, il arrache la parole à un président de séance réticent (M. Gorbatchev bien sûr) et commence à lire de sa voix bizarrement ferme et assourdie une longue déclaration politique.

C'est son bilan des treize journées de débats qui ont tenu l'URSS en haleine, et la conclusion du Prix Nobel de la paix est qu'il faut abroger l'article 6 de la Constitution. C'est une bombe tranquillement jetée par ce vieux monsieur frêle qu'un bon tiers des députés honnit et auquel le secrétaire général du parti ne s'adresse, marque de respect, qu'en utilisant son prénom et patronyme. C'est une bombe, car cet article 6 stipule que le Parti communiste est la force dirigeante du pays.

L'abroger, ce serait tout simplement changer de régime, tirer la conséquence institutionnelle du glissement de pouvoir qui est en train de s'opérer entre le parti et la représentation nationale — et la tirer, qui plus est, avant même que cette évolution virtuelle ne se soit concrétisée. Peut-être en viendra-t-on à un jour, mais, pour l'heure, la proposition n'est pas d'actualité. Elle est si explosive même, si contraire à la démarche de M. Gorbatchev, qu'elle formalise les changements que lorsqu'ils sont déjà devenus réels, qu'au bout des cinq minutes de temps de parole réglementaire l'assemblée est rappelée à l'ordre.

Il l'obtient. Le cloche est fait de plus en plus impérative et le micro est bientôt coupé au plus célèbre des députés soviétiques, qui vient, dans cet incident, de désigner la limite encore infranchissable — la limite à franchir entre la liberté de parole et la démocratie. C'est une belle leçon de choses politique — à laquelle M. Gorbatchev avait, au demeurant, répondu d'avance en présentant à la mi-journée son propre bilan de la session.

« Aller  
de l'avant »

L'avantage allait à son chef de l'Etat, qui n'avait pas, lui, à se soucier de la moindre clochette, et M. Gorbatchev a ainsi pu balancer son propos, rassurer à droite et rassurer à gauche, c'est-à-dire chanter d'une seule voix le changement démocratique et la continuité socialiste. L'exercice était bien mené, les articulations nettes. Mais si prudent qu'il ait été le ton, le changement l'emportait nettement, pour la simple raison que ce mot de « socialisme » ne désigne pas grand-chose d'autre que ce système en train d'être démantelé.

« Tout va très bien, M. l'Appareil, tout va très bien... », semblait donc chanter le secrétaire général, dont la seule et fondamentale concession au dogme aura été... celle sur laquelle M. Sakharov a mis le doigt. Car, si pour M. Gorbatchev les débats du Congrès constituent « un événement majeur de l'histoire de l'Etat soviétique (...), une nouvelle étape du développement de la démocratie [dans laquelle] nous sommes devenus témoins et participants d'une libre confrontation de points de vue » et une « une occasion unique pour la société toute entière de voir clairement l'état des choses », ils signifient aussi que l'URSS n'a pas besoin du pluri-partisme.

« Le pluralisme d'opinions est mis en vigueur », dit-il, et dans mon esprit le travail du Congrès démontre de façon convaincante qu'il existe dans le cadre du système politique soviétique, sur la route de la démocratie, les possibilités d'exprimer le plus largement des façons de penser différentes. »

Mais si les institutions politiques ne doivent pas évoluer plus avant rien de ce qui s'est passé pendant ces quinze jours, poursuit M. Gorbatchev, ne doit faire regretter ce tournant auquel « beaucoup d'entre nous se sont révélés impréparés psychologiquement ou, peut-être, intellectuellement ». « Tout ce qui est raisonnable, innovateur et constructif doit être mis en application sans aucun préjugé », dit-il, nous avons besoin de décisions extraordinaires, de percées dans la réflexion (...), de nouveauté et d'audace (car) le principal, le plus important, est d'aller de l'avant. »

Et comme pour donner l'exemple, M. Gorbatchev se livre alors au plus vigoureux plaidoyer qu'il ait jamais prononcé en faveur de la « restructuration drastique des modes de propriété socialiste ». « Le cœur du problème, dit-il, est que la société, tout en restant propriétaire de la

propriété publique, en remettre, à travers différentes formes de baux, l'essentiel aux collectifs de travail et aux individus, qui prendront sur eux-mêmes la pleine responsabilité de leur utilisation, assureront certaines obligations économiques vis-à-vis de l'Etat et géreront leurs propres affaires (...) en producteurs indépendants du marché socialiste. »

Sauf contre-offensive victorieuse des conservateurs, cette évolution personnelle de M. Gorbatchev vers la généralisation des systèmes de baux devrait impliquer une accélération de leur introduction dans les campagnes. De ce point de vue, le secrétaire général a d'ailleurs procédé à une autocritique très remarquée en déclarant que l'une des « plus sérieuses carences » de l'action menée jusqu'à présent avait été « la lenteur du démantèlement de structures de gestion dépassées et les tentatives de traiter les problèmes accumulés par d'anciennes méthodes qui avaient déjà fait faillite. »

Pas de danger  
de coup d'Etat

Pour le reste, M. Gorbatchev n'a surpris personne en renvoyant des « conservateurs » et « réactionnaires », en expliquant qu'il ne fallait pas critiquer l'appareil, en tant que tel, mais le vieux appareil auquel doit inévitablement succéder un nouveau, en rejetant « catégoriquement » les attaques contre le parti, qui doit cependant — autant dire que ce n'est pas le cas — « se réformer plus rapidement que l'ensemble de la société », qu'il assurait le Congrès et le pays qu'il n'avait pas de « danger de coup d'Etat » tant le bureau politique et le comité central étaient unis dans la voie des réformes.

M. Gorbatchev n'aurait pu souligner plus clairement que, s'il tombait demain, ou n'avait plus les codées franches, les réformes seraient menacées — qu'il faut donc le ménager et le soutenir, — et cette dimension personnelle de la personnalité de la société, qu'il assurait le Congrès et le pays qu'il n'avait pas de « danger de coup d'Etat » tant le bureau politique et le comité central étaient unis dans la voie des réformes.

« Comme communiste, je rejette totalement les insinuations selon lesquelles je tenterais de concentrer tout le pouvoir entre mes mains. Cela contredit mes idées, ma conception du monde et même mon caractère. Ce n'est pas dans ce but que le parti et le peuple ont entrepris la tâche ardue de la démocratisation [et] je n'ai pas d'autre politique que la restructuration, la démocratisation et la glasnost [qui sont] l'essence de ma vie et de mon travail. »

Energique et déterminée, M. Gorbatchev s'est donc vu rétorquer par M. Sakharov que les « pouvoirs pratiquement illimités » dont il dispose désormais sont « extrêmement dangereux » — même confiés à l'homme qui a été l'initiateur de la persécution. Plus dangereux que ceux de Staline ? Plus dangereux que ceux de Brejnev ? L'expérience tranchera. En attendant, tandis que les députés se séparent, les troubles d'Ouzbékistan non seulement se poursuivent mais s'étendent — au nord vers le district d'Andijan, au sud-ouest vers celui de Namangan — et atteignent même la région de Leninabad, sur le territoire d'une autre république, le Tadjikistan.

« Il est visiblement trop tôt pour se tranquilliser », écrit samedi matin la Pravda en parlant de bandes organisées, disposant de mitraillettes, pistolets et armes blanches, et attaquant systématiquement les forces de l'ordre pour se procurer d'autres armes. Un autre quotidien parle de « génocide » contre les Meskhs. Le premier secrétaire de district de Tachlak n'a dû la vie sauve qu'à une intervention in extremis de la milice contre des manifestants qui voulaient l'arrêter d'essence et le brûler vif.

Ce va mal, si mal que la télévision a montré, vendredi soir, les premières images de l'Ouzbékistan à feu et à sang.

BERNARD GUETTA.

Lire page 17 un entretien avec Gury Kasparov : « Le devoir des sportifs soviétiques est de faire bouger les choses. »

● Le général Jaruzelski en Grande-Bretagne. — Venant de Bruxelles — où il a notamment rencontré vendredi 9 juin le roi Baudouin, le premier ministre belge et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors — le général Jaruzelski, chef de l'Etat polonais, est arrivé samedi à Londres. Il devait notamment rencontrer M. Thatcher pour un « déjeuner de travail » avant de regagner Varsovie dans l'après-midi de dimanche. — (AFP, Reuters.)

## Diplomatie

La visite à Bonn du chef de l'Etat soviétique

## Une Allemagne « gorbimaniaque »

(Suite de la première page.)

Tous souhaitent au secrétaire général « un plein succès pour sa politique de réformes », ou, plus simplement, affirment que ce fut « un événement merveilleux d'avoir pu vous rencontrer en chair et en os lors d'un voyage touristique à Moscou ».

Cet amour porté par une large fraction du peuple allemand au numéro un soviétique est aussi passionnel que fux jadis l'anticommunisme viscéral de ces mêmes Allemands dans les années sombres de la guerre froide : il témoigne qu'en Allemagne le regard plus distancé et froidement analytique que portent certains peuples voisins sur l'évolution de la situation en Europe de l'Est n'est pas de mise : les convulsions de la perestroïka sont vécues en terre allemande avec une intensité et une anxiété presque aussi fortes qu'à Moscou ou Tallin.

Toute parole prononcée par Mikhail Gorbatchev sera donc déséquilibrée, interprétée, retournée dix fois pour en extraire le sens : parlera-t-il de la « question allemande » de Berlin ? du désarmement et des dernières propositions du président Bush ? Les officiels allemands qui ont préparé cette visite sont, on peut le deviner, dans l'incertitude la plus complète sur ces points. Pour M. Horst Teltschik, principal conseiller du chancelier Kohl sur les questions Est-Ouest, cette visite est d'ores et déjà assurée du succès puisqu'elle « met une fois de plus en lumière le rôle clé de la République fédérale dans l'évolution des rapports Est-Ouest, tout comme le discours du président Bush à Mayence, le 31 mai dernier, avait souligné le poids accru de la RFA invitée à prendre sa part à la direction de l'Alliance. »

L'appréhension  
des industriels

La visite de M. Gorbatchev à Bonn n'ouvre cependant pas une nouvelle chapitre institutionnel des relations germano-soviétiques : les rapports entre les deux pays conti-

ment d'être réglés par le traité conclu en 1970 par Willy Brandt et Leonid Brejnev. La déclaration commune qui sera signée à l'issue de la rencontre avec le chancelier fera le bilan global de l'échange des visites : celle de M. Kohl à Moscou en octobre dernier, et celle de M. Gorbatchev en RFA. Elle devrait prendre acte, selon le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Hans Klein, des « progrès effectués dans le sens de la compréhension et de la réconciliation des deux nations, au moment où l'on célèbre le cinquantième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale et de la signature du pacte germano-soviétique. »

« Il faut aider M. Gorbatchev », ne cesse de clamer le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Le numéro un soviétique semble avoir pris ces propos très au sérieux, et entend bien revenir à Moscou nanti d'une aide considérable qui contribuerait à faire sortir l'URSS des énormes difficultés économiques dans lesquelles elle se débat. Le crédit de 3 milliards de deutschemarks, garanti par l'Etat ouest-allemand, accordé à l'Union soviétique lors de la visite du chancelier Kohl à Moscou, a du mal à parvenir à destination : les industriels et les financiers allemands ont quelque appréhension à se risquer sur un marché certes prometteur, mais où les incertitudes sont grandes. L'accord « de promotion et de protection des investissements » qui sera signé à Bonn devrait inciter les chefs d'entreprise allemands à tenter leur chance dans des entreprises communes avec les Soviétiques avec l'assurance de pouvoir rapatrier leurs bénéfices en bonnes devises fortes.

Cet accord est le plus important d'une série de onze traités de coopération couvrant des domaines aussi divers que la formation des managers soviétiques en RFA, ou l'échange d'informations sur la sécurité des centrales nucléaires. Parmi les projets en discussion, il en est deux qui avaient pas encore abouti à la veille de l'arrivée de Mikhail

Gorbatchev à Bonn : celui sur la coopération en matière de navigation maritime et fluviale, qui se heurte au problème délicat du pavillon que doivent battre navires et péniches de Berlin-Ouest, et celui concernant la participation d'un vol spatial soviétique.

La question  
de Berlin

Les difficultés concernant le premier de ces traités donnent une indication sur l'attitude de la partie soviétique concernant le problème de Berlin : si dans certains cas, comme les échanges culturels, on veut bien, à Moscou, se montrer pragmatique et souple sur l'inclusion de Berlin-Ouest dans la coopération germano-soviétique, on cherche aussi à faire comprendre que l'on tient toujours au principe des trois entités politiques sur le sol allemand. M. Teltschik n'a pas cependant perdu tout espoir qu'en dernière minute une base d'accord puisse tout de même être trouvée. Il a déclaré que sur cette question « la direction soviétique est divisée entre les « têtes de bison » qui ne veulent pas bouger d'un pouce sur le problème de Berlin et les partisans d'une attitude moins rigide. »

La situation en Union soviétique a provoqué quelques modifications au programme initialement prévu : M. Gorbatchev, s'il n'a pas réduit la durée de son séjour, n'est réservé d'importantes plages de temps libre qu'il passera au téléphone à l'ambassade d'URSS à Bonn : l'allongement de la session du Congrès des députés du peuple et les désordres persistant en Ouzbékistan en sont la cause. Le concert auquel il devait assister lundi soir à Bonn a été annulé, ainsi que la visite de Mme Raisa Gorbatchev à une exposition de jardinage à Cologne : ces parties récréatives du programme ont été jugées par les Soviétiques incompatibles avec le deuil observé en URSS à la suite de l'accident ferroviaire du Transbaïrien.

LUC ROSENZWEIG.

## A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

Décès  
de l'ancien  
« homme fort »  
du gouvernement  
de M<sup>re</sup> Peron

M. José Lopez Rega, ancien ministre du bien-être social et l'homme fort du gouvernement conduit par M<sup>re</sup> Isabel Peron au lendemain des décès de son mari, le président Juan Peron le 1<sup>er</sup> juillet 1974, est mort d'une crise cardiaque vendredi 9 mai dans une clinique de Buenos-Aires. Il venait d'y être transféré depuis la prison où il était détenu depuis 1988. M. Lopez Rega était considéré comme le fondateur de la « Triple A », le premier « Escadron de la mort » péroniste, qui s'était d'abord étiqueté aux symboles de la gauche dans son propre parti Justicialista. Sorti d'Argentine dès avant le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, il s'était réfugié clandestinement en Espagne, croit-on ; puis il s'était rendu aux autorités américaines, à Miami, et avait été extradé. — (AFP.)

## Egypte

Victoire  
électorale contestée  
du parti gouvernemental

Le Parti national démocratique (PND) du président Hosni Moubarak a remporté haut la main vendredi 9 juin les élections au Conseil consultatif, le Choura, sorte de Sénat dépourvu de pouvoirs législatifs. Quelques quinze millions d'électeurs égyptiens étaient appelés à élire pour trois ans 172 membres de ce conseil, dont un tiers est nommé par le chef de l'Etat. Avant l'ouverture des bureaux de vote jeudi, la police avait effacé des rafles dans les milieux intégristes, arrêtant plusieurs centaines de membres de l'association des Frères musulmans. Ces derniers ont affirmé que le scrutin avait été grossièrement truqué, et qualifié la victoire du PND de « déroute pour le démocrate. »

Du côté de l'opposition, seule l'Alliance islamique, formée par le Parti du travail, le Parti libéral et l'association des Frères musulmans, avait présenté des candidats. Le scrutin avait été boycotté par le Nodwa (droite libérale) et le Tagammu (gauche marxiste) qui avaient qualifié de « non démocratique » les

conditions des élections en raison, notamment, de l'état d'urgence en vigueur. — (Reuters, AFP.)

## Panama

Washington dénonce  
l'envoi d'armes  
par le Nicaragua

Confirmant des informations données la veille par le Washington Post, M<sup>re</sup> Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, a accusé vendredi 9 juin le Nicaragua d'avoir, ces derniers mois, envoyé plusieurs avions chargés d'armes d'origine soviétique à Panama. Les cargaisons comprendraient principalement des fusils d'assaut AK 47, destinés à l'armement des quelques milliers de membres des « bataillons de la dignité » créés en 1988 par le général Antonio Noriega pour résister à une éventuelle intervention militaire américaine. La Washington Post, citant des sources militaires nicaraguayennes non identifiées, estime que les dirigeants sandinistes sont persuadés de la probabilité d'une attaque américaine et craignent qu'une telle action ne se poursuive par une invasion du Nicaragua. Cependant le président en fonctions du Panama, M. Manuel Solís Puelma, a été accueilli vendredi à La Havane par M. Fidel Castro pour une « visite d'amitié et de travail. »

## Soudan

Début des pourparlers  
de paix  
entre le gouvernement  
et les rebelles du Sud

Les pourparlers entre le gouvernement soudanais et l'APLS, l'Armée populaire de libération du Soudan, devaient débuter samedi 10 juin à Addis-Abeba. M. Sid Ahmed El Hachimi, ministre soudanais des affaires étrangères qui doit présider la délégation de Khartoum, a affirmé que la rencontre devait permettre de définir un calendrier pour le cessez-le-feu, l'abrogation de l'état d'urgence et l'application de mesures constitutionnelles susceptibles d'aboutir à une paix durable. Il a mis en garde contre tout optimisme prématuré, soulignant que le processus de paix était « long et difficile » et qu'il ne fallait pas s'attendre à voir des résultats « du jour au lendemain. »

La rencontre d'Addis-Abeba doit en principe examiner l'application d'une « initiative de paix », dont les

grands principes ont été établis le 16 novembre dernier dans la capitale éthiopienne entre l'APLS et une déléguation du Parti démocratique unitariste, une des composantes de la coalition actuellement au pouvoir à Khartoum.

Au Caire, l'agence officielle MENA croit savoir que le gouvernement égyptien a donné son accord à l'abrogation du pacte de défense commune signé entre l'Egypte et le Soudan le 15 juillet 1976, « dans le but de faciliter les pourparlers de paix d'Addis-Abeba ». L'abrogation des pactes de défense soudano-égyptien et soudano-libyen est prévue par l'accord conclu en novembre. — (AFP.)

## Salvador

Un ministre  
est tué  
dans un attentat

Huit jours après sa prise de fonction comme ministre de la présidence du gouvernement de M. Alfredo Cristiani, José Antonio Rodríguez Porth, soixante-trois ans, a été tué par un commando qui, vendredi 9 juin, a mitraillé son véhicule devant son domicile à San Salvador. Son chauffeur et son garde du corps ont également été tués. L'attentat n'avait pas encore été revendiqué samedi matin : mais les soupçons se portent sur les guérilleros du Front Farabundo Martí, qui ont lancé une offensive contre l'ARENA (extrême droite) au pouvoir, dont José Antonio Rodríguez Porth, ancien ministre des affaires étrangères, était considéré comme le principal idéologue. M. Cristiani, dont la victime était le collaborateur le plus direct, s'est déclaré convaincu que les rebelles « essaient de provoquer une réaction » du gouvernement, mais que celui-ci n'agit pas « en violation de la loi. »

Le président américain George Bush a fermement condamné cet « acte odieux » et appelé « une nouvelle fois les groupes extrémistes à mettre un terme à la violence au Salvador. »

José Antonio Rodríguez est la deuxième personnalité de premier plan de l'ARENA victime d'un attentat en quelques mois : le 19 avril, le procureur général Roberto Gustavo Alvarado avait été tué par l'explosion d'une bombe contre sa voiture. La guérilla avait nié être responsable de ce meurtre. La guerre civile au Salvador a provoqué la mort de quelque soixante-dix mille personnes en neuf ans. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

## Amériques

## CHILI

Un commando  
d'extrême gauche  
abat un ex-officier  
torionnaireSANTIAGO  
de notre correspondant

Roberto Fuentes Morisson avait de bonnes raisons de craindre pour sa vie : le nom de cet officier à la retraite âgé de cinquante-six ans était associé à l'extrême droite répressive qui s'était abattue sur les partisans de gauche dans les premières années du régime militaire. Embusqué à la sortie de l'immeuble où il vivait, des guérilleros d'extrême gauche du Front populaire Manuel Rodríguez (FPMR) l'ont criblé de balles avant qu'il ait eu le temps d'empoigner l'arme qu'il portait constamment sur lui.

Chef d'escadron au moment du coup d'Etat, Fuentes Morisson avait ensuite été affecté par l'aviation au « commandement conjoint » des services de sécurité, qui, entre 1975 et 1976, s'acharna contre le Parti communiste : une trentaine de cadres et de dirigeants du PC « disparurent » ainsi après avoir été détenus par des membres du « commando ». Un agent des services secrets, déserteur en 1984, avait permis, par ses révélations, de reconstituer l'organigramme du groupe, au sein duquel Fuentes Morisson « El Wally » jouait un rôle de premier plan. Un procès s'ouvrit, au cours duquel il fut, en 1986, appelé à déposer, en compagnie de trente-neuf militaires, policiers et civils soupçonnés d'une trentaine d'assassinats politiques. Mais une loi d'amnistie, approuvée par la haute cour militaire en 1978, a ensuite libéré les inculpés de toute charge.

Quelques heures après l'attentat, le FPMR a revendiqué l'« élimination du tortionnaire » et annoncé qu'il avait eu trouver plusieurs « responsables de crimes commis sous la dictature », qu'il n'hésiterait pas à « chasser à la sauvette » s'ils n'agissent pas. Aujourd'hui, indépendamment du PC, qui cherche à se réinsérer dans le jeu électoral, le FPMR fait ainsi une fructueuse réapparition, alors qu'on le croyait généralement privé de moyens d'action après le démantèlement par les forces de l'ordre, l'an dernier, d'un foyer de guérilla rurale qu'il prétendait établir dans le sud du pays.

Le général Pinochet a tiré cette leçon intéressée de l'assassinat de l'officier : « Je suis partisan d'une nouvelle loi d'amnistie qui mette définitivement fin à toutes les histoires de droits de l'homme. » Il faut en finir maintenant, avec les prochaines élections. L'opposition estime-t-elle, que le « pays doit connaître la vérité » sur les crimes de seize années de dictature. — G. B.

## CANADA

Le Québec  
entend favoriser  
l'immigration  
des FrançaisMONTREAL  
de notre correspondant

La France et le Québec vont favoriser l'émigration des ressortissants français vers la Belle Province. Une « entente », d'une durée de trois ans, a été signée, vendredi 9 juin, à Montréal, par M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, et par deux ministres québécois. Concrètement : un délégué de l'Office des migrations internationales (OMI), qui relève en partie du ministère de M. Evvin, se livrera au Québec à la prospection d'emplois et de stages susceptibles d'intéresser les nationaux, mais aussi des étrangers installés en France dans des secteurs d'activités où la main-d'œuvre québécoise ne peut répondre à la demande. Les formalités d'immigration au Québec seront accélérées pour les candidats agréés. Parallèlement, un délégué du ministère québécois des communautés culturelles et de l'émigration assurera depuis Paris la promotion du Québec auprès des personnes qui souhaitent aller travailler à l'étranger.

Le gouvernement québécois cherche à augmenter la proportion d'immigrants francophones sur son territoire : depuis 1983, en effet, un tiers seulement des étrangers que la province a accueillis pouvaient, à leur arrivée, s'exprimer dans la seule langue officielle du Québec. Les autres, parmi lesquels une majorité d'Asiatiques, parlent anglais ou sont d'origine arabe. L'étude de ce dernier langage lorsqu'ils ne maîtrisent ni l'anglais ni le français.

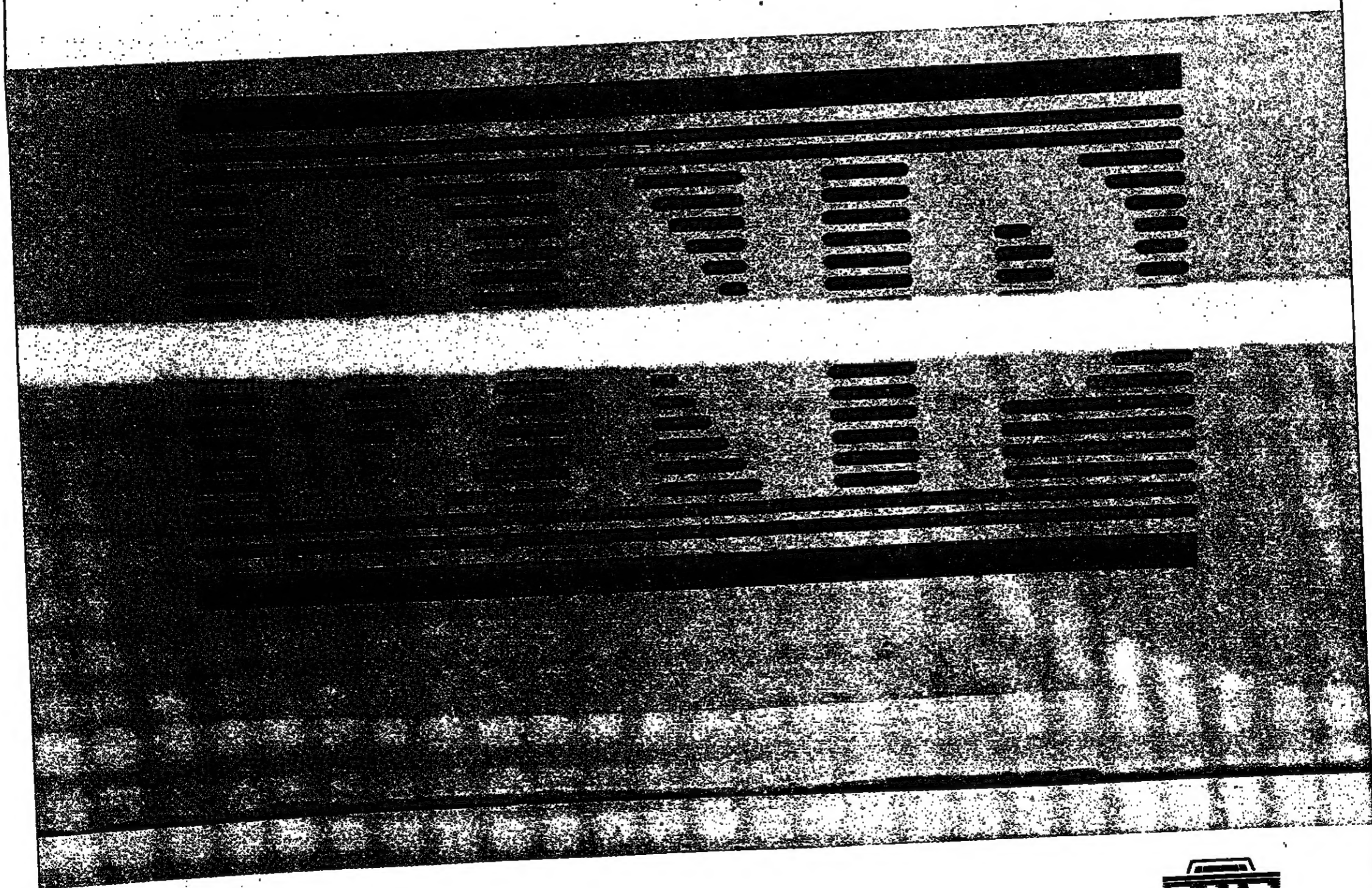
Le Québec, qui n'a plus les familles nombreuses d'autrefois, a grand besoin d'immigrants pour un autre motif : le taux de fécondité (1,37 enfant par femme) est le plus bas de l'hémisphère occidental, avec celui de la RFA.

M. J.

CHILI

Un commando  
d'extrême gauche  
abat un ex-officier  
torionnaire

C'est beau d'être en finale 16 ans de suite  
quand on n'a jamais tenu une raquette de sa vie.



BNP PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 89.



ملكا امنه الاصل

## Proche-Orient

Au Conseil de sécurité

### Les Etats-Unis s'opposent à une condamnation d'Israël

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

Pour la deuxième fois en quatre mois, les Etats-Unis ont opposé leur veto, vendredi 9 juin, à un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'attitude israélienne dans les territoires occupés. Ce projet rappelait, pour l'essentiel, Israël au respect des conventions de Genève sur la protection des populations civiles en temps de guerre, et lui demandait de mettre un frein à la répression en Cisjordanie, à Gaza, et ainsi que de « cesser d'expulser des civils palestiniens et d'assurer le retour de ceux qui l'avaient déjà été ».

A connotation très nettement « humanitaire », ce projet de résolution, qui était soigneusement

toute référence politique était considéré comme un texte de compromis. En fait, de la part des non-alignés comme de celle de la représentation palestinienne, il s'agissait en quelque sorte de mettre à l'épreuve la nouvelle volonté « d'équilibre » affichée par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, au Proche-Orient.

Après quatre jours de débat public et sans que l'essentiel des amendements réclamés par les Etats-Unis ait été accepté, l'ambassadeur américain Thomas Pickering qui préside le Conseil pour le mois de juin a opposé son veto arguant que « le texte n'était pas suffisamment équilibré et équitable dans la condamnation de la violence dans les territoires occupés ». A l'évidence, les Etats-Unis s'efforcent de

gagner du temps aux Nations unies. Engagés depuis décembre dans un fragile dialogue avec l'OLP (le Monde du 10 juin), ils ne veulent pas entendre parler de conférence internationale ou de toute autre initiative de l'ONU qui pourrait se développer parallèlement à leurs initiatives actuelles, voire les contraindre. Surtout au moment où Washington s'efforce de convaincre les Palestiniens d'accepter les élections proposées par Israël.

Une consolation toutefois pour les parrains de la résolution avortée : ils auront trouvé, avec la vingtaine d'orateurs qui se sont succédés, le forum qu'ils espéraient sans doute pour déplorer la violence et les pratiques d'Israël.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Dans les territoires occupés

### Les « comités de choc » intensifient la lutte contre les « collaborateurs » palestiniens

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le corps a été découvert au petit matin, il y a quelques jours, dans une rue de Naplouse, accroché à un pylône électrique, nu et portant des traces de blessures. Samir Abou Ras, un Palestinien de trente ans, avait été tué quelques heures plus tôt à coups de hache. Le lendemain, toujours à Naplouse, deux hommes masqués font irruption dans un hôpital et ouvrent le feu sur un patient : Taleb Yamin, cinquante-cinq ans, hospitalisé parce qu'il avait été poignardé la veille, est tué sur le coup. Le même jour, un troisième Palestinien originaire d'un village du nord de la Cisjordanie était gravement blessé par balles - lui aussi victime de la lutte que les militants nationalistes ou islamistes mènent contre les collaborateurs de l'administration israélienne dans les territoires occupés.

#### Opérations de dissuasion

Cette miniguerre inter-palestinienne, qui se déroule au beau milieu de l'intifada, prend des proportions grandissantes. Le 26 avril dernier, le communiqué numéro 38 de la « direction unifiée du soulèvement », qui regroupe toutes les tendances de l'OLP, appelait à « régler leur compte aux collaborateurs ».

Au cours des deux derniers mois, une quinzaine de Palestiniens ont ainsi été tués. Depuis le début du soulèvement, il y a eu exactement dix-huit mois, près de cinquante Palestiniens, collaborateurs ou supposés tels, ont été assassinés.

Les attentats ont lieu en pleine ville, dans les camps de réfugiés, les villages, et quelquefois même en prison. Les femmes n'ont pas toujours été épargnées : une demi-douzaine de Palestiniennes, accusées de « collaboration » ou de « promiscuité » avec l'occupant, ont été tabassées

par des jeunes gens masqués se présentant comme des membres des « comités de choc » de l'intifada. Plus rarement, des trafiquants de drogue et des proxénètes - ou supposés tels - ont été visés par des groupes affirmant agir au nom de la « rectitude islamique » ou de la « morale publique ». Personne n'exclut que, sous couvert de l'intifada, puissent être réglés bien des conflits fort éloignés de la politique.

Plus l'opération est spectaculaire, plus elle est censée être dissuasive : il s'agit de démanteler le vaste réseau d'informateurs et d'agents patiemment implantés par l'administration militaire dans les territoires. On peut facilement devenir un collaborateur en Cisjordanie et à Gaza. L'obtention d'un simple permis de conduire, d'un permis de voyage, d'une licence d'exploitation commerciale, d'un document d'état civil sont autant d'actes supposant une autorisation préalable de l'administration israélienne et donc autant d'occasions de chantage et pressions diverses de la part de cette dernière et des services de sécurité.

Les milieux nationalistes assurent que la plupart des collaborateurs bénéficient de ports d'armes délivrés par l'administration et qu'ils sont bien souvent d'anciens condamnés de droit commun retournés par la police. Ces mêmes milieux invoquent la colère de la population au terme de bientôt deux années de

ALAIN FRACHON.

## IRAN

### M. Rafsandjani justifie le choix de M. Khamenei comme successeur de l'imam

Le 9 juin, prenant la parole à l'université de Téhéran à l'occasion de la prière du vendredi, M. Rafsandjani a justifié la désignation du président Ali Khamenei comme successeur de Khomeiny. Il est même allé jusqu'à invoquer les paroles de

l'imam défunt, qui, selon lui, aurait laissé entendre que M. Khamenei convenait à ce poste.

M. Rafsandjani a ajouté que l'imam insistait pour que la direction des affaires spirituelles de l'Iran soit confiée à une seule personne.

Cependant, s'il poursuit, l'imam pensait que le guide spirituel ne devait pas nécessairement être un « mardja » (une source d'imitation) - ainsi que l'exige la Constitution - et qu'il suffisait d'un théologien qualifié, un « mojtahed ». Le fait que M. Khamenei, actuel président de la République, ne soit pas un « mardja » ne doit pas susciter l'inquiétude, a-t-il ajouté. « Ne laissez pas le doute s'introduire en vous. Ce qui a été fait est correct, logique et conforme aux principes de l'Islam » a-t-il dit, laissant ainsi entendre que la nomination de M. Khamenei avait suscité des réserves dans certains milieux.

En tout cas, M. Rafsandjani s'est employé à présenter un régime iranien uni : « Ces bavardages sur les modérés et les radicaux relèvent tout juste de la propagande. Quand la République a besoin de nous, nous resserrons nos rangs ».

Le président du Majlis a rendu un hommage remarqué à Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam : « L'histoire ne doit pas oublier le rôle qu'il a joué », a-t-il dit en soulignant la place fondamentale qui avait été la sienne « dans la vie quotidienne du peuple ». Sans explicitement annoncer une entrée en politique du fils de l'imam, M. Rafsandjani a conclu : « Ahmed Khomeiny n'a pas pu, jusqu'à présent, exercer une quelconque responsabilité politique, car il était obligé de veiller, pendant toutes ces années, sur la santé de son père ».

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : la prolongation de l'état d'urgence

### Les militaires ont la haute main sur le système de sécurité

L'Afrique du Sud est entrée, vendredi 9 juin, dans sa quatrième année sous le régime de l'état d'urgence. Ce dernier, imposé sur tout le territoire national le 12 juin 1986, a été renouvelé par le président Pieter Botha. Le chef de l'Etat a invoqué notamment le climat de violence « toujours inacceptablement élevé » et « la tendance croissante des incidents dus au terrorisme » pour réimposer le régime d'exception.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Avant de décider de maintenir l'état d'urgence, les autorités sud-africaines avaient longuement pesé les avantages et les inconvénients d'une telle reconduction. Les dirigeants du pays s'étaient notamment demandé si le développement de cette « toile d'araignée » qui s'appelle le National Management System (NMS) n'était pas devenu suffisant pour contrôler la situation dans les townships (banlieues africaines), ce réseau de cellules permet de prendre constamment la température des cités noires et d'essayer de remédier immédiatement aux causes des troubles.

Ce système perfectionné a été mis en place en 1979 par M. Botha. Il part du principe selon lequel la solution qui permettra de gagner « la guerre de survie » que livre la communauté blanche est seulement à 20 % militaire et à 80 % politique, économique, sociale et psychologique. Cet édifice repose néanmoins totalement sur l'appareil sécuritaire et son organe suprême de direction, le conseil de sécurité de l'Etat.

De cette chef de voûte, créée en 1972 - qui passe pour être le véritable lieu de décision bien que cette instance n'ait qu'un pouvoir de recommandation, - part un faisceau de comités qui couvrent tout le territoire. Néanmoins, le NMS n'a pas de personnel propre ni de budget. C'est une sorte d'institution fantôme dont les membres, des fonctionnaires et un bon nombre d'agents de l'appareil militaire et policier, se réunissent au coup par coup pour, tout provisoirement, « répondre aux besoins de la communauté ». C'est une forme d'assistance sociale qui sert essentiellement de système d'alarme en cas de menace contre l'ordre public.

#### Conquérir les cœurs

Le pouvoir a tiré la leçon des émeutes de Soweto en 1976, provoquées par l'imposition de la langue africain dans l'enseignement, et celle du soulèvement du triangle du Vaal, au sud de Johannesburg, en septembre 1984, déclenché par une hausse des loyers. L'objectif est d'éviter qu'un mouvement de protestation ne prenne de l'ampleur en tentant de supprimer rapidement la cause des troubles, voir de le prévenir. Il s'agit le plus souvent de problèmes concrets. L'arsenal répressif se charge de paralyser les revendications politiques et de neutraliser ses promoteurs avant que ces derniers ne tentent d'utiliser le mécontentement social.

Cette nouvelle forme de contrôle permet au régime de savoir ce qui se passe sur le terrain et de couper l'herbe sous les pieds des « agitateurs ». Selon un chercheur, Andrew Boraine, au moins trente-quatre townships « à haut risque » ont été recensés. Le gouvernement

y a entrepris des travaux pour améliorer les conditions de vie et de logement comme à Alexandra, aux portes de Johannesburg. Des conditions que l'ancien ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, avait qualifiées, en octobre 1986, de « si mauvaises qu'il n'est pas surprenant que les habitants lancent des pierres sur la police ».

Parallèlement à cet aspect, les comités ont pour tâche de rétablir l'autorité des conseils municipaux, cible de la révolte des années 1984-1986, et de « conquérir » les cœurs et les esprits. Dans ce but, explique Andrew Boraine, quarante-cinq journaux locaux ont été créés. Cette stratégie est parfaitement définie dans un petit opuscule intitulé *Art de la guerre contre-révolutionnaire*, dont l'objectif est de gagner la confiance d'une partie de la population afin de pouvoir, selon M. Boraine, diviser la masse. L'essentiel, selon James Selfe, chercheur au Parti démocratique, est de procurer au régime un peu « de place pour respirer ».

#### L'assaut généralisé

Garder le contrôle et maintenir l'ordre : telles sont les tâches primordiales. Toutes les voies sont explorées, comme l'a illustré le procès intenté contre l'armée par le mouvement, aujourd'hui interdit, Campaigne pour la suppression de la conscription (ECC), à la suite des basses manoeuvres utilisées par les militaires pour discréditer cette organisation. A cette occasion, le chef des armées, le général Jan van Loggerenberg avait déclaré devant la cour que les tribunaux n'avaient pas autorisé sur les faits et gestes de l'armée, en raison « de la guerre dans laquelle le public sud-africain est engagé ». Ce qui avait fait dire à

l'avocat d'ECC, que « les généraux avaient déclaré la loi martiale sans l'annoncer ».

Le développement du NMS démontre la militarisation progressive des rouages politiques sud-africains. La place capitale qu'occupe au sein de l'exécutif le conseil de sécurité de l'Etat (SCC) en est une autre illustration. Composés des plus importants ministres et des hauts responsables de l'armée et de la police, le SCC se réunit tous les quinze jours, toujours avant le conseil des ministres. Cet organisme présidé par M. Pieter Botha est, en fait, le véritable centre de décision. Son rôle n'a cessé de croître au fil des ans.

Cette mainmise accrue du militaire sur la politique va-t-elle se réduire avec le départ de Pieter Botha de l'Etat ? M. Frederik de Klerk s'appuiera-t-il moins sur l'appareil sécuritaire que son prédécesseur ? M. de Klerk n'a jamais été ministre de la défense. Il est, sans doute moins obnubilé par la crainte de « l'assaut généralisé ». Le futur président ne peut cependant se permettre de s'aliéner les différentes composantes du système de sécurité qui sont la force motrice du régime », estime M. Selfe.

Si l'on en croit le général Magnus Malan, ministre de la défense, « la démocratie n'est pas un facteur significatif pour les masses en Afrique du Sud. Pour elles, l'important est de pouvoir subvenir à leurs propres besoins ». On en revient toujours à l'amélioration des conditions de vie dans les townships. C'est une tâche à laquelle le régime a affecté des sommes importantes mais, largement insuffisantes. Ce qui limite, par voie de conséquence, l'efficacité du système. C'est pourquoi l'état d'urgence est maintenu, et il le sera encore pour longtemps.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## TCHAD

### Les séquelles du complot d'avril enveniment les relations avec Khartoum

Après une période d'accalmie, le Tchad va-t-il de nouveau connaître la guerre ? Jamais, depuis ses victoires sur la Libye, le président Hissène Habré n'a baissé la garde ni d'un sur ses lauriers, mais il s'était rarement montré aussi inquiet que ces derniers jours. Au début du mois, il a adressé des messages personnels à M. Mitterrand et à plusieurs chefs d'Etat qu'il considère comme des amis pour les informer de « l'extrême gravité de la situation ». Le 7 juin, indique l'AFP, il a accusé publiquement la Libye de « s'apprêter à lancer de nouveau, avec la complicité tacite du régime fantoche du Soudan, ses forces d'agression contre le Tchad à partir du Darfour ».

Selon N'Djamena, la mise en état d'alerte de l'armée tchadienne vise à déjouer une éventuelle attaque de la légion islamique (la légion étrangère libyenne) qui aurait récemment stocké de grandes quantités d'équipements militaires à proximité d'Al-Fasher, capitale de la région du Darfour que le Tchad accuse les autorités soudanaises de ne pas vouloir contrôler sérieusement.

En fait, Hissène Habré redoute moins une nouvelle attaque directe de Tripoli, qu'il ne s'irrite du comportement de Khartoum à l'égard de ses propres adversaires tchadiens. La rapacité avec laquelle il a repris le contrôle de la situation n'enlève rien à la gravité des événements du début d'avril à N'Djamena. Probablement motivés par des rivalités

entre clans ethniques et en cohérence avec une politique d'ouverture qui avait conduit M. Hissène Habré à confier l'important ministère des affaires étrangères à M. Achille Ibn Omar, un opposant rallié, des hommes comme Ibrahim Icho, ministre de l'Intérieur, et Hassan Djamous, le « comiche » qui porta les victoires sur la Libye, avaient songé à s'emparer du pouvoir.

Intercepté par l'armée régulière après qu'il eut pris la fuite, ramené blessé à N'Djamena, Hassan Djamous est mort. M. Ibn Omar a été arrêté. Mais plusieurs de leurs amis, notamment M. Idriss Debi, ex-conseiller politique et militaire de M. Hissène Habré, se trouvent maintenant au Soudan où, selon la radio tchadienne, ils sont hébergés « au sein du parti Ouma » (la formation du premier ministre Ali Madhi). Ces hommes sont des « morts en sursis », a poursuivi la radio, car le Tchad « exercera son droit de poursuite en tout temps et en tout lieu ».

Aussi fertile en rebondissements que soit la scène tchadienne, il est difficile d'imaginer que les amis d'Hassan Djamous, le héros de la guerre de libération contre la Libye, aient trahi au profit du colonel Kadafi. C'est la paix entre tchadiens que M. Hissène Habré a quelque mal à faire régner, malgré ses décisions novatrices.

J. de la G.

ALGERIE : fondée par M<sup>e</sup> Abennour Ali-Yahia

### La Ligue pour la défense des droits de l'homme cesse d'être exclusivement kabyle

ALGER  
de notre correspondant

L'électricité n'était pas au rendez-vous. Pas de lumière, pas de sonorisation ! Et pourtant, toutes les autorisations légales avaient été accordées. Rien ne s'opposait à ce que la Ligue de défense des droits de l'homme créée par M<sup>e</sup> Abdenour Ali-Yahia il y a quatre ans, fût son assemblée générale vendredi 9 juin comme prévu, à l'Atlas, l'une des plus grandes salles de spectacle de la capitale. Du moins en théorie. Car dans la réalité, l'absence inévitée d'une administration décapitée, contraignait les orateurs à s'exprimer sans micro et les quelques deux mille personnes présentes à tendre l'oreille et écarquiller les yeux pour y voir dans une obscurité

mal dissipée par des centaines de bougies disséminées.

A la fin d'une journée riche mais mouvementée, M<sup>e</sup> Abdenour Ali-Yahia était reconduit à la tête d'une organisation qui changeait à la fois de dénomination et de structures. L'appellation « Ligue algérienne des droits de l'homme » (LADH) étant reconnue par les autorités à une autre association présidée par M<sup>e</sup> Miloud Brahimi, l'assemblée devenait « constitutive » de la « Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme » (LADDH). De nouveaux statuts furent adoptés et un bureau désigné qui ne regroupait plus exclusivement des Kabyles, comme par le passé, mais des militants originaires de toutes les régions d'Algérie.

Des représentants de plusieurs partis comme le PPA (Parti popu-

laire algérien), le EFS (Front des forces socialistes) et le PSD (Parti social-démocratique) se sont exprimés. Il fut souvent question de « liberté » et de « arabité » que les ententes successives prirent bien soin de ne plus opposer. Cette assemblée s'est tenue en présence d'observateurs de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), M. Michel Blum et l'amiral Sanguinetti.

L'enjeu est important pour les deux ligues algériennes. Celle de M<sup>e</sup> Ali-Yahia est affiliée à la FIDH et souhaite évidemment le demeurer, tandis que celle de M<sup>e</sup> Brahimi fait cette année sa première demande d'affiliation.

FREDERIC FRITSCHER.

#### GRAND CONCOURS

#### COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.50 F 23 MAI	N°2 4.50 F 24 MAI	N°3 4.50 F 25 MAI	N°4 4.50 F 26 MAI	N°5 4.50 F 27 MAI	N°6 4.50 F 28-29 MAI
N°7 4.50 F 30 MAI	N°8 4.50 F 31 MAI	N°9 4.50 F 1 <sup>er</sup> JUIN	N°10 4.50 F 2 JUIN	N°11 4.50 F 3 JUIN	N°12 4.50 F 4-5 JUIN
N°13 4.50 F 6 JUIN	N°14 4.50 F 7 JUIN	N°15 4.50 F 8 JUIN	N°16 4.50 F 9 JUIN	N°17 4.50 F 10 JUIN	

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITE : \_\_\_\_\_

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Voyages en Littérature

## M. Giscard d'Estaing, chez les « rénovateurs »

**LYON**  
de notre envoyé spécial

hârdie à lui faire un sort, de loin la télévision, que de près, face aux journalistes, et cette fois-ci, c'est de l'ancien président devant être sur une ballade chez les rénovateurs.

Première étape, l'Isère, le département de M. Alain Carignon, président du comité de soutien départemental de la liste d'union RPR-UDF certes, mais qui s'était distingué au début de la même année en se promenant, à pied, dessous, bras-dessus, avec M<sup>me</sup> Simone Veil.

M. Carignon fut cette fois aussi fort civil et fort courtois, moyennant le poison de la rénovation dans un discours quelconque sur les grands problèmes devant régir la démocratie en Europe.

*In fine*, ce fut la rencontre attendue de Lyon pour une belle photo de M. Jacques Chirac venu tout exprès. M. Michel Noir, le maire de la ville et un autre de ses compères rénovateurs, M. Charles Millon, qui avait été élu député dans la 3<sup>e</sup> circonscription de la région Rhône-Alpes, étaient présents. À 18 heures, dans le salon d'honneur de l'hôtel de ville, plus réunion publique à la Halle Garnier. Ce ne fut pas des embrassades, mais du moins chacun se tint dans la plus parfaite correction, s'attardant volontiers sur l'histoire prestigieuse de la ville, sa vocation européenne non moins contestable comme pour mieux éviter de parler des lendemains politiques, aux moins prometteurs.

Présentant sa cité comme une «ville de fidélité», M. Noir la décrit aussi comme une «ville de l'avenir», l'apogée glorieuse et prestigieuse d'un développement qui ne s'arrête pas, son propos d'accueillir le mot toubou en ce jour. «D'audace, Lyon a encore fait preuve ces derniers mois et en ces dernières semaines, en exprimant à haute voix l'immense désir de ses habitants regardant l'avenir, d'une saine et fructueuse rénovation du paysage et des habitudes politiques françaises». Ce fut tout ou presque. Le mot rénovation avait été quand même lâché. M. Million se borna quant à lui, à quelques propos sibyllins, à dire que la ville de Lyon était l'un des lieux où se réalisait le projet.

*faire à leur place. Ils sont en droit de leur dire : vos histoires, on en a marre (...) L'Europe nous donne le thème du mouvement, la compétition avec les autres. S'il y a compétition entre nous, nous jouerons une France contre une autre. Ce mouvement est créateur de nouvelles aptitudes pour demain, et de nouveaux modes d'action politique. »*

**R**ève candidate d'une nouvelle libération de Paris ? M. Giscard d'Estaing fit le parallèle entre le 18 juin 1989 et le 18 juin 1940 auquel ne pouvaient rester insensibles les gaullistes présents : « Je souhaite que ce que le 18 juin 1940 a représenté pour la France, le 18 juin 1989 le représente pour l'Europe », avant d'ajouter à Lyon, avec un brin de perfidie : « Nous écouterons tout le message de Lyon, le 18 juin prochain ».

**References**

**DANIEL CARTON.**

**MAUBOURGUET**  
(Hautes-Pyrénées)  
de notre envoyé spécial

budget doit consacrer 20 milliards à l'éducation et à la recherche, 20 milliards de la dette publique, 20 milliards à la fonction publique ; que le déficit budgétaire pour 1989 devra être réduit de 10 milliards de francs.

En conséquence de quoi, « voilà mes 70 milliards qui sont mangés ! », alors même que Michel Charasse doit trouver 40 milliards de francs d'économies budgétaires. « Le gouvernement ne pourra pas le faire, a-t-il dit, si je ne trouve pas dans l'Europe des politiques qui relèvent la nôtre et qui aillent dans le même sens. »

**sex « champions »**

Il aurait fallu un cornet acoustique pour saisir toutes les subtilités d'une déclaration - selon laquelle Michel Charrasse veut bien « libérer les capitaux » mais ne veut pas « pérorer les moyens de lutter contre la fraude » et n'acceptera pas, « à n'importe quel prix, l'ouverture du marché des capitaux ». Et quel instrument aurait permis d'attraper au vol quelques bribes supplémentaires d'un discours vigoureux sur les « technocrates de Bruxelles », ces « clamping qui font la loi ».

« Il ne faut pas laisser l'Europe, a-t-il dit, entre les mains des fonctionnaires et des eurocrates (...). Il ne faut pas qu'ils prennent leur revanche contre les Parlements nationaux (...), qu'ils menacent l'héritage de nos traditions républicaines et sociales (...), que l'on supprime l'héritage du Conseil national de la Résistance. »

L'assistance avait été nettement plus attentive en début de repas, avant la première bouillotte, lorsque Michel Chasselet fut intronisé dans la confrérie de la Vignerie royale du madiran, dont le Grand Châmbelan, Jean-Louis, proposa quelques subtilités vers de la vigne suivante :

*Vous portez bretelles que vous étalez,  
Et si on vous demande si vous y tenez,  
Vous répondez non, elles tiennent  
mein paraison.*

Les bretelles furent ensuite vendues aux enchères, à l'américaine. La section socialiste de Maubourguet, débordée sur ses ressources ainsi qu'il s'est de coutume dans les meilleurs politiciens, n'a pas communiqué le montant de la recette.

**JEAN-YVES LHOMEAU.**

« Personne ne pourra nier que nous ayons remporté, ce soir, une immense victoire », a déclaré M. Jean-Marie Le Pen, vendredi 9 juin à Bercy. Invité du « club des six », la veille sur TF 1, le président du Front national avait invité « vingt mille personnes » à assister à son meeting parisien du palais omnisports. Le moitié environ a répondu à son appel et la manifestation, retransmise par satellite, a débuté avec plus d'une heure de retard, les organisateurs faisant trainer en longueur dans l'espoir d'un meilleur

M. Carl Lang, secrétaire général du PPF, a lancé un appel à l'union contre l'abstention et s'est montré convaincu que la liste d'extrême droite devancera celles du PCF, du centre et des Verts. « Ce que nous avons fait en cinq ans pour passer de 0 à 15 %, nous pouvons le faire passer de 15 à 30 % », a déclaré le secrétaire général délégué, en assurant que « tôt ou tard, le Front national sera au pouvoir ».

Jean-Marie Le Pen sera président de la République. L'hypothétique futur chef de l'Etat a consacré une bonne partie de sa longue intervention à dénoncer le communisme et le socialisme. « Le socialisme, c'est la mort », a déclaré le député de Guyane, M. Valéry Giscard d'Estaing.

La foule, parmi laquelle de nombreux jeunes, a scandé à plusieurs reprises : « Communistes, assassins ! » et « Méditerranée, sous l'campi ». Elle a hué le nom de M<sup>me</sup> Simone Veil dont M. Le Pen a dit : « Elle ne fut pas l'initiatrice [de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse], seulement la

## De M. Ralite à M. Le Pen

Signataire de l'appel à voter pour M. Jack Ralite « et par conséquent pour la liste sur laquelle il est, qui est conduite par Philippe Harzog », appel publié dans l'Unité du 17 mai, le cinéaste Gérard Blain était au premier rang du meeting de M. Jean-Marie Le Pen à Bercy. « Ami » de M. Ralite, il était « compagnon de route » du PCF depuis de nombreuses années et dit connaître « Jean-Marie » depuis peu. S'il ne partage pas l'opinion du dirigeant d'extrême droite sur le relâchement de la peine de mort, en revanche, le cinéaste se sent en communion avec lui sur la question de l'immigration. Conscient que sa présence pouvait susciter des interrogations, Gérard Blain s'est refusé, en riant, à donner la véritable couleur de son vote du 16 juin.

mère-porteuse, et le père putatif, M. Giscard d'Estaing». Le président du FN a accusé M. Giscard d'Estaing d'être «l'un des principaux responsables de la violation de la loi d'interdiction de l'immigration qu'il a lui-même promulguée».

**« Je n'accablai pas les petits parce qu'ils se sont suffisamment accablés eux-mêmes », a dit M. Le Pen à l'adresse des candidats du PCF et des Verts, classés respectivement par lui à l'extrême gauche et à l'ultra-gauche.**

Alors que M. Le Pen tendait « la main à tous les Français, quelle que soit leur opinion passée », on lui a fait passer un papier, vers 23 h 50, sur lequel était écrit : « Il reste cinq minutes de satellite. »

**M. Herzog désigne  
MM. Fabius et Le Pen  
comme ses deux  
adversaires principaux**

« Ne pas tomber dans le piège de la démobilitisation tendu par les autres partis aux électeurs communistes. C'est le message que le candidat communiste, M. Philippe Harzand, a refusé vendredi 9 juin devant quelque quatre mille « camarades » de se laisser aller à dire, à Paris. En présence des cinq candidats de la Seine-Saint-Denis présents sur la liste du PCF pour les élections européennes, MM. Jack Rallière, Jean-Louis Monin, Harry Lafond Galou, M<sup>me</sup> Muguette Jacquemont, Francine Demichiel, mais en l'absence de M. Georges Marchais, la tête de liste a désigné ses deux adjoints, M. Jean-Louis Monin et M. Laurence Fabina, et le candidat d'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen.

Le premier, « courageux, mais pas démocratique, ne veut pas faire voter pour sa politique ; il veut faire voter pour François Mitterrand »  
« Il se trompe d'élection ; M. Mitterrand est déjà élu. Laurent Fabius tente de déguiser son accord de fond avec la politique de la droite », a déclaré M. Herzog. « Le second est un ultra au service des énaristes contre les salariés et infiltré dans les quartiers populaires. » Attaque reprise par M. Jean-Claude Goyeau, ministre de Jean-Marie Le Pen, ministre du socialisme et du développement, pour qui M. Le Pen représente « la fausseté de l'Europe du capital », qui « choisit Hitler, Touvier et crache sur les résistants, les déportés ».

Pour faire barrage à ces forces du capital, M. Herzog a exhorté la salle à « se mêler de la campagne et de l'Europe » en votant « pour la liste unique de la gauche : celle du parti communiste ».

L'immigration sera pour l'Europe « l'un des sujets les plus importants et les plus difficiles des vingt prochaines années », affirme M. Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien publié par le *Figaro-Magazine* du 10 juin. Les politiques nationales dans ce domaine doivent être coordonnées pour deux raisons. La première est que, s'il y a libre circulation des personnes en Europe à partir de 1992, le contrôle effectif des politiques nationales d'immigration deviendra beaucoup plus difficile. La seconde est que, si l'accès à la nationalité est plus facile dans un pays européen que dans un

## Les candidats de Pe

« En 1848, Karl Marx écrivait dans le Manifeste du Parti communiste. Il y utilisait ces mots : « Un spectre hantait l'Europe : le spectre du communisme. » Aujourd'hui, on se demande : nouvelles du spectre ? » Le Monde pose la question à trois têtes de spectre : les têtes du courant communiste :

Si le communisme, le socialisme, ont à voir avec le programme de la Commune de Paris — c'était en ce cas le point de vue de Karl Marx — alors, nous pouvons nous attendre des manifestations de la part du programme de ce premier avènement ouvrier proclame : abolition de l'armée permanente, le mépris pour les électeurs de révoquer à tout moment leurs élus, afin de contrôler le mandat, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction publique, laïque, gratuite, le droit politique pour les étrangers, l'interdiction du travail de nuit pour les bouchers...

Regardons les événements monstres de ce programme s'être perdus dans le chaos actuel ? L'armée permanente ne fait-elle pas peser en Argentine, en Argentine, comme ailleurs, la plus terrible menace contre

**M<sup>me</sup> L**

La meilleure preuve que le communisme hante toujours l'Europe, et que vous me posez la question ! se se passe d'ailleurs pas de mois, mais des années et des années, et que les journalistes, les penseurs, les hommes politiques, les philosophes des classes possédantes ont tenté le communisme. Pour un ait besoin de l'enterrer si souvent, il faut croire qu'il s'agit d'une maladie qui inquiète beaucoup.

Gangneulin (Pour l'Europe de la démocratie, Mouvement pour un trotskiste), M<sup>me</sup> Arlette (Pour les Etats-unis socialistes par la lutte o

» A lire nos gazettes, le spectre fait davantage que hanter l'Europe et les cauchemars de quelques-uns de ces familles régnantes. Apparu quelque part sur les bords du Rhin, pas un continent ne lui est désormais étranger. C'est en son nom que l'on fusille à Pékin, en son nom que l'on rase les villages en Roumanie, en son nom qu'il est interdit de penser à Prague, en son nom encore que, lentement mais sûrement, Georges Marchais liquide son propre parti à Paris.

» Mais notre spectre est ainsi fait que l'on ne peut le réduire à cette sinistre figure et que, semblable à Janus, il a deux faces, au moins. C'est le communiste Gorbatchev et d'autres avec lui qui tentent de rompre la banquise brejnévienne, c'est le communiste Zhao Ziang qui serait aujourd'hui en prison, c'est le com-

...isme n'est vivant nulle part. » Et il en ira de même tant qu'existera à la surface de la Terre des régimes basés sur l'exploitation du travail humain par d'autres hommes, tant qu'il existera une accumulation de richesses à un pôle de la société et de misère à un autre pôle, tant que des hommes seront privés de liberté, dans les seuls critères de la planète.

» Et si dans le petit domaine restant, comme en Espagne, on peut se sentir libre, on ne peut pas se sentir libre partout.

un meeting, dimanche 11 juin à 19 h, au Zénith à Paris, et M. Claude Lelièvre, président de l'Europe-Rénovateurs, liste présente le Mouvement des renovateurs com-

## les oripeaux idéal

» Aucun idéal n'est réductible aux crimes que l'on commet en son nom. Que la libération intégrale de l'individu, la suppression des classes sociales et la disparition de l'État aient servi à engraisser le bureaucrate et le policier, c'est l'évidence. Mais est-ce à dire que l'individu doit demeurer aliéné, les classes sociales intactes et l'État omnipotent ?

» Les rénovateurs font l'hypothèse que l'idéal communiste peut retrouver sa vigueur libératrice si on le déponille de ses oripeaux. C'est à ce prix que notre spectre conformément à sa « nature », aura la vie dure.

**part!**

gré tout d'une certaine liberté et d'une relative aisance économique, on ne saurait oublier que c'est relatif, provisoire et surtout basé sur l'exploitation sauvage et forcée de tout le reste du monde.

Alors oui, le communisme, même s'il semble reculer provisoirement en Europe, est toujours un spectre, menaçant pour les uns et dominant un immense espoir pour

## Politique

### A l'Assemblée nationale

#### Les députés approuvent le projet de loi d'orientation de l'éducation

Par deux cent quatre-vingt-neuf voix contre deux cent cinquante-cinq, les députés ont adopté, en première lecture, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 juin, le projet de loi d'orientation de l'éducation présenté par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, et M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique. Seul le groupe socialiste a approuvé le texte, les communistes se sont

abstenus. Les députés RPR, UDF et UDC ont voté contre, à l'exception de MM. Jean-Yves Haby, Léonore Deprez, Paul Chollet pour l'UDF et de MM. Raymond Barre, Bernard Stasi, René Couanin, Yves Fréville, Jean-Paul Fuchs, Edmond Gerrer, Gérard Grignon, Henry, Jean-Baptiste pour l'UDC, qui se sont abstenus. M. Jean-Paul Virapoulé (UDC, La Réunion) a voté pour.

Les lois « d'orientation » laissent les députés tout désorientés. Habités à guerroyer sur des amendements très concrets, à s'opposer à telle ou telle mesure, à défendre telle autre, ils sont apparus très désarmés dans ce débat de « principes » sur l'orientation de l'éducation. Mieux que tout autre, M. Jean-Yves Charnaud (RPR, Vienne) a traduit ce sentiment d'horreur du vide éprouvé par la plupart des parlementaires de l'opposition. Prenant exemple de la rédaction d'un des articles du projet qui dispose notamment que « les enseignants sont responsables de l'ensemble des activités scolaires des élèves », M. Charnaud a observé : « Qui pourrait être en désaccord avec une telle affirmation, qui ne fait que traduire une réalité ? Dans cette loi, on écrit ce qui existe déjà. Mais les innovations que le ministre de l'éducation semble avoir dans la tête, on n'en trouve pas trace dans le texte. » Selon le député RPR, ce projet court ainsi le risque de ne pas survivre au ministre qui le défend, et, ajoute-t-il dans un drôle de sourire, « on sait bien que les ministres de l'éducation ne sont pas éternels... »

Il est vrai que dans ce débat, commandé mercredi, l'hémicycle évoqua plus souvent une réunion de caspistes qu'une assemblée politique. Ainsi, on discuta longuement de la nuance existant entre l'article défini et l'article indéfini. Dans sa rédaction initiale, le projet de loi disposait, en son article premier, que

« l'éducation est une priorité nationale ». Insuffisante aux yeux de M. Jean-Paul Virapoulé (UDC, La Réunion), cette déclaration de principe devait être renforcée par l'affirmation que « l'éducation est la priorité nationale ». Les députés adoptèrent finalement, à l'unanimité, une nouvelle rédaction donnant à l'éducation le label de « première priorité ». « Ça ne mange pas de pain ! », lança docilement M. Georges Hage (PC, Nord), en guise d'explication de vote, avant de joindre exceptionnellement sa voix à celles de l'opposition...

M. Bernard Derosier (PS, Nord), rapporteur du projet au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, s'attacha, lui, à corriger soigneusement la copie du ministre de l'éducation, qui évoquait dans une phrase l'enseignement « délivré » par les professeurs. « On ne délivre pas un enseignement qui n'est pas prisonnier, on le dispense », fit remarquer le rapporteur.

#### « Statut des parents »

Mais entre deux querelles sémantiques, les députés se préoccupèrent toutefois d'imprimer leur marque sur ce texte. M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) défendit en vain un amendement précisant qu'un « temps libre de tout enseignement » devait être aménagé « pour permettre l'exercice des activités extrascolaires et l'éducation religieuse ». Plus chanceux,

M. Jean-Yves Haby (UDF, Haute-Loire) fit adopter un amendement complétant la déclaration d'intention de gouvernement sur l'objectif d'« élargir, d'ici à dix ans, l'ensemble d'une classe d'âge au niveau du BEP ou du CAP et 80 % jusqu'au baccalauréat. Le texte précise désormais, à toutes fins utiles, que « l'Etat prévoit les moyens nécessaires à la prolongation de la scolarité qui en découlera ».

M. Jospin a-t-il ressenti lui-même cette insuffisance de dispositions concrètes dans son texte ? Toujours est-il que de nombreux amendements de fond furent déposés à son initiative. Le ministre proposa notamment aux députés une nouvelle rédaction, longuement argumentée, de l'article 16 de son projet, qui crée dans chaque académie des instituts universitaires de formation des maîtres, appelés à remplacer les écoles normales d'instituteurs. Un autre amendement précisait qu'un décret en Conseil d'Etat déterminerait « les conditions dans lesquelles seront indemnisés les parents d'élèves », marquant ainsi les premiers pas vers le « statut de parents » revendiqué par les associations de parents d'élèves. Sur le même sujet, les députés adoptèrent une autre disposition, prévoyant que l'Etat apporterait une aide à la formation des parents d'élèves appartenant à des fédérations représentées au sein du Conseil supérieur de l'éducation.

PASCAL ROBERT-DIARD.

### Au Sénat

#### Le texte sur la transparence du marché financier est adopté sans les voix de la gauche

L'examen par le Sénat du projet de loi sur la sécurité et la transparence du marché financier s'est achevé — non sans mal — dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 juin, par l'adoption d'une version à ce point modifiée du texte adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale (seuls les communistes s'abstenant) qu'aux palais du Luxembourg les socialistes se sont abstenus, tandis que le PC votait contre.

Les raisons de la longueur inattendue du débat n'ont pas tant tenu à une querelle politique entre la droite et la gauche qu'à la rivalité entre le rapporteur de la commission des finances saisie pour avis et ceux des lois, saisis au fond. Le premier, M. Raymond Bourquin (app. RPR, Paris) et les seconds, MM. Charles Jolibois (ratt. adm. RI, Maine-et-

Loire) et surtout Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne), ne se sont affrontés que sur quelques divergences mineures. Mais ils ont défendu des amendements très souvent identiques avec la même passion.

Tout en acceptant le principe posé par le texte — mettre en place la nouvelle profession unique de gestion des portefeuilles indépendants des sociétés de Bourse — le Sénat a modifié le dispositif. Il a ainsi ajouté les sociétés en commandite par actions aux sociétés anonymes (seules à être prévues par le texte), à qui la Commission des opérations de Bourse (COB) pourra accorder son agrément pour l'activité de gestion de portefeuilles. Il a également précisé le régime disciplinaire de la profession ainsi que de ses employés et posé le principe de la compétence de la COB en la matière en pré-

voyant, notamment, que l'appel des décisions de cette dernière relèverait du juge judiciaire.

Dans la même logique, le Sénat a tenu à ce que soit transféré au juge judiciaire le contentieux des décisions disciplinaires du Conseil des Bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme (pour ce dernier un amendement lui transférant la personnalité morale). Pour le Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, les sénateurs ont donné également compétence au juge judiciaire pour connaître du contentieux de ses décisions.

La majorité sénatoriale favorable à l'opposition a estimé le moment bien mal choisi pour réduire les fonds de garantie de la Société des Bourses françaises, d'autant que les agents de change sont devenus des sociétés et que d'autres professions sont également soumises à une telle obligation de grande illimité. Considérant comme « déraisonnable » de limiter la garantie des sociétés de Bourse, le Sénat a préféré supprimer cette disposition.

Enfin, M. Xavier de Villepin (Un. cent., Français de l'étranger) a fait adopter une série d'amendements donnant la faculté aux petits actionnaires de mener diverses actions que la loi de 1966 sur les sociétés commerciales ne leur autorisait pas à conduire. Cette loi impose en effet la détention d'une participation minimale en capital. Les petits actionnaires regroupés en associations, s'ils sont au moins trois cents (l'autorité de l'amendement, M. Jean Arthuis avait fixé ce seuil à cent), se verraient ainsi autorisés à jouer un rôle dans la vie des sociétés.

Leur serait reconnue la faculté de demander l'inscription d'une résolution à l'ordre du jour d'une assemblée générale, de révoquer un ou plusieurs commissaires aux comptes, de demander en justice la désignation d'un expert pour présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Ils pourraient encore mettre en cause devant un juge des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

ANNE CHAUSSEBOURG.

#### La majorité sénatoriale veut saisir le Conseil constitutionnel du texte sur le « dénoyautage » des sociétés privatisées

Après l'échec de la commission mixte paritaire et la reprise par l'Assemblée nationale du texte qu'elle avait voté en première lecture, le Sénat a confirmé, vendredi 9 juin, son opposition au projet modifiant la loi relative aux modalités d'application des privatisations.

En première lecture, les sénateurs RPR et UDF avaient adopté une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à poursuivre la délibération, ce qui équivaut à un rejet. En seconde lecture, un sort identique a été réservé au texte par l'adoption d'une motion d'irrecevabilité constitutionnelle (les centristes et quelques sénateurs RDE n'ont pas participé au vote).

La commission des finances avait déposé la renonciation à la loi, mais que, selon elle, le texte permettrait, en seconde lecture, la commission des lois, saisie pour avis, a

avancé comme principal argument les atteintes au principe d'égalité que contient, selon elle, le projet. L'opposition, majoritaire au palais du Luxembourg, a fait part de son intention de déférer le projet au Conseil constitutionnel.

Adoption de conventions internationales. — Le Sénat a adopté définitivement, vendredi 9 juin, deux projets de loi approuvés par l'Assemblée nationale. Le premier autorise l'approbation d'un amendement à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Le second autorise l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Afrique orientale et de deux protocoles portant sur les mêmes domaines.

### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

« Nous avons trente ans et l'Europe est l'horizon de notre génération », proclament avec superbe Dominique Bocuquet et Philippe Delleur, anciens — pas tellement — élèves de l'ENA, hauts fonctionnaires, dans un essai conçu pour rendre compréhensibles les enjeux européens. Essai réussi.

Le premier de ces enjeux est de passer, à partir de 1993, de la construction pragmatique et marchande de la Communauté à des règles du jeu établissant plus rigoureusement un fonctionnement et un destin communs. Les auteurs passent en revue les axes d'action prioritaires : la définition des normes, le sort des structures industrielles nationales, l'harmonisation des fiscalités, les regroupements, la libéralisation des services, la circulation des capitaux, le droit des personnes, la mobilité des professions.

En supposant qu'elle ait réussi à lever la plupart de ses barrières internes, la CEE doit soutenir la concurrence d'autres géants pour lesquels elle apparaît « vieillie avant de naître ». Le réflexe communautaire, qui commence à jouer, devra vaincre bien des lourdeurs et combler bien des carences pour créer une véritable solidarité et sortir l'Europe de son déclin. Sans sous-estimer les atouts de la CEE, Dominique Bocuquet et Philippe Delleur n'en cachent pas, au contraire, les faiblesses. A les lire, il apparaît qu'il reste tant à faire et avec des moyens politiques encore si réduits qu'on se prendrait à douter du résultat. A les suivre, tout semble possible. Si la « génération Europe » brille de la même ardeur qu'eux, plus de pleurs, plus de doutes, il suffit d'aller de l'avant.

Jean-Paul Benoit, haut fonctionnaire passé par plusieurs cabinets ministériels centristes, est, lui aussi, un fervent partisan d'une Europe qu'il juge indispensable. Son ouvrage, sur ce thème, fait une large place aux problèmes de la défense et des relations avec l'Est. La proposition de M. Gorbatchev de construire « une union commune européenne » lui semble un redoutable piège en face duquel il convient d'agir en commun. « L'Oslopolitik, la politique de l'Est », écrit-il, est désormais une

affaire trop sérieuse pour être laissée, quelle que soit leur habileté, au seul ministre allemand des affaires étrangères, H.D. Genscher, avec ou sans le SPD, ou à Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican. »

L'auteur estime que pour contenir tout danger de dérive de l'Allemagne fédérale il faut considérer celle-ci comme « un partenaire politique à part entière » en tenant compte de ses intérêts. Sans aller, toutefois, jusqu'à une dénucléarisation de l'Europe. « L'intégration militaire de l'Europe de l'Ouest suppose donc, à la fois, militairement et politiquement, l'existence d'une force de dissuasion à terme autonome des Etats ».

#### L'Europe à l'horizon

Units. Les capacités nucléaires françaises et, à un moindre degré, britanniques, en forment l'« embryon », écrit-il. L'auteur invite aussi les Européens à renforcer leur homogénéité sociale et culturelle. Il suggère de commencer par l'adoption d'une charte européenne des droits sociaux fondamentaux et par un dialogue des partenaires sociaux allant jusqu'à la signature de conventions collectives européennes.

La revue l'« Evénement européen » présente, dans son sixième numéro, un dossier sur le thème « Europe de la défense : l'heure des choix ». Cette tentative d'éclaircissement, qui se poursuit dans un autre numéro de la revue, s'ouvre avec des contributions de notre collaborateur, Jacques Isnard, de l'amiral Antoine Sanguinetti et de notre confrère Paul-Marie de La Gorce. Le premier montre que de réels efforts de coopération militaire n'ont pas réduit toutes les divergences de doctrine qui maintiennent l'autonomie des systèmes de défense plus qu'elles ne favorisent leur interdépendance.

Pour Antoine Sanguinetti, qui dénonce le concept stratégique de l'OTAN, la mise en place

d'une défense européenne indépendante ou à tout le moins autonome devient d'actualité. Cela passe, selon lui, par une symbiose politique au sein d'une Europe confédérée. Paul-Marie de La Gorce en conviendrait volontiers, sauf qu'il ne distingue pas aujourd'hui « de perspective d'unité politique absolue de l'Europe » et pas davantage « de volonté d'indépendance stratégique et militaire à l'égard des Etats-Unis ». A ses yeux, on en reste au statu quo.

On retrouve cet auteur dans Europe 2000, la revue du Cercle Périclès que préside Yves Guénin, ancien ministre gaulliste ; le Cercle Périclès a regardé sans réticence l'horizon européen mais aussi sans illusions lyriques : il ressort plus que de la confiance à l'égard du « fédéralisme rampant » de la dominante atlantiste ou d'une diplomatie qui trouverait son dénominateur commun dans l'indifférence et la médiocrité. On note que Claude Cheysson, Alain Carignon, Pierre Aigrain, parmi d'autres personnalités, s'expriment, dans cette revue, pour dire ce qu'ils attendent de 1993, qui n'est pas loin de l'échéance du bimillénaire.

Si l'on veut voir l'Europe, le voir de ses yeux et tout entier, à travers son histoire et ses empires, sa culture et ses danses guerrières, ses révolutions et ses migrations, ses richesses, il faut se procurer l'« Atlas des Européens » de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Ragueau. Ces cartes qui défilent dans le temps retracent le trame de notre destin ; elles constituent notre album de famille à nous, les Européens. Qu'elle est grande et comme elle vient de loin cette Europe de notre identité que nous tentons, partiellement, de transformer en véritable communauté !

« Génération Europe », par Dominique Bocuquet et Philippe Delleur. Editions François Bourin, 263 p., 95 F.

« Indispensable Europe », par Jean-Paul Benoit. Berger-Levrault International, 216 p., 78 F.

« L'Evénement européen ». Souff. 178 p., 75 F.

« Europe 2000. Cercle Périclès », 23, rue Vaneau, 75007 Paris, 20 F.

« Atlas des Européens », par Gérard Chaliand et Jean-Pierre Ragueau. Fayard, 189 p. (et presque autant de cartes et de graphiques). 190 F.

### Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie

Quatre cent trente candidats, répartis en vingt listes, brigueront, le dimanche 11 juin, les cinquante-quatre sièges à pourvoir en Nouvelle-Calédonie, où seront élues, à la proportionnelle, les trois assemblées provinciales dont la réunion plénière constituera le nouveau congrès du territoire. L'installation officielle de ces assemblées, le 14 juillet, marquera la fin du régime d'administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'Etat et l'entrée en vigueur, conformément aux

accords signés le 26 juin 1988 à l'Hotel Matignon, du statut approuvé lors du référendum national du 6 novembre dernier et prévoyant l'organisation sur le territoire d'un référendum d'autodétermination en 1998. Si le FLNKS est assuré de contrôler les deux provinces du Nord et des Iles Loyauté, la compétition est plus ouverte dans la province sud — la région de Nouméa — où la liste du RPCR, conduite par M. Jacques Lafleur, est concurrencée par neuf autres listes.

### Les nouveaux gendarmes de Lifou

ILE DE LIFOU  
de notre envoyé spécial

Le fils du grand chef Boula ne le lâche pas d'une semelle. Un second gendarme, sanglé d'un blouson de jean, le suit comme son ombre. Flanqué de ces deux anges gardiens, Franck Wahuzou, qui fut le lieutenant de Yvelwéné Yewéné jusqu'aux dernières heures, et qui est aujourd'hui l'un des personnalités les plus en vue de l'Union calédonienne, ferme la route qui mène à la corvée de la route. « On les a défilés devant moi. S'ils bougent on leur rendra la vie dure. » Il est en pleine tournée d'inspection dans le district de Lifou, une chefferie du sud de l'île de Lifou dont il occupe le rang coutumier de « porte-parole ».

Soudain, des silhouettes nouvelles se découpent dans le halo des phares. Ce sont des jeunes sentinelles de l'UC à l'allure martiale classique — veste de treillis frappée du sigle de « Kanaky », fusils de chasse et haches à la main — traquent non plus le gendarme mais le militant du FLNKS. Deux anciens « stagiaires libyens » auraient été repérés ailleurs. On en informe « Frank ». La concubine est très émue. Finalement l'instruction tombe : « On les a défilés devant moi. S'ils bougent on leur rendra la vie dure. »

Des barrages « filtrants » de ce genre, le district de Lifou en est couvert. Toute la nuit des équipes de gardes se relayent. Maufi Oulendrier, Les jeunes de Lifou s'épuisent déjà en nuits blanches au rythme des festivités de mariage, toutes regroupées en

cette période de congés scolaires... Qu'importe : ils se reposent plus tard.

Pour l'heure on s'adonne à des simulacres d'opérations de police. L'UC quadrille le terrain afin de dissuader les militants locaux du FLNKS de mettre à exécution leur menace de « déstabiliser le plan Ricard ». Le maire UC de Lifou, Cono Hamu, a publié un communiqué, très officiel, dans lequel il a « mis en garde tout individu ou groupe organisé qui créerait des perturbations » lors des élections du 11 juin.

Condamnée à l'oisiveté sur cette phase préventive, la gendarmerie ne sait trop si elle doit se réjouir ou s'inquiéter d'un cas de figure à ce point insolite et non répertorié dans les manuels de la mairiedu sud de l'île de Lifou. Les deux brigades de Wé et de Chépeneha ont été courtoisement informées de l'emplacement des différents postes de contrôle où seront rassemblés, dimanche, les militants de l'UC. Rien ne ressemble plus, en effet, à un militant du FLNKS qu'un militant de l'UC.

#### Les échos des mariages

Reclus dans sa tribu de Sileam, Pierre Xulué, le dirigeant du FLNKS le plus exposé en l'absence de son chef de file Yann Céroné Uregei — localisé entre la Malaisie et les Iles Fidji — effectue la sérénité de celui qui « détient la vérité ». Cet ancien étudiant en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui fut sept ans durant le représentant du FLNKS à Tripoli, où sa permanence jouait l'ambassade de France, prend la

visite à témoin de la « collusion entre les milices de l'UC et les intérêts de l'impérialisme ». S'il ne dit mot des programmes de ce week-end électoral, c'est probablement « moins par crainte du secret que par... ignorance pure », car la sacro-sainte règle de « l'autonomie de la base » plonge tout le monde dans l'incertitude. S'il dit alors que les « vieux » du FLNKS de Lifou, génération de notables coutumiers et de pasteurs protestants qui se cabrent dès qu'ils entendent parler de changement des tribus — « ça n'est pas ça » — ou d'information des services de la mise — « l'information, ça n'est pas ça », — persistent plutôt, au pour un « boycottage passif ».

Seule l'« alliance » du parti, animée par la demi-douzaine de « stagiaires libyens » de l'île pourrait empêcher que le FLNKS n'apparaisse aux yeux de l'histoire comme un vulgaire tigre de papier. Mais, « marquée à la crotte » par les militants de l'UC, se sent-ils seulement en mesure de créer la surprise ?

Torse nu sous la véranda de sa maison de tôle rouillée, Pierre Xulué a subitement l'air absent : il parle à voix basse du soutien des mouvements révolutionnaires du monde entier et des « forces occultes » qui le protègent. Implacablement tranquille, la base du soir ramène les échos des mariages des tribus voisines où des militants de l'UC, du RPCR et du FLNKS, jeunes et vieux, s'apostrophen dans de bruyants éclats de rire. Brusquement, Lifou semble n'être plus que plus qu'un déroulement de théâtre d'ombres.

FREDERIC BOBIN.

## RELIGIONS

Accolade historique entre le pape et le chef de l'Eglise luthérienne de Suède

## L'œcuménisme à petits pas de Jean-Paul II

Le pape a achevé son voyage en Scandinavie, samedi 10 juin, en présidant un rassemblement de jeunes à Vadstena en Suède, où est réside le sainte Brigitte. L'accueil de la Suède au pape a été de loin le plus chaleureux des cinq pays visités en dix jours. Jean-Paul II a participé à un service œcuménique, vendredi 9 juin, avec la hiérarchie luthérienne, à la cathédrale d'Uppsala, avant de prononcer dans la même ville, devant mille cinq cents universitaires et intellectuels, un dernier discours consacré aux droits de l'homme.

UPPSALA de notre envoyé spécial

La visite du pape à Uppsala sera à inscrire au compte des événements œcuméniques qui jalonnent son pontificat. Après Istanbul, en 1979, où il avait assisté à une liturgie orthodoxe présidée par le patriarche de Constantinople, après Cantorbéry, en 1982, où, dans la cathédrale d'Henry VIII, il avait prié à côté du primate de l'Eglise anglicane, Uppsala marquait une date dans l'histoire de la réconciliation de l'Eglise catholique, cette fois avec les frères de Luther. Quatre siècles et demi de discordes et de persécutions religieuses en Europe du Nord sont effacés.

La vocation œcuménique d'Uppsala, ville universitaire de cent soixante mille habitants, à moins de 100 kilomètres de Stockholm, ne date pas d'aujourd'hui. Ancien archevêque de ce haut lieu du protestantisme scandinave et Prix Nobel de la Paix, Nathan Söder-

## « La putain de Babylone »

A l'issue d'une messe célébrée vendredi 9 juin près d'Uppsala (Suède), un homme de vingt-huit ans a tenté de s'approcher du pape sans que le pape, qui l'a immédiatement arrêté, ait pu établir s'il voulait aggraver Jean-Paul II ou simplement lui remettre un message.

Il appartenait à une secte, appelée Manerathus (nom tiré de l'Apocalypse de saint Jean). Par des banderoles et des tracts très violents, celle-ci s'est signalée à plusieurs reprises sur le parcours du pape en Suède, qualifiée de « prostituée de l'Eglise catholique », la plus grande putain de Babylone. Ce groupe a également dénoncé le « néofascisme » de Jean-Paul II voulant « occuper le monde entier ».

bien, mort en 1931, avait été l'un des pionniers du mouvement œcuménique international. En 1925 déjà, il avait invité le pape Pie XI à se rendre dans sa ville.

L'invitation venait cette fois de Bertil Worsström, archevêque d'Uppsala et primate. Précedé par le roi Carl-Gustav et la reine, souveraine de l'Eglise nationale suédoise, la hiérarchie luthérienne au complet, en habit noir, en rabat ou col blanc, des ministres et la haute société suédoise ont accueilli le chef de l'Eglise romaine, hier homme, dans la basilique gothique du treizième siècle.

Sobre, la cérémonie fut sans fausse note, à la différence de celles de Norvège et du Danemark, où des évêques luthériens avaient ostensiblement boudé le pape. Sans doute parce que l'Eglise de Suède doit compter avec des minorités chrétiennes (orthodoxes et catholiques) non négligeables, la tradition œcuménique y est plus forte et plus ancienne que dans les autres pays scandinaves, où le protestantisme exerce une influence écrasante.

## « Le plus petit dénominateur commun »

L'archevêque d'Uppsala ne s'est pourtant pas contenté d'un discours de circonstance. Comme les autres responsables protestants rencontrés pendant dix jours par le pape, il s'est plaint des lenteurs du mouvement œcuménique. Soucieux d'avancées concrètes, il a déploré le refus de l'Eglise romaine d'accepter l'« intercommunion » (permettant à des catholiques de participer à une sainte Cène protestante et inversement). Déjà, la veille, au cours d'une messe catholique célébrée devant seize mille personnes au

Globe, le « Bercy » de Stockholm, le primate de l'Eglise suédoise avait créé une certaine émotion en se présentant seul devant le pape qui distribuait la communion ne lui demandant, bien sûr, qu'une simple bénédiction.

« Il existe un puissant accord entre nous sur les vérités chrétiennes fondamentales », avait dit Bertil Worsström dans sa cathédrale d'Uppsala. Le partage de l'Eucharistie est aujourd'hui possible et décisif pour faire avancer le processus œcuménique. Les baptisés devraient pouvoir communier à la même table. « Dans la doctrine protestante, l'Eucharistie n'occupe pas une place aussi centrale que dans la théologie catholique — et plus encore orthodoxe ».

La réponse du pape a été dilatoire : « Nous n'atteindrons jamais l'unité en recherchant le plus petit dénominateur commun. Nos efforts ne seront féconds que si nous cherchons et acceptons ensemble la plénitude de l'héritage authentique du Christ ». En d'autres termes, dans l'esprit du chef de l'Eglise catholique, toute avancée œcuménique concrète reste subordonnée à un accord complet sur l'imérialité de la foi chrétienne, sur la nature de l'Eglise, sa structure sacramentelle et ministérielle.

A chaque étape de ce voyage en Scandinavie, le décalage a été ainsi constant entre la bonne volonté exprimée par le pape envers ses hôtes luthériens, son attachement énergiquement répété à la cause de l'unité des Eglises et la faiblesse des moyens pratiques proposés pour y parvenir. S'il n'a pas explicitement levé l'excommunication de Luther (le Monde du 8 juin), il a multiplié les appels au pardon mutuel des fautes passées, à l'abandon des préjugés. Il s'est expliqué — pour la première fois aussi nettement — sur le ministère du pape, sujet à polémique dans le monde protestant, présentant le successeur de l'apôtre Pierre comme un évêque parmi d'autres, un simple voyageur de l'Evangile.

## Triple résistance

Jean-Paul II avait à vaincre une triple résistance : la marginalité de la présence catholique en Scandinavie, la tradition antipapiste et son impopularité personnelle, liée à sa réputation de pape conservateur et autoritaire, notamment sur les questions de morale privée, sexuelle et familiale.

Sur les trois tableaux, il a marqué des points. Il n'a jamais réuni de grandes foules, sauf en Suède, mais son charisme personnel a, une fois de plus, séduit des fidèles catholiques isolés, avides de reconnaissance, et des populations protestantes qui le découvraient, peu habituées aux manifestations extérieures de piété et aux liturgies flamboyantes.

S'il n'a pas été partout aussi bien accueilli qu'en Suède, boycotté par des évêques luthériens à Oslo, empêché de parler à la cathédrale de Roskilde (Danemark), séchement interpellé par l'évêque de Copenhague (le Monde du 8 juin), le pape a involontairement révélé de grandes divisions au sein des Eglises luthériennes.

Dans des pays réputés permissifs, où les taux de divorces, d'avortements, de suicides sont parmi les plus élevés d'Europe, il n'a pas craint de répéter son discours sur la fidélité conjugale, la contraception, l'avortement, condamnant « la mentalité contre la vie », dominante selon lui au Danemark, ou, en Suède, l'attrait pour le « matérialisme ».

Catholiques et protestants, le défi pour les Eglises de cette Europe du Nord sécularisée est le même. En Scandinavie, les Eglises sont désertées. Le clergé est empiété par sa situation de fonctionnaire. Son discours n'a plus qu'une influence marginale. « L'Europe n'est-elle pas en train de perdre son âme ? », s'est interrogé devant Jean-Paul II un évêque protestant de Finlande. Le primate de Suède a, lui aussi, évoqué l'urgence d'une « nouvelle évangélisation » de l'Europe, un thème cher au pape. Au-delà des divergences doctrinales qui demeurent, c'est l'accord le plus profond scellé entre les Eglises catholique et luthérienne par l'accolade d'Uppsala.

HENRI TINGO.

## JUSTICE

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe

## La semaine noire d'André Olivier

Ouvert le 16 mai dernier devant la cour d'assises du Rhône spécialement composée, le procès des membres de la branche lyonnaise d'Action directe se poursuit émaillé d'incidents divers. Après les explications des principaux accusés qui plaident l'action politique, la cour en est à l'examen des faits reprochés dont le meurtre du général de gendarmerie Guy Delfosse, qui a provoqué, vendredi 9 juin, un ardent débat de balistique.

LYON de notre bureau régional

« Samedi j'ai eu mon premier procès depuis trois ans avec ma fille, et c'était devant un jury populaire ! C'est ça la vie d'un terroriste, qui vous emmène en attendant de vous mettre des balles dans la tête... ». Le président pense avoir mal entendu. Olivier, la voix vibrante, rétorque sa menace. Il est expulsé par la cour et sort, côté jardin. Comme au théâtre. Intervenu en clôture d'une audience particulièrement déstabilisante pour sa position de « combattant révolutionnaire », cet incident est révélateur de l'impasse dans laquelle se trouve le chef de la branche lyonnaise d'Action directe à mi-parcours de son procès. L'impression semble bien être l'ultime artifice d'un idéologue désqualifié par les débats.

La « semaine noire » d'André Olivier a commencé par l'audition de la plus invraisemblable de ses recrues : Nicole Faure. Cette maitresse jeune femme de vingt-neuf ans, que les psychiatres considéraient « à la limite de la débilité légère », expliqua laborieusement comment elle a connu le groupe par l'intermédiaire de Bernard Blanc, qu'elle « aimait assez » pour espérer l'épouser et avoir des enfants. « Olivier parlait toujours de ce qu'était la vie en France, avec des grands mots que je ne comprenais pas... Je ne disais jamais rien, j'étais pas à l'aise, mon idée c'était plutôt d'être avec Blanc Bernard ». Fille d'un couple d'employés de service, devenue elle-même femme de ménage à la mairie de Monthirion (Loire), Nicole

Faure a « simplement » rendu des services à cette mystérieuse Action directe dont elle n'a jamais vraiment saisi le sens. Répérages de banques, prêts de sa voiture, garde de colis complicités... « Ils me tenaient, je pouvais pas dire non... Ben oui, j'avais peur. De qui ? Ben, d'Olivier... ». Sa voix se fait plus plaintive encore pour évoquer sa nouvelle vie, « comme tout le monde », avec son mari et ses deux enfants, dont le dernier n'a que six semaines. Son avocat a obtenu sa demande de mise en liberté. Elle assistera à la fin du procès au premier rang du public, sa vraie place. Olivier, désarçonné, tentera de justifier l'utilisation de Nicole Faure par une démarche « anti-élite » : « Contrairement à vous, nous ne méprisons personne et nous prenons les gens comme ils sont ».

L'examen de la « période stéphanoise » du groupe devait, de nouveau, mettre son chef sur des charbons ardents. L'attachable Laigle raconte comment on l'avait obligé à jouer les lampions de carreaux pour occuper la vitrine d'une banque puis de quelle façon on l'avait menacé qu'il « file droit » ; et plusieurs employés de banque décrivent les brutalités dont ils furent victimes, l'un d'eux ayant eu le cuir chevelu ouvert par la balle qui le frôla. Une fois encore, le grotesque et l'odieux se mêlaient étroitement.

## Contraste

Frérot ne renoua pas pour autant au didactisme politique pour dénoncer, cinquante minutes durant, les « méfaits du néocolonialisme ». Avec des notes, corrigées durant l'audience par Olivier, l'arbitraire, décidément soucieux d'apparaître comme un théoricien bis, brossa une fresque apocalyptique en vilipendant tour à tour les « valeurs de la finance qui corrompent 35 % du commerce mondial et disposent d'un chasse-garde grâce au piège de la zone franc », la présence de 40 000 militaires français en Afrique et le « pillage organisé » des matières premières du tiers-monde. Jonglant avec les statistiques, passant du nickel au cacao et du bois exotique à l'arachide, Frérot s'insurgea contre la « répartition géographique du

travail » et la « spéculation sur les céréales » qui, selon lui, aboutissent à affamer 1,5 milliard d'êtres humains et à « faire mourir, chaque année, seize millions d'enfants ». Sa conclusion est simple : « A côté de ce génocide alimentaire, Hitler était un débutant. Les attentats palestiniens de septembre 1986 ne sont qu'un avant-goût de ce qui vous attend... ». Quant aux petits salopards qui osent refuser de donner l'argent ou appuyer sur un signal d'alarme, ils ne méritent pas de vivre... »

M<sup>me</sup> Ramona Munoz, qui ne prétend pas relayer de cette catégorie de « résistants », fait, en revanche, partie de ces travailleurs immigrés qui suscitent la compassion de Frérot, sur le papier. Pourtant, c'est en plénant que cette Portugaise, ancienne femme de ménage à la Caisse d'épargne de la place Victor-Basch, à Lyon, aujourd'hui âgée de soixante-deux ans, est venue raconter à la barre les sévices qui lui furent infligés au matin du 1<sup>er</sup> juillet 1983, avant l'ouverture de l'agence bancaire. Tirée par les cheveux, rouée de coups, menacée de mort, jetée dans un coin des toilettes avec du papier adhésif sur le visage et un pistolet sur le front — par un individu qui semble bien être Frérot, — M<sup>me</sup> Munoz ne s'en est jamais remis. Une dépression nerveuse, une tentative de suicide, des cauchemars à répétition et cinq ans après les faits les premiers bredouillis de regret d'Olivier...

## Confessions pastiches

Une « troupe » qui se délite, des principes constamment contredits par les faits, une kyrielle de bavures et, pour ponctuer le tout, ces fichus « morceaux choisis » du carnet de Frérot que le président ne manque jamais de soumettre à la cour. C'en était trop pour Olivier qui, visiblement désarmé, se risqua à une diversion incongrue : « N'êtes-vous pas surpris par le décalage psychologique qui existe entre le carnet de Frérot et ce qu'on a appris sur lui depuis son arrestation ? », lança-t-il au commissaire Savoye. Puis il annonça une « révélation » sur ces fameux carnets. « Il est dimanche

que vous n'avez pas fait appel à un psychologue car vous auriez découvert qu'il s'agit d'un pastiche. Rien à voir avec des confessions chrétiennes, que nous méprisons, ou avec une autocritique comme les pratiquaient certains groupes maoïstes d'après mai 68 ; ce carnet n'est rien d'autre qu'un jeu. En exagérant à outrance certaines caractéristiques existantes — Frérot le para ou Olivier le stalinien, — nous nous sommes amusés comme des petits fous. Plusieurs d'entre nous ont d'ailleurs rédigé des textes du même genre... »

Tandis que l'auditoire, peu convaincu par cet aveu impromptu, tentait d'imaginer la bande de « joyeux drilles » se rafraîchissant l'esprit par des exercices littéraires d'auto-flagellation simulée, Olivier en rajoutait en feignant la jubilation. « Et dire que vous faites constamment référence à ce carnet... C'est pas du saint Augustin ou du prophète, c'est du Alphonse Allais ! »

M. François-Louis Coste, avocat général, se permit alors de remarquer que dans le box « certaines personnes ne semblaient pas avoir eu l'occasion d'en rire ». Et le commissaire eut le mot de la fin : « Jeu ou pas, ce texte nous a permis d'arrêter des gens qui ont reconnu avoir commis les faits mentionnés. Cela nous suffit ».

ROBERT BELLERET

## L'affaire Touvier

## Le cardinal Decourtray est prêt à ouvrir les archives de l'archevêché de Lyon

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a déclaré, vendredi 9 juin, dans une interview accordée au journal Lyon Figaro, qu'il était prêt à ouvrir les archives de l'archevêché de Lyon après les différentes mises en cause de l'Eglise catholique au lendemain de l'arrestation de l'ancien milicien Paul Touvier.

Dans l'esprit de Mgr Decourtray, cette ouverture consisterait en un examen par une commission d'historiens, à créer, des documents et pièces des archives. Les membres de cette commission établiraient ensuite un rapport « documenté, précis et argumenté ». Le cardinal a précisé qu'il était déjà assuré de « concours d'experts, historiens, juristes, philosophes et théologiens », et qu'un document serait établi afin de pouvoir être éventuellement produit au moment du procès de Paul Touvier.

Cependant, pour Mgr Decourtray, « tout ce qui paraît intéresser aujourd'hui l'opinion publique [sur l'affaire Touvier et de l'Eglise] a été publié au moment où furent connues les mesures de grâce prises par Georges Pompidou ». Celles-ci relevaient Touvier de peines accessoires, après que ses condamnations à mort par contumace se soient trouvées prescrites à l'expiration du délai légal de vingt ans.

Pour l'archevêque de Lyon, cela montre le « caractère volatile de la mémoire ».

## Au sommaire de « Dossiers et documents »

JUIN 1989

## Chansons en France

La fin des années 80 représente un nouvel âge d'or pour la chanson en France. L'industrie du disque s'enorgueillit d'une forte progression de son chiffre d'affaires, grâce surtout aux cassettes et aux disques compacts, sans oublier les effets de la baisse de la TVA et de la publicité télévisée. La chanson française, qui a toujours été ouverte

aux influences étrangères, s'est médiocrit à son contact, renouant ainsi au-delà du texte, avec la créativité musicale. Blacks, Blancs, Beurs, les sources se croisent et se croisent. Portraits, textes de chansons, analyses et commentaires parfois venus des chanteurs eux-mêmes, dépeignent cette génération.

## Spécial bac : le dernier état de la France

1988 aura été une année exceptionnelle pour l'économie française : croissance soutenue, évolution des profits, reprise de l'investissement, expansion supérieure à l'inflation.

Pour tenir ces grands équilibres, la politique de rigueur a été poursuivie, non sans quelques heurts sociaux. Des incertitudes apparaissent : l'endettement des ménages prend des proportions inquiétantes, et le spectre d'une nouvelle vague inflationniste mondiale commence à inquiéter les experts.

Mais surtout deux facteurs de déséquilibre majeurs persistent : le chômage, en dépit des créations d'emploi, touche surtout les catégories déjà défavorisées, et le commerce extérieur est toujours à la recherche d'un trouvable équilibre.

Autre constat : la France s'est installée dans un système de capitalisme mixte, parfois ambigu.

En vente chez les marchands de journaux, 8 francs.

مكتبة الأمل

## SPORTS

## TENNIS : les Internationaux de France

La finale du simple messieurs des Internationaux de France de tennis disputée dimanche 11 juin, à partir de 15 heures, sur le central de Roland-Garros devait mettre en présence l'Américain Michael Chang et le Suédois Stefan Edberg. Ce dernier a remporté deux des trois matches au meilleur

des trois manches que les deux joueurs ont déjà disputés.

Pour se qualifier, Chang, qui est, à dix-sept ans et quatre mois, le plus jeune joueur ayant atteint ce stade du tournoi, a éliminé vendredi 9 juin en demi-finale le Soviétique Andreï Chesnokov en quatre sets et plus de

quatre heures. Stefan Edberg, qui est âgé de vingt-trois ans mais qui a aussi été un junior prodige remportant le grand chelem, s'est imposé au bout de quatre heures et cinq manches à l'Allemand de l'Ouest Boris Becker. Leur confrontation devrait être l'opposition de deux styles, de deux tempéraments : l'attaquant et le défenseur.

## L'envol d'Edberg

Il arrive que pour l'édification des masses laborieuses, des personnes au fauteuil de l'échelle sociale racontent leur irrésistible ascension. C'est toujours bête comme chou : le premier milliard commence par un sou qu'il suffisait de ramasser en se baissant. Et finalement on se demande pour quoi tout le monde ne réussit pas...

En tennis, c'est un peu la même chose. A quel point une carrière, une réputation, un style de jeu ? Stefan Edberg devrait être comme tous les Suédois de son âge un solide joueur de fond de court, un remouleur comme son bon camarade Mats Wilander, un infatigable lifteur. Or il est tout le contraire : Edberg est un des plus brillants sujets du jeu d'attaque. Comment a-t-il échappé à la destinée commune des hommes du Nord ? Comment est-il devenu ce joueur aux pieds allés qui a produit un tennis académique sérieux vendredi, en demi-finale, contre Boris Becker ?

On raconte à ce propos une histoire qui tient un peu du conte de fées. Il était dans la bonne ville de Vasterik un jeune garçon dont le papa s'occupait de régler la circulation aux carrefours, après avoir coupé les arbres. Vers l'âge de six ans quelque'un lui fit cadeau d'une raquette de tennis. Et le gamin se mit à taper dans la balle, comme il l'avait vu faire par le modèle de tous les petits Suédois, Björn Borg. Il cognait comme son père abattait les troncs, avec un méchant revers à deux mains. Jusqu'au jour où il rencontra Percy Rosberg.

Rosberg, ancien joueur de Coupe Davis, est aussi un des détecteurs de talents de la fédération suédoise. C'est lui qui avait trouvé Borg et qui avait commencé à le façonner. En avait-il conçu quelques remords ? Toujours est-il que Rosberg n'eut de cesse de transformer le jeu d'Edberg, de casser le moule dans

lequel il avait été introduit pour en faire un attaquant, pour ne pas gâcher cette belle amplitude du geste qui se devinait déjà chez le bambin. C'était une démarche complètement à contre-courant.

## Une longue patience

Rien ne paraissait alors plus dénué que le service-voilé. La règle d'or était de remettre la balle dans le court une fois de plus que l'adversaire. Les jeunes de l'époque cultivaient donc la régularité et une condition physique de marathonnien. C'est dire qu'ils passaient leurs journées sur le court à renvoyer inlassablement la balle. Edberg n'en faisait pas la moitié ni le quart. Mais il travaillait la précision, le jeu de lignes, les coups en décalage.

Quand il a remporté le grand chelem juniors en 1984, sa volée de revers était déjà si parfaite que tous les oracles lui prédisaient un succès prochain à Wimbledon. L'impétuosité est la principale caractéristique du tennis moderne, auquel il semble toujours falloir de nouvelles têtes, de nouvelles vedettes. Stefan Edberg est sûrement le joueur qui a l'enchaînement service-voilé le plus rapide de tous les temps. Mais avant il était pressé de conclure un point, autant il semblait peu décidé à brûler les étapes du succès.

Edberg paraissait même tellement indolent, tellement introverti, à l'inverse de son jeu, que pour beaucoup il ne devait jamais réaliser les espoirs placés en lui. Il se contraindait seulement au palmarès pierre à pierre. En arrivant cette année porte d'Auteuil, il avait sur sa carte de visite une vingtaine de titres en grand prix dont un Wimbledon (1988) et deux Internationaux d'Australie (1985 et 1987). Mieux qu'Ivan Lendl au même âge.

Mais avait-il l'ombre d'une chance à Roland-Garros ? Il n'y avait disputé qu'un quart de finale contre Jimmy Connors (ici et ailleurs, l'Américain prenait un malin plaisir à être son bourreau) en 1984. Le Suédois avait disparu du premier tour l'année suivante, face à son compatriote Mikael Pernfors, puis en 1987 au second tour, contre le Français Eric Winogradsky, enfin en 1988 au quatrième tour, contre le jeune Argentin Guillermo Perez-Roldan. Rien de bouleversant. Rien qui prédisposât à une place de finaliste dimanche 11 juin.

C'est pourtant bien Stefan Edberg, l'attaquant, le volleyeur classique, qui devait donner la réplique à Michael Chang. Comment est-il arrivé à cette place enviable ? Comme les milliardaires dont on parlait plus haut, il dit que son premier sou a été une victoire en Coupe Davis contre l'Autrichien Horst Skoff sur terre battue. Son entraîneur, l'extravagant Tony Pickard, prétend qu'Edberg est tout bonnement invincible cette année et que, sans une vertèbre déplacée lors des Internationaux d'Australie au début de saison, il aurait été le meilleur candidat au grand chelem.

## Un jeu rapide

Il y a sans doute une part de vérité dans les deux explications. Comme il est vrai que, dans un souci de rendre plus attrayant le jeu, de redonner précisément une chance aux attaquants sur la terre battue rouge, la direction du tournoi a tout fait pour accélérer le jeu. Les balles fabriquées par Dunlop sont ainsi très rapides à désealer et la brique pilée est gardée bien sèche, en dépit du temps humide. Voilà des facteurs qui ont joué en faveur de Stefan Edberg cette quinzaine.

## Le naufrage de Chesnokov

La répétition finit par devenir cruelle. Jusqu'à perturber la légende : Roland-Garros devra faire un peu de place en son Panthéon à l'effet Chang. Michael, vieux sage de dix-sept ans, est devenu, vendredi, le plus jeune finaliste de l'histoire du tournoi.

Et le stade ne sait plus très bien s'il faut en rire ou en pleurer, tant cet éternuement sans sourire, qui revendique la protection de Dieu même sur la terre battue, a transformé, depuis le début de la semaine, l'Opéra de Paris en une entreprise de déstabilisation générale du tennis masculin.

Il dérange en dérégulant. Il empêche les autres de jouer plus qu'il ne joue lui-même. Ses matches sont à la fois magiques et fort médiocres. Il entre sur le central et, très vite, c'est comme si ses adversaires, ses aînés, passaient à confesse leurs manques et leurs peurs. Comme si on s'allongeait sur le divan de cet analyste aux origines asiatiques pour un récit en quatre ou cinq sets de tout ce qu'on tente de cacher tout au long du circuit. Impuissances à gagner, limites d'un coup droit ou d'une résistance physique, fatigue nerveuse d'une vie professionnelle implacable. Tous, au dernier point, se retrouvent battus, plus encore déstabilisés de nos illusions et des leurs. Lendl, Agnér, Chesnokov enfin : une longue liste de déceptions déclarées sur le court.

## Sans ambition

Le Soviétique, surtout. Le blond Andreï, vingt-trois ans, septième joueur mondial, s'était attiré les sympathies parce qu'il était Russe, sans moyens financiers, aux prises avec ses dirigeants pour une histoire de dollars qu'on touchait à sa place, aussi parce qu'il paraissait assurer la relève d'un jeu très européen de fond de court. Un cœur gros comme ça en défense. Un passant de revers à deux mains le long de la ligne qui attirerait l'attention de Borg lui-même. Une capacité de coureur de fond, une volonté de ne pas céder, qui le vouaient aux marathons interminables. Mais, quand on est Soviétique sans le secours des

Soviétiques, timide et un peu seul, durer dans un match est déjà preuve d'un beau caractère.

Il en avait montré, et de belle manière, deux jours plus tôt face à Mats Wilander. Il n'en montra rien devant Chang. Ou plutôt, tous ses handicaps, existentiels et sportifs, exposés, extirpés par le jeune Américain le vouèrent, vendredi, à un naufrage pénible. On le savait indolent, à force de discrétion loin du filet. Il parut ne jamais se réveiller. On le disait fin tacticien, aidé même par les observations d'une scientifique. Il joua sans la moindre intelligence, s'obstinant, quatre heures durant, à rechercher le seul coup marquant de son adversaire, son revers croisé court à deux mains.

Comme absent de son propre jeu, lui aussi. Peu de jets et jambes lourdes. Sans mental, surtout. Arrivé sur le central sans la moindre ambition. Il laissa filer le premier set 6/1. On croyait encore à une sieste simplement prolongée, aux conséquences d'un mauvais échauffement. Il n'émergea qu'en de brefs éclairs, se retrouvant sur un point, puis s'obstinant aussitôt sur l'autre. Freiné par son ennui de grand échassier et réveillé par la qualité d'une balle. Et ainsi de suite, sans rythme, d'un jeu à l'autre, jusqu'à gagner le deuxième set, comme par inadvertance (7-5).

Il avait frappé d'un contre Wilander. Il engageait ses balles sur un service sans force que Chang, à trois accés près, n'eut jamais de peine à renvoyer. Il montait trop lentement à la volée, et vendredi, sur la moitié des points au moins, n'importe qui, dans le circuit, l'aurait passé le long de la ligne. L'Américain n'eut, une fois encore, que peu de choses à montrer. Il s'était spécialisé, par la grâce du tableau, dans les joueurs de fond de court, Lendl, Agnér, Chesnokov. Contre ceux-là, il fallait surtout soutenir l'échange, prendre ses jambes à son cou le temps qu'il fallait sans s'ennuyer. Chang est un sage. Une sorte de vieillard prématuré à la sérénité exacerbée. Chang a des jambes, inusables, malgré son jeune âge.

Il n'eut jamais, au cours de ce match, à forcer un talent, dont une

partie du public cherche toujours l'originalité. Andreï Chesnokov, entre somnolence et imprécision, fit, lui aussi, le travail pour deux. Victime de la méthode Chang : l'adversaire vous aide à gagner ce que vous ne pouvez prendre tout seul. Victime d'une partie totale de confiance en lui. Ainsi, il obligea souvent Chang à monter au filet, réussit quelques très beaux lobes mais omitta, à chaque fois ou presque, de venir conclure à la volée. Il lui fallait attaquer contre l'« outsider », déclarait-il. Il se perdit en défense, alors que l'Américain ne se forçait guère à l'offensive, si ce n'est sur son revers.

## Les gradins ballaient

Chang n'eut pas, vendredi, plus de qualité de service que d'habitude. Il n'en eut point besoin. Chesnokov se contentait de renvoyer dans le jeu, comme si une menace mentale l'y contraignait. Il s'usait à se replacer en défense, lourd et lent comme rarement, alors que Chang n'avait pas les moyens de jouer long. Incompréhensible, une fois encore, du bord du court.

Le Soviétique collectionnait les occasions de revenir au score et même de se détacher. Jamais, il ne les saisit, amorphe et dès la deuxième heure convaincu de sa perte. Complexé. Il mena constamment au cours du troisième set. Il trouva la force de prendre le service adverse. Il eut même trois balles de set en sa faveur. Il n'en fit rien, s'excusant de son impertinence, se rangeant aussitôt après un point ou un jeu gagnant parmi les damnés de la terre battue. Chang n'eut pas ce complexe. Devant l'invitation du Soviétique, il empêcha finalement le troisième set au jeu décisif (7-5).

Toute la semaine, Soviétiques et agents du circuit du professionnel ont négocié dans les salons discrets de Roland-Garros le statut du pauvre et doux Chesnokov. Le champion russe réclame à son pays le droit d'empêcher au moins une part décente de ses gains. Pour l'instant, c'est lui qui finance sa fédération, avec ses jambes. Proletaria des tournois, il prend le

train, manque de raquettes. Il en souffre, à voir ses réactions crispées chaque fois qu'on lui demande des nouvelles de son sort et de son poids en dollars. Ce sergent de mer politico-financier l'usait-il ?

Il n'en dit rien, mais le stade le comprit ainsi. Quelque chose, au fond de ce joueur très doué, devait faire la guele. Car, peu de finalistes auraient ainsi laissé passer leur chance de revenir à deux sets partout en menant quatre jeux à deux. Chesnokov, si. Le charme de Chang s'émoussait sérieusement. Les gradins ballaient. L'Américain perdait une partie de son public, surpris que ce jeune homme si croyant puisse se permettre de contester autant de balles déclarées « fautes », et, plus grave, qu'un juge-arbitre impressionné par cette vanité de star les lui rende.

A quatre jeux partout, l'un ou l'autre pouvait l'emporter, Roland Garros endormi commençant à s'en moquer. Le spectacle était de mauvaise qualité. Par la faute du plus fort, celui qui avait montré, tout au long de ce match, les plus beaux coups entre deux banalités. Chesnokov. Le Soviétique méritait des gifles à refuser dans la victoire. Et Chang d'aller au coin, pour s'être saisi de l'impuissance de l'autre. C'est la vie, c'est le tennis, mais, vendredi, on aurait dû lui dire qu'il est très laid de voler, comme il le fit, les billes de son petit camarade. A 7-5, au quatrième set, Chang entra donc, sans gloire et sans les félicités du stade, dans l'histoire de Roland-Garros.

PHILIPPE BOGGIO

## Les résultats du vendredi 9 juin

## SIMPLES MESSIEURS

Demi-finales

● Première moitié du tableau. - M. Chang (2-1, 15-13), Chesnokov (URSS), 6-1, 5-7, 7-6, 7-5.

● Deuxième moitié du tableau. - S. Edberg (Sué., n° 3) b. B. Becker (RFA, n° 2), 6-3, 6-4, 5-7, 3-6, 6-2.

## ENVIRONNEMENT

## Un an après la pollution de la Loire

## L'usine Protex ne tourne encore qu'à 60 % de sa capacité

Il y a un an, le 8 juin 1988, une explosion suivie d'un incendie dévasta l'un des trois bâtiments principaux de l'usine chimique Protex, à Anzoume-en-Touraine (Indre-et-Loire). L'eau utilisée par les pompiers pour éteindre l'incendie devait polluer la rivière attenante, la Brenne, et finalement la Loire, de sorte que 200 000 habitants de Tours et sa région pendant quatre jours. L'usine d'Anzoume, la plus grande du groupe Protex, devait rester fermée 85 jours. Il en a coûté 62 millions de francs à la firme, remboursés par l'assurance, et il en coûtera une cinquantaine d'autres millions pour indemniser sur les tiers.

## TOURS de notre correspondant

L'usine d'Anzoume est aujourd'hui isolée de la Brenne par une longue digue qui est de bassin de rétention en cas de malheur. Chaque atelier est isolé pour éviter tout risque de pollution. Tous les locaux sont désormais équipés de planchers et de cloisons pare-feu, ainsi que de détecteurs d'atmosphère pour les produits inflammables. Protex a renoncé à utiliser les produits les plus dangereux ou ceux dont l'emploi pouvait poser un problème en matière de pollution. Cinq cents fabrications sur huit cent ont été supprimées.

Si la préfecture confirme que le problème des rejets est résolu avec ces nouvelles installations, l'association locale de défense demande que Protex soit soumise à la direction des Services. La direction de l'usine répond que sa production échappe à cette réglementation, en raison de la nature des produits fabriqués et de leur faible quantité.

L'usine ne tourne aujourd'hui qu'à 60 % de sa capacité et n'emploie plus que cent vingt personnes. M. Robert Moore, le président directeur-général de Protex, espère que les effectifs remonteront à cent cinquante personnes l'an prochain. Il envisage une extension des fabrications d'ici à 1995.

ALEXIS BODDAERT.

## Communication

## En commandant un deuxième satellite de télévision

## Astra double sa mise

## LONDRES de notre correspondant

La fuite en avant : telle semble être la méthode adoptée par la Société européenne de satellites (SES), la compagnie luxembourgeoise qui diffuse les quatre chaînes de la « Télévision du ciel » de M. Rupert Murdoch, depuis février. Ces dernières, destinées essentiellement mais pas uniquement aux téléspéctateurs britanniques, ont beaucoup de mal à trouver leur public puisque jusqu'à présent seulement 93 000 antennes paraboliques nécessaires à leur réception ont été vendues au Royaume-Uni. Qu'à cela tienne, la SES a annoncé jeudi 8 juin simultanément à Londres et à Luxembourg, le lancement d'un second satellite en octobre 1990.

Astra 1A avait été mis en orbite géostationnaire au-dessus du Zaïre le 11 décembre 1988 par la fusée Ariane. Astra 1B devrait être placé sur une position très voisine. Dans les deux cas, il s'agit de balayer l'Europe du nord, de l'Espagne au Danemark. Le nombre de chaînes disponibles devrait ainsi doubler, passant de 16 à 32.

M. Marcus Bicknell, directeur commercial de la SES, s'est efforcé, jeudi à Londres, au cours d'une conférence de presse, de convaincre les journalistes spécialisés présents,

● Les actionnaires de TF 1 autoriseront une augmentation du capital. - L'assemblée générale des actionnaires de TF 1 a autorisé, le 8 juin, la chaîne à augmenter son capital de 100 millions de francs, et à émettre un emprunt dans la limite de 1 milliard de francs, si elle le désire. Le mandat de tous les administrateurs a été confirmé.

L'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société des rédacteurs du Monde se tiendra, le mardi 27 juin, à 15 heures, au 87, rue de Richelieu, 75002 Paris.

## Ordre du jour

- 1) Mouvements d'associés.
- 2) Résultats de l'exercice 1988.
- 3) Rapport d'activité du conseil d'administration.
- 4) Vote des résolutions.
- 5) Rapprochement du conseil d'administration.
- 6) Questions diverses.

Les analyses ont montré que la Brenne a retrouvé son état - méditerranéen - d'avant l'accident. Mais il faudra suivre l'évolution des sédiments du fond de la rivière. Protex a versé 100 000 F pour financer ce suivi. L'ensemble des travaux de mise en sécurité et de protection de l'environnement a coûté 4 millions de francs. Endommagé par l'accident, M. Moore a décidé de consacrer encore 1,5 million à la mise en conformité des autres usines du groupe (la Protel à Saint-Avoid (Moselle) ; l'unité de Noyans (Maine-et-Loire) ; l'usine de base à paraffines de Grasse (Alpes-Maritimes) et l'usine de Caroline du Nord, aux Etats-Unis).

Quant au procès pour délit de pollution, il n'aura lieu d'ici quelques mois. Les expertises sur les causes de l'accident et de la pollution locale de défense demandent que Protex soit soumise à la direction des Services. La direction de l'usine répond que sa production échappe à cette réglementation, en raison de la nature des produits fabriqués et de leur faible quantité.

Pour quatre faits de pollution antérieurs à l'accident, Protex a été condamné par le tribunal correctionnel de Tours à 60 000 F d'amende et 100 000 F de dommages et intérêts à la fédération de pêche - qui a fait appel en réclamant 400 000 F. Le délibéré sera connu le 30 juin.

ALEXIS BODDAERT.

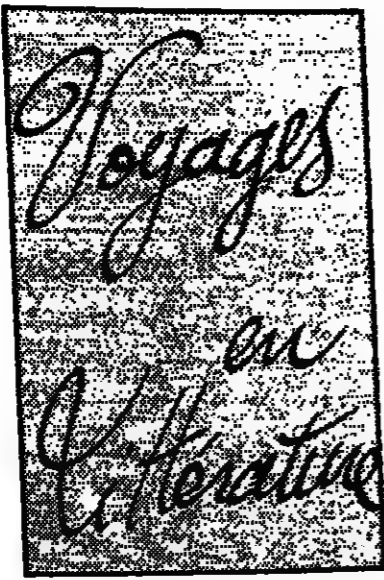
## Au Festival de Banff

## « Cinq Défis pour un président », une coproduction du « Monde » primée

La série documentaire « Cinq Défis pour un président », coproduite par deux sociétés canadiennes - les Productions du Sagittaire et Vis le Monde - en association avec le Monde, Radio-Canada et TF 1, a obtenu cette semaine l'un des deux prix spéciaux du jury du Festival international de Banff (Canada), l'un des plus prestigieux du monde anglo-saxon.

Cette série d'une durée de cinq heures traite des grands problèmes sociaux que doit affronter le président américain. Elle a été diffusée par Radio-Canada et diverses chaînes européennes à la veille des élections de novembre 1988 aux Etats-Unis.

Plus de cinq cents productions provenant de trente et un pays se disputent cette année les prix du Festival de Banff dans dix catégories.



# CONCOURS « VOYAGES EN LITTÉRATURE » BULLETIN-RÉPONSE



Aujourd'hui, fin de notre grand concours « Voyages en littérature ».  
A présent, pour participer, vous devez :

- Répondre aux 33 questions en :  
- cochant une (et une seule) réponse pour chaque question ;  
- inscrivant la réponse dans le cadre prévu à cet effet ;  
- remplissant la grille des mots croisés.
- Coller vos 17 vignettes de participation dans l'emplacement réservé.
- Découper votre bulletin-réponse et l'expédier avant le 13 juillet 1989 minuit (le cachet de la poste faisant foi) à :  
**CONCOURS « VOYAGES EN LITTÉRATURE »**  
BP n° 4 - 93261 LES LILAS CEDEX



## Question 1 :

Il arrive que les romans débutent par une date.  
A quel début de roman appartient la date que voici ?  
« Le 15 septembre 1840, vers 6 heures du matin ».

## Question 2 :

Le mot de la fin éclaire souvent toute la pièce.  
A quelle œuvre dramatique appartient cette réplique finale ?  
« Allons-y »

## Question 3 :

Les œuvres de fiction (roman, théâtre...) font souvent une large place à des personnages qui ont réellement existé. Parfois même le titre de l'œuvre est tout simplement le nom d'une personnalité historique ou d'un homme célèbre...  
C'est le cas des trois œuvres dont les indications ci-dessous doivent vous permettre de retrouver les titres.  
A vous de jouer.

- a - Bien qu'un peu fou et fort cruel, il a intéressé conjointement Dumas et Nerval, mais aussi Romain Rolland et Albert Camus.

- b - Il est mort bien jeune mais connaît une gloire posthume en 1835.

- c - Richelieu élimina ce complot, mais l'amoureux d'Eva lui a donné, bien plus tard, une résurrection.

## Question 4 :

- Prosper le voit en noir.
- Le père d'Ubu le promène.
- Une agréable guérison, pour un malade qui ne fut pas imaginaire.

Les titres des trois œuvres évoquées par ces indications ont un mot en commun. Lequel ?

- ☐ L'amour ☐ Le souvenir  
☐ L'avenir ☐ Le voyage  
☐ Le livre

## Question 5 :

La Comédie humaine fait place à bien des personnes qui ont réellement existé. Parmi ces personnages réels, on trouve des écrivains.

Nous vous invitons à en retrouver deux, à l'aide de ces indications :

- a - Dans le roman qui lui est dédié, Balzac le nomme « l'enfant sublime ».

- b - Aux yeux de Balzac, c'est « l'illustre écrivain » qui a « le goût oriental » de fumer le narghilé.

## Question 6 :

Nombreux sont les romans de Balzac dont les premiers mots sont une indication chronologique. Voici deux de ces datations.

- a - « Au commencement du mois d'avril 1813. »

- b - « Au commencement de l'automne de l'année 1826. »

## Question 7 :

Retrouvez à quelles fables appartiennent ces vers connus de La Fontaine.

- a - Il se faut entraider, c'est la loi de nature.

- b - Ventre affamé n'a point d'oreilles.

## Question 8 :

Les poètes aiment les animaux et n'hésitent pas à se comparer à eux : pensons au « pélican » de Musset, à l'« albatros » de Baudelaire.

Mais à qui doit-on ce vers ?  
« Bonsoir. Ce crapaud-là, c'est moi. »

- ☐ Apollinaire ☐ Nouveau  
☐ Corbière ☐ Prudhomme  
☐ Cros

## Question 9 :

Savez-vous qui fit graver sur sa tombe l'épigramme que voici ?

« Passant, ne fais pas de bruit,  
Garde que ton pas ne l'éveille  
Car voici la première nuit  
Que le pauvre XXX sommeille. »

- ☐ Boileau ☐ Rotrou  
☐ Musset ☐ Scarron  
☐ Regnard

## Question 10 :

Savez-vous quel écrivain est enterré dans les endroits que voici ?

- a - Prieuré de Saint-Côme, La Riche.

- b - Samoreau.

- c - Brèves.

## Question 11 :

Molière a une prédilection pour certains prénoms féminins qu'il attribue à des personnages différents dans plusieurs pièces.  
A l'aide de cette indication, dites de quel prénom il s'agit :  
Se marie à un barbon de cinquante-trois ans pour se « donner du divertissement » ; ou une marquise au regard qui tue.

- ☐ Angélique ☐ Marianne  
☐ Dorimène ☐ Martine  
☐ Elise

## Question 12 :

On retrouve, chez des auteurs de théâtre très différents, des personnages qui portent le même nom sans avoir pour autant le même rôle ou le même caractère. Nous vous donnons des informations pour que vous retrouviez quelques-uns de ces homonymes théâtraux.

- a - Chez Corneille, c'est une intrigante marâtre qui ourdit en faveur de son fils ; chez Molière, c'est une perfide coquette.

- b - Hésite entre l'imprécation au dix-septième siècle et la badinerie au dix-neuvième siècle.

## Question 13 :

La célébrité d'un auteur ne s'étend pas toujours à l'ensemble de son œuvre.  
Trouvez les deux écrivains à qui l'on doit ces ouvrages :

- a - Histoire de la roulette.

- b - La Voiture embourbée.

## Question 14 :

Tout le monde sait bien que les écrivains sont plus ou moins narcissiques.  
A vous de dire à quel auteur appartient la citation autobiographique que voici :

« Qu'aucun amateur de scandale ne se réjouisse, je n'écris pas pour lui... »

- ☐ Rousseau ☐ Stendhal  
☐ Sand ☐ Tristan l'Hermite  
☐ Sartre

## Question 15 :

Certains prénoms de jeunes filles se retrouvent en des œuvres d'auteurs très différents.  
Pouvez-vous retrouver ces prénoms, communs à des œuvres distinctes, grâce aux indications que voici ?

- a - Une diabolique qui vous serre la main sous la table, ou une jolie brune aux yeux verts, qui ment et disparaît...

- b - On la quitte malgré soi ; ou elle préfère son jardin au musée de son père...

## Question 16 :

Nombreuses sont les œuvres dont le titre est le prénom du héros principal (on dit du héros « éponyme »).

Nous vous proposons d'en retrouver un parmi les cinq que voici grâce à cette indication :  
Son regard fait tomber l'enseigne...

- ☐ Aurélie ☐ Esther  
☐ Aziyadé ☐ Justine  
☐ Colomba

## Question 17 :

Nombreux sont les titres qui contiennent un chiffre dans leur intitulé, comme les Trois Mousquetaires. Grâce aux indications que voici, retrouvez deux chiffres qui figurent dans les titres de deux romans.

- a - Dans les airs le temps de congés payés.

- b - Quelques mois chez les invertis.

	Titre a	Titre b
quatre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
cinq	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
sept	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
trente et un	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
quatre-vingt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
quatre-vingt-treize	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
cent vingt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
onze mille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
trente millions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## Question 18 :

Le souverain écrit : « P A 6 »  
6 heures 100

L'écrivain répond : « G a »

Qui sont-ils ?

- ☐ Catherine II et Diderot ☐ Frédéric II de Prusse et Voltaire.  
☐ Charles X et Chateaubriand ☐ Marguerite de Navarre et Marot.  
☐ Christine de Suède et Descartes.

## Question 19 :

La capitale a souvent été la cible des écrivains. Rendez la citation ci-dessous à son auteur.

« C'est peut-être la ville du monde où les fortunes sont les plus inégales, et où règnent à la fois la plus somptueuse opulence et la plus déplorable misère. »

- ☐ Balzac ☐ Rousseau  
☐ Boileau ☐ Voltaire  
☐ Restif de la Bretonne

## Question 20 :

Certains auteurs ont immortalisé leur lieu de résidence.

Quels sont les deux écrivains qui habitèrent :

- a - Saint-Etienne-le-Molard, Boën-sur-Lignon.

- b - Château de Coppet.

## Question 21 :

Certains auteurs avaient donné à leurs œuvres, avant qu'elles ne soient publiées sous leur titre définitif, un autre titre.

Quelles œuvres se cachent sous les titres que voici :

- a - Le Télégraphe.

- b - Les Intermittences du cœur.

- c - Mélancholia.

## Question 22 :

Certains titres d'ouvrages sont en latin : saurez-vous retrouver celui-ci parmi les cinq titres suivants :

Cette publication fit condamner à mort son imprimeur, mais l'auteur, par bonne aventure, s'en tira...

- ☐ Amori et dolori sacrum ☐ Mœsta et Errabunda  
☐ Cymbalum mundi ☐ Mugitusque boum  
☐ Et nunc manet in te

## Question 23 :

A qui doit-on cette citation lascive ?

« Quand tu me vois baisser tes bras  
Que tu poses nus sur tes draps... »

- ☐ Du Bellay ☐ Louise Labé.  
☐ Chénier ☐ La Fontaine.  
☐ De Vau.

## Question 24 :

Nombreux sont les textes dédiés à des voix célèbres. A qui doit-on ces vers ?

« Je célèbre la voix mêlée de couleur grise  
Qui hésite aux lointains du chant qui s'est perdu ».

- ☐ Bonnefoy à la voix de Kathleen Ferrier ☐ Musset à la voix de la Malibran  
☐ Cocteau à la voix de Joséphine Baker ☐ Rostand à la voix de Sarah Bernhardt  
☐ Diderot à la voix de la Clairon

(Suite au verso.)

ملکة أمه الأصل

Question 25 :

Quel auteur a placé cette épigraphe en tête de l'une de ses œuvres ?

« Je te loue, O mon Dieu ! de ce que tu m'as fait créature si admirable. »

Psaume CXXXIX, 14.

- ☐ Chateaubriand ☐ Péguy  
☐ Claudel ☐ Sénancour  
☐ Gide

Question 26 :

Mi-provocation, mi-conviction, le blasphème fait un peu partie de la tradition gauloise.

A vous d'identifier les coupables !

a - « Le Christ a dit qu'il était venu pour séparer l'époux de la femme, la mère de ses enfants, le frère de la sœur, l'ami de l'ami ; et sa prédication ne s'est que trop fidèlement accomplie. »

b - « Le salaud ! Il n'existe pas ! »

Question 27 :

Notre littérature est assez riche en auteurs féminins, parmi lesquels se détachent quelques personnalités exceptionnelles, telles Louise Labé, M<sup>me</sup> de Sévigné, M<sup>me</sup> de La Fayette, M<sup>me</sup> de Staël, ou, plus près de nous, Colette, N. Sarraute, S. de Beauvoir ou les Marguerite (Duras et Yourcenar)...

« La femme, durée infinie, Réveuse d'éternels matins, Dans la puissance de l'instinct, Veut créer. »

A qui doit-on ces vers ?

- ☐ L. Collet ☐ Ch. de Pisan  
☐ M. Desbordes-Valmore ☐ M. de Scudéry  
☐ A. de Noailles

Question 28 :

Nous vous donnons quelques indications pour vous aider à identifier trois femmes qui ont écrit.

A vous de les trouver.

a - L'évêque de Châlons-sur-Marne chanta ses louanges, mais un autre homme d'Eglise, plus austère, l'insulta.

b - Petite-fille du graveur Callot, elle parlait avec Panpan de Minette.

c - Son petit-fils - sans écrire - célébra notamment Hina...

Question 29 :

Qui est l'auteur de cette étrange maxime ?

« Tout homme porte sur l'épaule gauche un singe et sur l'épaule droite un perroquet. »

- ☐ T. Bernard ☐ J. Prévert  
☐ J. Cocteau ☐ J. Renard  
☐ G. Flaubert

Question 30 :

Certains auteurs s'appliquent à la description d'objets familiers. Dans un texte intitulé l'Homme et la coquille, on peut lire notamment :

« Je m'essaie d'abord à décrire cette chose. Elle me suggère le mouvement que nous faisons quand nous faisons un cornet de papier. »

Quel en est l'auteur ?

Question 31 :

Quels sont les noms de plume de

a - Philippe Huc.

b - Frédéric-Louis Sauser.

Question 32 :

Nous connaissons tous certains vers dont nous serions bien en peine de citer avec précision l'origine et même l'auteur.

A qui doit-on ceux-ci ?

a - « Mon âme a son secret, ma vie a son mystère... »

b - « Je suis venu trop tard dans un monde trop vieux. »

c - « Le coup passa si près que le chapeau tomba. »

Question 33 :

Les principaux mots utilisés dans ces mots croisés sont empruntés à Proust. A vous de compléter la grille.



Horizontalement :

1. Diplomate. - 2. Swann n'en était pas jaloux. - 3. Tels les hivers de ce « Cygne » qui devient le nom d'un yacht pour Albertine. - 4. Actrice « gomorrhéenne » / C'est pareil. - 5. Odette en donne trop (abréviation) / l'homme-Dangin pouvait ne porter qu'une d'elles. - 6. Les vacances de Combray / Couleur d'un tintement ovale.

Verticalement :

B. Un Catalan pour des Russes. - C. Son père est président d'un syndicat peu révolutionnaire. - D. Des débus rhénans. - E. Au nom « compact, lisse, mauve et doux ». - F. Départ pour l'Orient / Baiguade à Turin. - G. Précède Combray. - H. Sa reine est amie de M<sup>me</sup> de Villeparisis. - I. Proust n'a heureusement pas connu ces initiales / Avant Marx, vêtu en juif.

Question subsidiaire :

Rédigez un court texte (maximum 800 lettres, signes ou espaces) répondant au titre de « Révolution ! »

Vous devez respecter les deux contraintes suivantes :

- Ne pas utiliser la lettre « D » ou « d » dans tout votre texte.

- Utiliser impérativement dans votre texte les six mots suivants tels qu'ils sont orthographiés et dans cet ordre :

- perroquet
- offusquer
- myope
- nièce
- énormité
- provoqué

Pour répondre, vous devez impérativement utiliser la grille de 800 cases prévue à cet effet en observant les règles suivantes :

- N'écrire qu'une seule lettre, signe ou espace par case.

- Chaque mot devra être séparé du suivant par un espace (case blanche).

- Les signes tels que traits d'union, apostrophes, points, virgules, points de suspension, points d'exclamation, etc., doivent figurer seuls dans une case.

- « œ » et « æ » liés sont considérés comme un seul signe (une seule case).

- Lorsqu'un mot doit être coupé en fin de ligne, il n'est pas nécessaire de le faire à la syllabe ou de mettre un trait d'union.

- Tous les mots utilisés dans votre texte doivent figurer au Dictionnaire de notre temps Hachette (éditions millésimées 1989 et 1990).

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
TÉL. \_\_\_\_\_

APRÈS AVOIR REMPLI VOTRE BULLETIN-RÉPONSE, EXPÉDIEZ-LE AVANT LE 13 JUILLET 1989 A MINUIT (le cachet de la poste faisant foi) :

CONCOURS  
« VOYAGES EN LITTÉRATURE »  
BP n° 4 - 93281 LES ULIS CEDEX.

Collez ici vos vignettes de participation

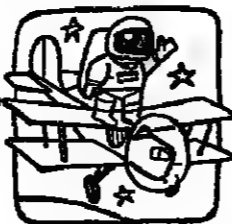
Si certaines vignettes vous manquent, vous pouvez vous les procurer en commandant le numéro correspondant du quotidien. Commande et règlement à adresser : Le Monde, Vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Collez ici votre vignette n° 1	Collez ici votre vignette n° 2	Collez ici votre vignette n° 3
Collez ici votre vignette n° 4	Collez ici votre vignette n° 5	Collez ici votre vignette n° 6
Collez ici votre vignette n° 7	Collez ici votre vignette n° 8	Collez ici votre vignette n° 9
Collez ici votre vignette n° 10	Collez ici votre vignette n° 11	Collez ici votre vignette n° 12
Collez ici votre vignette n° 13	Collez ici votre vignette n° 14	Collez ici votre vignette n° 15
Collez ici votre vignette n° 16	Collez ici votre vignette n° 17	

Les extraits du règlement du concours ont été publiés dans le Monde du 20 mai (daté 21-22) et du 27 mai 1989 (daté 28-29.)



## Aéronautique

Le 38<sup>e</sup> Salon du Bourget

## Des Soviétiques commercialement agressifs malgré l'accident du Mig-29

Même après l'accident de leur Mig-29, qui pourrait n'être qu'une péripétie dans la carrière commerciale de cet avion selon les appréciations de constructeurs français, les Soviétiques continuent leur « forcing » auprès des professionnels qui visitent l'accueil aéronautique du Bourget. Un « forcing » digne d'un vendeur américain, tout sourire à l'égard de ceux qui, de près ou de loin, pourraient faire penser qu'ils sont des clients potentiels.

La glasnost (c'est-à-dire la transparence) et la perestroïka (c'est-à-dire la restructuration économique) de M. Mikhaïl Gorbatchev inspirent, de toute évidence, les industriels occidentaux de l'aéronautique et, avec eux, ceux de l'armement adaptés aux avions ou aux hélicoptères présentés au sol ou en vol à cette exposition. Car, pour la première fois, les Soviétiques sont venus en force au Bourget : pas moins d'une dizaine d'appareils groupés autour de l'avion à six réacteurs, l'Antonov-225, le plus lourd du monde (600 tonnes), accouplé à la navette Bourane, qui est l'attraction du salon.

Mais, surtout, pour la première fois, l'Union soviétique présente plus de matériels militaires que d'avions civils, contrairement à son habitude qui la distinguait traditionnellement de l'attitude des États-Unis. Chacune des « vedettes » de l'exposition soviétique, qu'il s'agisse de l'intercepteur Soukhoï SU-27, de l'avion d'attaque au sol Soukhoï SU-26, ou qu'il se soit agi de l'avion de supériorité aérienne Mikoyan Mig-29 avant son accident, est même présentée dans des deux versions, monoplace et biplace. L'hélicoptère d'assaut MI-28, qui a servi en Afghanistan, est exposé au sol avec toutes ses armes.

## Une taille impressionnante

Le sentiment général des professionnels occidentaux tient en quelques mots : les matériels présentés sont plus puissants, sinon plus avancés technologiquement, qu'on ne l'imaginait et les performances, éprouvées en vol, comme en témoignent par exemple la démonstration du SU-27, peuvent être qualifiées de très opérationnelles.

Un jugement de technicien en fait foi. Lors de leur mise en place au Bourget, avant que le Salon ne s'ouvre, les SU-27 ont été accompagnés, dans le ciel de France, par des avions de l'escadron Normandie-Niemen basés à Reims et héritiers des traditions de cette unité franco-soviétique forgée durant la dernière guerre mondiale. Les pilotes français se sont déclarés impressionnés par la taille des appareils soviétiques. « Cette taille, l'usage d'un d'eux, permet l'emploi d'une électronique complète, d'un armement important et d'une réserve de carburant nécessaire pour aller frapper

## Malgré la concurrence américaine

## Euphorie chez Arianespace

« Compte tenu de la pénurie actuelle de lanceurs dans le monde, plusieurs systèmes de télécommunications spatiales dépendent d'Ariane pour survivre, notamment aux États-Unis et au Japon. Nous avons pu tenir nos engagements et démontrer à cette occasion la réalité des capacités industrielles et opérationnelles de l'Europe spatiale », a expliqué, vendredi 9 juin au Bourget, M. Frédéric d'Allest, président-directeur général d'Arianespace, en ne cachant pas sa satisfaction.

Il y a de quoi : treize satellites lancés consécutivement avec succès en 1988 et six depuis le 1<sup>er</sup> janvier. « Une performance jamais atteinte par un autre lanceur au monde », selon M. d'Allest. Elle a permis à Arianespace de réaliser un chiffre d'affaires de 3 671 millions de francs en 1988, pour un bénéfice net de 127,4 millions. Les actionnaires — quelques banques et les industriels européens fournisseurs d'Arianespace — se verront distribuer un dividende de 6 %.

Ariane 4, la nouvelle version de la fusée européenne, est entrée en service sans problème : quatre exemplaires ont été tirés depuis juin 1988, dont un AR 44-L, le modèle le plus puissant, le 5 juin dernier. « Nous avons indiscutablement entre les mains un outil extrêmement efficace et compétitif, un lanceur modulaire très simple d'emploi », a déclaré M. d'Allest. Une souplesse qui, par exemple, a permis de satisfaire une demande de la société de télévision japonaise NHK, qui souhaitait voir son satellite lancé deux mois après la signature du contrat.

L'autosatisfaction affichée n'empêche pas cependant les respon-

lons, très en profondeur à l'intérieur du territoire de l'adversaire éventuel.

De l'aveu même d'un officier général français de haut rang, les Soviétiques peuvent sans peine, dans ces conditions, proposer, lors des négociations de Vienne sur le désarmement, d'éloigner leurs avions de combat de la ligne des contacts Est-Ouest en Europe si leurs performances sont devenues telles, aujourd'hui, qu'ils s'affranchissent de ce handicap géographique apparent.

Mais ce point de vue du technicien militaire n'est pas le seul à prendre en considération. Les industriels occidentaux, aussi, examinent de près cette menace soviétique en termes de compétition commerciale internationale.

Dans les vingt années prochaines, il existerait un marché militaire à remplacer, qui est évalué six mille cinq cents avions de combat d'origine occidentale (hors États-Unis et Europe) et à quatre mille appareils de construction soviétique (hors pays du pacte de Varsovie). Ce marché potentiel de dix mille avions de combat attire naturellement toutes les convoitises et le Salon du Bourget tendrait à montrer que les Soviétiques n'entendent pas seulement maintenir leur part, mais qu'ils souhaitent aussi l'accroître au détriment des fournisseurs occidentaux.

Ainsi, déjà, au Chili, au Pérou, au Koweït, en Algérie, au Nigeria et en Inde, les Soviétiques sont présents et leur vigueur se fait durablement sentir. En Irak, encore, dont l'armée de l'air est composée pour un tiers d'avions français et pour les deux tiers restants d'appareils soviétiques, la bataille commerciale avec la France fait rage.

Si l'on en croit un négociateur français, l'Union soviétique n'hésite pas à pratiquer des coûts à la tête du client, au sein d'une gamme des prix qui peut étonner. Par exemple, le même Mig-29 peut être proposé à 10 millions de dollars à un client et à 40 millions de dollars à un second. Un rapport de 1 à 4. Ce qui peut se pratiquer aussi en Occident, mais dans des circonstances bien spéciales, lorsque le gouvernement du pays fournisseur ne tient pas à conclure pour des raisons politiques. D'autre part, les Soviétiques se sont mis au trot, à l'image de ces accords auxquels en sont venus certains États occidentaux pour feindre d'équilibrer les échanges.

Cette volonté commerciale n'a aucune raison de faiblir avec le temps. De leur propre aveu, les Soviétiques consacrent environ 20 % (soit 15,3 milliards de roubles) de leur budget militaire annuel aux dépenses de recherche et développement de nouveaux matériels. Autant dire que leur technologie continuera d'être offerte aux chalandes.

JACQUES IENARD.

La commémoration du bicentenaire de la Révolution entre dans sa phase intensive et culminera le 14 juillet à Paris. Tout n'est pas lumineux, mais l'heure de la fête a sonné.

Le microcosme médiatique parisien n'en finit pas de maugréer... Il est de bon ton, à Paris, depuis le début de l'année, de faire la moue sur la commémoration de 1789. Faute d'un événement à la hauteur de la planète, comme ce fut le cas voilà un siècle, le reste n'aurait pas d'intérêt.

Première idée à la mode : le Bicentenaire n'intéresse personne. Faux. Trois cent mille spectateurs ont assisté le 4 mai à Versailles à la reconstitution du défilé des États généraux. En province, des milliers de manifestations, grandes et petites, sont organisées autour des thèmes révolutionnaires, et la presse régionale en rend compte à longueur de colonnes. Le Monde de la Révolution française, publié chaque mois par notre journal avec les comités Libéré égalité fraternité (1), est diffusé à plus de 70 000 exemplaires (dont 32 000 abonnés). Le Bicentenaire pénètre aussi dans le monde du travail par l'intermédiaire des comités d'entreprise. Réflexion d'un cadre parisien après une animation suivie d'un débat, regroupant le tiers des salariés de sa PME : « J'ai eu comme cela ma part de commémoration et, au fond de moi, j'en suis très content. » A la Mission du Bicentenaire, on a « plutôt le sentiment d'une montée en puissance » de la célébration.

Deuxième affirmation : le commerce « spécial Bicentenaire » ne marche pas. A la suite d'une lettre du PDG de Waterman, accusant la Mission de n'avoir pas suffisamment promu le « label » (les trois oiseaux dessinés par Folon), la rumeur va bon train. Il est évidemment trop tôt pour faire un bilan et les comptes seront sans doute très différents selon les produits « labellisés » (le Monde du 20 mai). En tout cas, le bleu-blanc-rouge et les cocardes ne sont pas encore au rencart : les boutiques en regorgent, les grands magasins font des opérations spéciales et les commerçants des marchés, ici et là, se déguisent pour attirer le chaland... On peut toutefois s'interroger : s'il est normal que la commémoration ait des « retombées » commerciales, est-ce vraiment le but à atteindre ?

## Des projets avortés

Troisième sentiment en vogue : c'est minable ! Bien sûr, cette commémoration « éclatée » n'a pas la tonalité d'une immense fête nationale et internationale, comme cela aurait été le cas si le projet d'exposition universelle n'avait pas capoté. Et le point de ralliement parisien du Bicentenaire, « Tuilleries 89 » (géré par la Caisse des dépôts et consignations), n'est décidément pas à la hauteur : les évocations de la période révolutionnaire, à travers film de synthèse, spectacle d'andrioles et exposition (le Monde des 25 mars et 11 mai) déçoivent beaucoup de visiteurs, qui se rattrapent difficilement avec les animations et concerts de plein air. Jusqu'à présent, on ne s'est pas beaucoup intéressé à l'entrée et les organisateurs

La révolution dans le Hainaut. — La ville de Valenciennes et le Cercle archéologique et historique organisent, les 10 et 11 juin, à la salle Saint-Nicolas, un colloque sur le thème « La révolution dans le Hainaut ».

\* Mairie de Valenciennes, place d'Armes, 59006 Nord.

## Bicentenaire

## Ombres et lumières

ont rapidement baissé les prix : 35 F seulement tout compris (au lieu de 50 F et même 65 F après 18 heures)...

Mais mille autres occasions sont données à Paris et en province, avec des spectacles, des expositions, des concerts, des lieux à découvrir, des festivités, des colloques. L'initiative privée ou associative, celle des collectivités locales, ont rivalisé d'innovation et parfois d'audace. On trouve de tout, des réalisations remarquables, et d'autres plus médiocres. Et, souvent, une réelle implication des « citoyens ».

## A l'étranger

Cette dispersion a eu un inconvénient : l'argent a parfois manqué pour des projets ambitieux et intéressants. Ainsi celui de M. Philippe Villamitjana, qui prévoyait de rassembler, le 25 août, à Paris, les plus grands carnavaux du monde. Le ministre de la culture a renoncé à recourir au Palais-Royal la place de l'époque. Une association amoncelait, avec le soutien de la Mission, cinquante fanfares des États-Unis d'Amérique le 8 juillet à Paris : elles seront dix fois moins nombreuses. Dernière déconvenue en date : le grand concert de jeunes prévu le 26 août près de Montpellier ne sera pas organisé, les conditions de sécurité n'étant pas suffisantes pour ce week-end de retour de vacances. La Mission a décidé de concentrer ses forces pour « réussir » la manifestation prévue ce jour-là à la Grande Arche. Défense autour de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Une des raisons de ces insuccès : le mécénat n'a pas fonctionné comme on le souhaitait. Et comme les pouvoirs publics, nationaux ou régionaux, ont tenu à rester dans les limites fixées, il a fallu faire des coupes. Le programme initial s'est donc allégé de quelques grands projets. Mais il s'est aussi étoffé au fil des mois, surtout en province. La période critique de juillet-août ne

compte pas moins de 1 300 manifestations répertoriées.

Car l'heure de la fête sonne ! Après s'être longuement demandé ce qu'on allait commémorer — 89 ? 92 ? 93 ? « Bloc » — ou pas bloc ? — le temps du consensus arrive. Juillet-août, c'est la Révolution pour tous, les droits de l'homme, la souveraineté populaire, le pluralisme dans les idées nouvelles. Après la grande fête de la tour Eiffel, le 17 juin (organisée par la ville de Paris), l'attention va se focaliser, début juillet, sur la capitale, où les embarras et l'engorgement devraient normalement culminer pour la fête nationale.

Bien des Parisiens qui prennent leurs vacances en juillet les ont, cette année, retardés. Des provinciaux annoncent qu'ils vont « monter » sur la capitale. Quant aux touristes étrangers, on ne sait plus où les loger (le Monde du 30 mai et du 2 juin). Hors des frontières, l'engouement est réel.

Des centaines de colloques, des milliers de publications, des manifestations culturelles de toutes sortes sont organisées (le Monde du 19 mai). Mais aussi, on s'apprête à investir l'Hexagone. Pour M. Xavier Béguin Billecoq, responsable du patrimoine à la Maison de la France (notre représentation touristique à l'étranger), « le Bicentenaire s'exporte très bien et fonctionne comme un produit d'appel pour le tourisme en général ». « L'effet Bicentenaire » — pour lequel la Maison de France a dépensé 19 millions de francs de promotion, sans compter les actions de nos ambassades et consulats — est déjà allé à 15 % de visiteurs supplémentaires, soit au moins 5 millions de personnes. Aux États-Unis, l'American Express enregistre une augmentation de 60 % des voyages pour la France, Air France 35 %, les Reais et Châteaux 78 %.

Nous sommes aux antipodes des grincements parisiens. Mais que vient-

on chercher en France, cette année précisément ? Des stylos estampillés ? Des foulards aux trois couleurs ? L'essentiel est ailleurs. Sans doute dans cet effort de la pensée, soutenu par les rencontres et les publications scientifiques, qui permet de mettre en parallèle notre passé révolutionnaire et le présent des droits de l'homme. L'accroché international — Chine, URSS, Pologne, Iran, Israël, Argentine, etc. — donne à la commémoration une résonance décapante. La Révolution française est souvent ressentie comme un patrimoine universel, le début d'une ère nouvelle. Le Bicentenaire prend toute sa signification sur la place Tiananmen et à la Diète de Varsovie. Ni en 1889 ni en 1939 la commémoration n'avait donné cette place centrale aux droits de l'homme (2).

Cet écho en profondeur laissera des traces et la nouvelle fondation de M. Claude Cheysson, logée à la Grande Arche, superbe monument du Bicentenaire, pourra en signifier l'émergence. Prendre conscience de cette universalité, oublier un peu les querelles franco-françaises pour recréer un « imaginaire pan-européen », selon l'expression de M. Pierre Esquerre (professeur de linguistique et conseiller de M. Rocard à Matignon) à partir de l'héritage de 1789, c'est cela sans doute la principale vertu du Bicentenaire.

YVES AGNÈS.

(1) CLEF 89, voir le Monde du 27 mai.

(2) Témoin encore de cet état d'esprit, la participation d'Édouard de Launay à un concours organisé par les ministères des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie, Radio-France internationale, le Monde, la revue les Français dans le monde et le centre Georges-Pompidou. Les travaux envoyés par les classes (cassettes audio et vidéo, documents écrits, réalisations plastiques...) font une large place aux droits de l'homme.

## « L'Innocentement », de Claude Confortès

## L'erreur judiciaire mise en scène

Jean-Claude Vinet est un bon jeune homme, travailleur méritant et amoureux d'une jolie jeune fille, Marie. A l'heure du village tranquille, se mêlant peu aux autres, ils s'aiment. Jusqu'à cette nuit où, dans le voisinage, au coin d'un bois, un homme est tué. Jean-Claude et Marie jouent leurs mains, esquissent un baiser au-dessus d'une table de jardin lorsque les gendarmes, brutalement, interrompent les roucoulements. Accusé, malmené, inculpé, écroué, jugé, Jean-Claude Vinet, le jeune homme sage, sans comprendre ce qui lui arrive, est devenu un coupable.

C'est une pièce de théâtre écrite et montée par Claude Confortès, jouée à Issoudun (Indre) avant de l'être à Paris au Théâtre des Bouffes du Nord (1). Coproduit par le ministère de la culture, porteur du « label officiel » de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française, paré d'un titre de la Ligue des droits de l'homme, le spectacle L'Innocentement voudrait être un « couac » dans la célébration béate des principes triomphants de la Révolution française. Son propos, en tout cas, est de déranger. L'Innocentement est dédié à sept personnes déclarées innocentes par la justice ou qui ont toujours protesté de leur innocence : de l'affaire Calas à l'affaire Dreyfus,

et, mieux, l'indignation. Mais les ficelles sont si grosses, la caricature si appuyée, les bons sentiments si étalés que la démonstration capote. Le charme de l'Innocent — joué par Alain Cohen, qui a bien grandi depuis le Vieil Homme et l'Enfant, où Claude Berri fit de lui, petit garçon, le compagnon de Michel Simon, ne suffit pas à convaincre.

Claude Confortès a, certes, patiemment, adroitement, démonté le mécanisme de l'erreur judiciaire. Mais à fortifier le trait, celui qui mit en scène, d'après Reiser, le Roi des cors, Vive les femmes, Paulette, le copain de la bande de Charlie Hebdo, tourne le dos à son propos. Pour dénoncer les travers d'une justice qui se contenterait de se nourrir d'elle-même et d'innocents impuissants, la tendresse et la chaleur, hélas, ne suffisent pas. Conçu comme une démonstration implacable, le spectacle, qui supporterait sans peine un rythme plus rapide, est tout empreint d'une générosité patétiquement d'où la subversion fait désespérément défaut.

AGATHE LOGEANT.

(1) Du 3 au 22 juillet, Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle 75010 Paris.

## Une initiative du département du Nord

## En mémoire d'un éléphant

L'éléphant de la Bastille est né un beau jour de 1808 dans l'imaginaire de Napoléon. L'empereur ordonna le 26 octobre de la même année que soit élevée sur les lieux de l'ancienne forteresse « une fontaine sous la forme d'un éléphant en bronze fondue avec les canons pris sur les Espagnols. Cet éléphant sera chargé d'une tour telle que s'en réservent les anciens ».

La première pierre fut posée le 2 décembre, jour anniversaire du sacre et d'Austerlitz, et de l'arrivée à Paris des eaux de l'Ouroz. La charpente de bois et de plâtre fut inaugurée sur la place en 1813. Mais le projet s'arrêta à ce stade : l'Empire, et l'éléphant ne reçut jamais son habit de métal. Dès lors, la maquette monstrueuse, attaquée par les rats et les intempéries, attendit patiemment son heure, dérangée seulement par les Trois Glorieuses et par quelques velléités de restauration...

Les dernières nouvelles nous furent données par Victor Hugo, fasciné par « ce cadavre grandiose d'une idée de Napoléon », dont il fit dans les Misérables un refuge

pour Gavroche. Personne ne connaît la date de sa disparition. Tous le croient à jamais enfoui dans la mémoire de quelques poubelles nostalgiques, gardiens jaloux de l'histoire de leur cité. Tous ? Non ! Un siècle plus tard, un irréductible trio d'architectes franco-belges, Marie-Dominique Charton, Patrick Nèrinx et Jean-Charles Huet, a l'idée saugrenue de ressusciter ce fantôme de notre patrimoine. Il s'agissait de reconstruire en creux un modèle de l'éléphant pour en faire un lieu d'animation itinérant pour enfants, autour des grands thèmes de la Révolution française.

## Un bébé escambrant

L'aventure séduit le conseil général du Nord, qui, de son côté, devant lui aussi faire acte de commémoration, recherche une idée originale, pédagogique sans être kitsch, pour s'adresser aux jeunes générations. Le dossier reçoit l'aval de la Mission et le label est donné à la béta.

Sur les plans fournis par les architectes est d'abord sculptée une maquette de l'animal au cinquième. Puis, grâce aux ingénieurs procédés de l'entreprise Haligon, le charmant éléphant se transforme en un gigantesque pachyderme en polystyrène expansé, que l'on recouvre de verre et de résine. Le peu ainsi obtenu est enfin posé sur une charpente métallique conçue par ordinateur.

Après neuf mois de gestation, les architectes peuvent contempler leur gros jouet. Le conseil général, tout étonné d'avoir eu tant d'audace, hérite d'un bébé un peu encombrant (13 tonnes, 10 mètres de haut).

Tout le problème consistait alors à transformer un gag monstrueux en un objet de communication, pour répondre aux mauvais esprits qui n'allaient pas manquer d'émettre des réserves : pourquoi dans le Nord, avoir choisi de fêter les droits de l'homme avec un éléphant militaire imaginé par un empereur pour orner une place de Paris ? Le tout pour 7 millions de francs ?

Mais foin de polémique ! Suivons plutôt l'itinéraire du futur visiteur de cet « éléphant de la mémoire ». L'entrée est gratuite. Après s'être promené sous le pachyderme, l'enfant emprunte un escalier hélicoïdal et arrive devant une porte qui s'ouvre comme par magie. L'atmosphère onirique à l'intérieur du ventre est rendue par de savants jeux de lumière. Le décor commence alors pour six minutes : c'est un dialogue entre Gavroche, l'éléphant (qui se souvient) et deux enfants.

Une initiation au voyage sur le thème des libertés, conquises et à conquérir, chez nous et dans le monde. En complément, et pour « générer » la file d'attente, une exposition présentera, sous quatre tentes disposées autour de l'éléphant, les acquis de la Révolution à travers l'exemple du Nord.

Après Lille, l'éléphant promènera sa grande carcasse de ville en ville, pendant deux ans. Il est prévu qu'il soit à Paris au mois d'août.

LAURENT RIERA.



## Spectacles

## cinéma

## La Cinéma-thèque

## PALAIS DE CHAILLOT

SAMEDI

On murmure dans la ville (1951, v.o. s.l.f.), de J. L. Mankiewicz, 15 h 15 ; Les Anges du boulevard (1937, v.o. s.l.f.), de Jean Muzil, 17 h ; Canes 89 - Un certain regard : le Rendez-vous de Travers (1988-1989, v.o. s.l.f.), de Michael Gwisdek, 19 h ; La Naissance (1988-1989, v.o. s.l.f.), de Shaji, 21 h.

## DIMANCHE

La Blonde platine (1931, v.o.), de Frank Capra, 15 h ; Scènes de sang (1973, v.o. s.l.f.), de Brian de Palma, 17 h ; Vendetta (1983), de Jean Marbœuf, 19 h ; Un numéro du tonnerre (v.o.), de Vincenzo Minnelli, 21 h.

## SALLE GABRIELLE

## CENTRE GEORGES POMPIDOU

SAMEDI

Hommage à Anatole Dauman : A (1964), de Jean Louis, 15 h ; Les Années de la Révolution (1961, v.o.), de Robert Rossen, 17 h 30 ; L'Invention de la photographie (1964), d'André Martin et Michel Bouchet, 19 h 30 ; Le Chien (1967), de Robert Rossen, 20 h 30.

## DIMANCHE

Hommage à Anatole Dauman : Symphonie mécanique (1955), de Jean Mitry, 15 h ; Les Années de la Révolution (1961, v.o.), de Robert Rossen, 17 h 30 ; L'Invention de la photographie (1964), d'André Martin et Michel Bouchet, 19 h 30 ; Le Chien (1967), de Robert Rossen, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

SAMEDI

89 sur grand écran : les Acteurs de la Révolution : la Du Barry (1919) d'Ernest Lubitsch, Madame Tallien (1916) d'Ernest Lubitsch, 14 h 30 ; L'Année de la Révolution : l'été 1789 : la Fête d'un monde (1965) de Jean Vidal, la Grande Fête (1976) de Michel Fauriol, 16 h 30 ; Une collection particulière (1974), de Walerian Borowczyk, Contes immoraux (1974), de Walerian Borowczyk, 20 h 30.

## SAMEDI

89 sur grand écran : les Acteurs de la Révolution : la Du Barry (1919) d'Ernest Lubitsch, Madame Tallien (1916) d'Ernest Lubitsch, 14 h 30 ; L'Année de la Révolution : l'été 1789 : la Fête d'un monde (1965) de Jean Vidal, la Grande Fête (1976) de Michel Fauriol, 16 h 30 ; Une collection particulière (1974), de Walerian Borowczyk, Contes immoraux (1974), de Walerian Borowczyk, 20 h 30.

## Partez en vacances avec Le Monde



## ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	260 F	480 F
3 mois	385 F	700 F

\* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

## VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

## VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

## VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTES BLEUE N° de CB : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

## VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

\_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE codé ABO

## Samedi 10 - Dimanche 11 juin

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.) : Action Christiane, 6 (43-29-11-30).  
FORUM HORIZON (A. v.o.) : UGC Normandie, 9 (43-63-16-16) ; Kinoparadise, 19 (43-06-50-50).  
MAMMA ROMA (It. v.o.) : Accanto, 5 (46-33-86-86).  
MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Su.) : Refet Médica Logos salle Louis-Jourvet, 9 (43-54-42-34).  
MIDNIGHT EXPRESS (Br. v.o.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-57).  
1789 (Fr.) : Studio des Ursulines, 4 (43-26-19-09).

## FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR EST UN CHIEN DE L'ENFER (Fr.) : Film belge de Dominique Deruddere, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 14 (43-39-93-74) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52).  
ESTÉ TEMPO. Film portugais de João Botelho, v.o. : La Laiterie, 4 (43-78-47-86) ; Radio Logos 1, 5 (43-78-47-86).  
FAMILY VIEWING. Film canadien d'Alain Gosselin, v.o. : Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; Sept Paradoxe, 14 (43-20-32-20).  
IZZY ET SAM. Film américain de Joan Micklin Silver, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 14 (43-39-93-74) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52) ; Pathé Impérial, 2 (43-42-72-52).  
LA PETITE VÈRA. Film soviétique de Vasily Pichoul, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 14 (43-39-93-74) ; Cosmos, 6 (43-28-80-80) ; La Basille, 11 (43-54-07-76).  
REPER ET LE MOULIN. Film français de Jean Comaroff, v.o. : Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77).  
LA PETITE VÈRA. Film soviétique de Vasily Pichoul, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 14 (43-39-93-74) ; Cosmos, 6 (43-28-80-80) ; La Basille, 11 (43-54-07-76).

## théâtre

AM.O.R.C. (CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX) (43-38-78-99). Mol, Cagliostro, magicien et messie : 20 h 30.  
ARTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). L'Action ou comment se préparer la scène : 20 h 30, 17 h 30.  
ANTHONY - SIMONE-BERREAU (42-06-76-58). La Raisonnable : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.  
ARÈNES DE MONTMARTRE (42-23-90-90). Le Décaméron du nouveau monde : 20 h 30, 17 h 30.  
ATELIER (46-46-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30.  
BERRY (43-43-73-81). Une Reine : 20 h 30.  
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Yves Harnand : 20 h 30.  
BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24). Le Foyer : 20 h 30, dim. 15 h 30.  
BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-33-33). La Virginie : 20 h 30, dim. 15 h 30.  
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35). Les Années de la Révolution : 20 h 30 et 22 h, dim. 15 h 30 et 17 h.  
CARTOUCHE (SOUS CHAPEAU) (48-08-36-20). La Nègre Arlette : 20 h.  
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). L'An II de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30.  
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle L. Rostol et Esplanade : 20 h 30, dim. 16 h. Salle L. Rostol : 20 h 30, dim. 16 h.  
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-14-14). Les Années de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30.  
CINQ DIAMANTS (45-80-31-31). 1789, poèmes ou tyrans ? : 20 h 45, dim. 17 h 30.  
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-28-36-36). La Grotte, la Tragedie d'Orion : 20 h 30. Le Rêve. La royauté est abolie en France : 20 h 30.  
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-43). Les Années de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30.  
COMÉDIE DE PARIS (43-01-00-11). Voltaire's Fables : 21 h.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-23-72-11). Les Années de la Révolution : 21 h, dim. (dernière) 15 h 30.  
COMÉDIE ITALIENNE (42-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le Mariage de Figaro : 20 h 30. Dim. L'Ancêtre : 14 h.  
CONFLUENCES (46-08-31-12). Outrage au public : 21 h.  
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Maître de Santiago : 20 h 30, dim. 17 h 30.  
DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'es sauvé la vie : 21 h, dim. 15 h 30.  
DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Verdict : 14 h 30 et 19 h 30, dim. 14 h 30.  
DIX-SEPT THÉÂTRE (42-64-47-47). Aimer sans savoir qui : 20 h 30, dim. 16 h.  
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadoux : 20 h 15. Nous on fait ça en nous dit de faire : 23 h.  
ESPACE PROCÉDÉ (47-53-73-61). Les Cœurs jumeaux : 20 h 30, dim. 17 h 30.  
GAIÉ-MONTMARTRE (43-22-16-16). Tentative de suicide en tenue de soirée : 21 h, dim. 15 h.  
GALERIE DE NÉSLE (46-31-13-42). Grand Phœnix vers l'immortel : 20 h 30.  
GRAND THÉÂTRE DEJAZET (43-20-85-11). Exiles en trois actes : 18 h. Fête pour un homme seul : 21 h. Salle II. L'Étranger : 20 h 30. Dim. Les Jours : 22 h.  
GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Liberté : 20 h 30. Une nuit sans sommeil : 21 h 15.  
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Es-femme de ma vie : 20 h 30.  
HOTEL DES MONNAIES (SALLE DU PÉLÉ) (46-33-19-55). Qui n'a pas son anniversaire : 20 h 30, dim. 16 h.

BUCHETTE (43-26-38-99). La Contrainte chère : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Mythes de la Révolution : 21 h 30.  
L'ESPACE EUROPÉEN (42-99-69-68). Elites élitistes citoyennes : 18 h et 20 h 15. L'Héritage de Camille Bourgeois : 21 h 30.  
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous : 21 h, dim. 15 h.  
LE FUNAMBULE (42-23-88-83). La P... : 20 h 30, 17 h 30.  
LE PROLOGUE (43-73-33-15). Mous chérie : 21 h, dim. (dernière) 15 h.  
LUCERNAIRE FORUM (44-54-57-34). Petite salle. La Chèvre : 17 h, dim. 17 h. Théâtre sans. Le Petit Prince : 18 h 45.  
L'ARISTOCRATE (42-78-75-00). Les Années de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30. Théâtre sans. François Villon ou la Ballade d'un mauvais garçon : 18 h 30. Les Excommuniés : 21 h 30.  
MAISON DES CULTURES DU MONDE (43-44-72-30). Les Années de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30. Théâtre sans. Les Excommuniés : 21 h 30.  
MARAIS (42-78-03-53). L'Avant : 20 h 45.  
MARIE STUART (45-08-17-80). Marie Stuart, Bruch et les autres : 18 h 30. Les Amis des amis : 20 h 30. Comtes croisés : 22 h.  
MARENGY (PETIT) (42-25-20-74). La Face cachée d'Orion : 21 h.  
MATHURINS (42-65-90-00). L'Aiglon : 20 h 30, 17 h 30.  
MOGADOR (48-78-75-00). Une folie électorale : 21 h, dim. 17 h.  
MONTMARTRE (43-22-77-74). Les Caprices de Marianne : 21 h, dim. 16 h.  
MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-92-22). Le Buto et l'Albino (89, in verba mortuorum) : 17 h 30 et 19 h 30, dim. 17 h 30, dim. (dernière) 19 h 30.  
ŒUVRE (48-74-42-52). L'Année-Gott : 17 h et 21 h.  
PALAIS DES CONGRÈS (46-40-28-30). La Dame de pique : 20 h.  
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-09-11-36). Les Cavalcades de 1889 : 20 h 30.  
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Les Vamps : 21 h.  
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Au second étage : 20 h 30, 17 h 30. Les Années de la Révolution : 20 h 30, 17 h 30.  
PARIS 89 SITE ENTOURANT LA TOUR EIFFEL (42-21-06-93). Evocation de Paris et de la liberté de 1789 à 1889 : 20 h 30.  
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Inventaires : 21 h, dim. 16 h 30.  
PÉRISTYLE DU PALAIS GALVIERA (MUSÉE DE LA MODE) (43-47-33-57). Histoires : 21 h 45.  
POCHÉ-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Monsieur Songe : 20 h et 22 h. Salle II. Journal d'une petite fille : 20 h 45, dim. 15 h.  
POINTE-NOUVE (42-61-44-16). La Femme : 20 h 45, dim. 15 h.  
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Rencontres théâtrales : 18 h 30.  
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Comment devenir une mère jive en dix heures : 20 h 45, dim. 15 h.  
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Camping sauvage : 20 h 30.  
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Quelle Chanson : 21 h.  
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-23-15-10). Ne : 20 h 30, dim. 15 h.  
THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Le Pouil de chasse : 20 h 30, dim. 15 h.  
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (40-05-67-89). Salle I. Mère Complicité ou Jean-Baptiste et les femmes : 18 h. Fête pour un homme seul : 21 h. Salle II. L'Étranger : 20 h 30. Dim. Les Jours : 22 h.  
THÉÂTRE DE LA PLAINÉ (40-43-01-82). Le Nouveau Monde : 20 h 30, dim. 17 h.  
THÉÂTRE DE PARIS (42-90-09-30). Cats : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 19 h 30.

## THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL

(48-06-72-34). Narcisse ou l'Amant de lui-même, et Augustin de Villoblanche ou le Stratagème de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30.

## THÉÂTRE FORAIN PLACE SAINT-SULPICE

(43-29-12-78). Les Bottes de sept lieues XIII Festival de la foire Saint-Germain : 17 h 30, dim. 18 h 30.

## THÉÂTRE MODERNE

(48-74-10-75). Le Cœur gros : 21 h, dim. (dernière) 15 h.

## THÉÂTRE MONTORGUEIL

(42-33-50-78). Les Héros de l'an II : 18 h 30. Les Caprices de Marianne : 20 h 30. Un ange en enfer : 22 h 30.

## THÉÂTRE NATIONAL DE LYON

(43-25-70-32). Dialogues manqués : Le temps presse, Monsieur Pinocchio est demandé au téléphone : 18 h.

## THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-51-15). Grand Théâtre. Lapin-Chasseur : 20 h 30.

## THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT

(42-36-40-70). Grande salle. Lorenzaccio : 20 h.

## TINTAMARRE

(48-87-33-82). La Tintamarre : 15 h 30. Ça va durer encore longtemps ? : 19 h. Philère (à repasser) : 20 h 15.

## TOURTOUR

(48-87-42-48). De l'orthographe et autres oiseaux rares : 19 h. Berceuse : 20 h 30. La Voix humaine : 22 h.

## TRISTAN-BERNARD

(42-22-06-40). Le Coq : 17 h et 21 h. Dim. Toi et moi... et Paris : 15 h.

## VARIÉTÉS

(42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30, dim. 15 h.

## VARIÉTÉS DE LA BUTTE-MONTMARTRE

(42-23-90-90). La Découverte du Nouveau Monde. Les Souffles de la révolution : 21 h 45.

## XIP : FESTIVAL FURE SAINT-GERMAIN

(42-29-12-78). La Douce de vivre : 20 h 30.

## Les concerts

CONSERVATOIRE DU XIXE (19). Orchestre symphonique Paris Rive droite. 20 h 30. Dir. Michel Fédouat. (Garnier de Schumann, Ravel, Debussy).

## ÉCLUSE SAINT-GERMAIN DES PRES

(69). Bureau-lunette de la garde républicaine. 16 h. Chœurs de Métel, Gosselin, Deshayes. Dans le cadre du XIX Festival-Foire Saint-Germain. Téléphone location : 42-62-40-63.

## MUSÉE D'ORSAY (79). Améric Chassagnat. 16 h. Film, où le trio Benoit Delbecq (auteur), Emmanuel Casquer (v.), Erick Wacziarg (cello). Accord avec le ballet d'entrée au musée.

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses).

## A « MOMAN » POUR LA VIE

Cave de Chloé (42-23-37-63) (dim. lun.) 20 h 30.

## 1789. Essai de concours de théâtre

Société Chloé, Théâtre du Soleil (43-98-20-61) (sem.) 20 h (43-98-20-61).

## TENTATIVE DE SUICIDE. Gaié

Montparnasse (43-22-16-18) (dim. ven. lun.) 21 h, dim. 15 h (7).

## XIP : FESTIVAL FURE SAINT-GERMAIN

(42-29-12-78). La Douce de vivre : 20 h 30 (7). Le Barreau de Saint-Sulpice. Ven. sans. à 17 h 30, dim. 18 h 30 (7). Berceuse. Tourtour (48-87-42-48) (dim. lun.) 20 h 30 (7).

## ROUES LIBRES. Neufly-sur-Seine

L'Arrière (46-24-03-83). Mer. jeu. ven. (dim.) 20 h 30 (7).

## OULIS CREVENT LES ARTISTES

Théâtre national de Chailiot. Mer. jeu. ven. sans. à 20 h 30 sans. 15 h (dim.) (7).

## LAFFITTE-CHASSEUR

Théâtre national de Chailiot. Grand Théâtre (dim. lun.) 20 h 30 (7).

## LONG VOYAGE VERS LA NUIT

Théâtre national de Chailiot (43-23-70-32). Mer. jeu. ven. sans. dim. (dim.) 20 h (7).

## PARC DE BAGATELLE (16). (42-81-23-44). Billy Bird. 16 h 30 dim. Piano. Œuvres de Balzac, Lavoisier, Scriabin, Chopin, Scarlatti. Dans le cadre du XIX Festival Chopin à Paris. Téléphone location : 45.01.20.10. Marie-Catherine Chloé. 16 h 30 sans. Piano. Œuvres de Chopin, Liszt, Debussy. Dans le cadre du XIX Festival Chopin à Paris. Téléphone location : 45.01.20.10.

## PÉRIODE OPÉRA (16). (42-45-18-20).

Salle des Arts. 21 h ven. sans. 17 h dim. « Musiques en représentation ». Mise en scène Nicole Rouille. Les Vamps (Lecroq), François Bloch (violin de chambre), Nicole Rouille (clavessin), Nicole Rouille (voix). Déclamation, chants et musiques françaises du XIXe siècle.

## SALLE FLEURY (89). (45-63-88-73).

Orchestre de Paris. 16 h 30 sans. Dir. Daniel Barenboim, Susan Dunn (soprano), Waldemar Moraw (mezzo), Gary Lasky (ténor), Ferruccio Furlanetto (basse), chœur de l'Orchestre de Paris. « Missa de Requiem » de Verdi. Location : 45.01.20.10.

## THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(47-20-36-37). Montmartre Cabaret. 20 h 30 sans. Soprano, Mignol Zanetti (soprano), Martin Y. Soler (ténor), Serrano, Chapi, Chants populaires espagnols. Dans le cadre du XIX Festival de Paris. Téléphone location : 40.27.82.25. Orchestre national de France. 20 h 30 dim. Dir. et piano Wolfgang Sawallisch. « Le Bourgeois gentilhomme », suite pour piano et orchestre de chambre. « Sinfonia domestica », de Stravinsky. Hommage à Richard Strauss.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène et interprétation P. Chappuy, R. Dubois, F. Morin.

## THÉÂTRE DU LIÈVRE (139). (45-86-16-42).

Les Gens de bien. 16 h 30. 18 juin. 20 h 30 ven. sans. dim. De Pierre Chappuy. Richard Dubois, François Morin. « Copernic » de Georges Aperghis. Mise en scène

# Echecs

## Un entretien avec Garry Kasparov

Le devoir des sportifs soviétiques est de « faire bouger les choses »

Le champion du monde d'échecs, Garry Kasparov, jouait, vendredi 9 juin, à Evry, une simultané contre l'équipe de France. Les six joueurs sélectionnés (Kouatly, Haik, Miralès, Sharif, Renet et Koch) ont tous été battus. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Kasparov évoque la situation en URSS et les responsabilités pour faire bouger les choses.

« Vous êtes très en faveur de la perestroïka et, pourtant, on vous dit un peu déçu par l'évolution actuelle des réformes en URSS. Que pensez-vous de la situation depuis l'élection du nouveau Congrès du peuple ?

« Ça pourrait aller mieux, c'est le moins que l'on puisse dire. A mon avis, la politique menée aujourd'hui par les dirigeants soviétiques est à la fois inadéquate et trop lente. Beaucoup trop lente. Je crois que le Congrès n'a pas su saisir toutes les occasions de proposer - à défaut de donner - des solutions aux problèmes du pays. J'ai un peu peur que les dégâts ne soient en train de perdre le sens des réalités : nous sommes au bord d'un véritable désastre économique, il faut qu'ils s'en rendent compte (Lire nos informations page 4). Quant à Mikhail Gorbachev, on dit qu'il est le seul à pouvoir éviter une guerre civile en URSS. Peut-être... Mais c'est sans aucun doute un grand homme d'Etat et un remarquable politicien.

« Avez-vous pensé à prendre vous-même des responsabilités politiques dans votre pays ?

« Je ne me sens pas prêt. C'est vrai que maintenant les démocrates peuvent réellement exprimer leur opinion au Congrès. Mais, même si on a beaucoup de bonnes idées, on ne peut pas encore les mettre en pratique. Alors je crois que ce n'est pas le bon moment pour entamer une carrière politique... Mon rôle à moi, mon devoir, c'est d'aider les gens à mettre en place de nouvelles structures dans le domaine sportif.

« Justement, quelle est la situation à la fédération soviétique d'échecs ? Est-ce qu'on y parle aussi librement qu'au Congrès ?

« Oh ! moi, j'ai toujours dit ce que je voulais à la fédération. J'ai même donné l'exemple en matière de liberté de parole et inauguré une nouvelle forme de relations avec l'Ouest. Ce qui n'a pas toujours plu à la vieille garde d'ailleurs. Vous savez, en Union soviétique, qu'il y a des échecs ou d'autres choses, les rapports entre l'individu et le système sont encore de type féodal. C'est cela qu'il faut changer. Il nous faut parvenir à un Etat où le loi

seule - et non l'intervention de tel ou tel ministre - régit les relations entre l'Etat et les individus.

« Aujourd'hui, on en est encore à la vieille potion autoritaire, mais ça ne marche plus. Or je crois que les sportifs sont prêts à faire bouger les choses. Aussi bien les joueurs d'échecs que les tennismen et d'autres, nous sommes à même de faire évoluer cette situation. Nous devons réussir. C'est important pas seulement pour le sport, mais pour tout le pays.

« Arménien vivant en Azerbaïdjan, vous êtes très concerné par le problème des nationalités en Union soviétique. Quelle a été votre réaction à l'annonce des troubles qui ont fait des dizaines de morts en Ouzbékistan ?

« Je crois qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de mauvais voisinage entre les nations. Notre pays vit une terrible crise à la fois politique et économique. Alors, bien sûr, dans un Etat fédéral, la première explosion est une explosion nationaliste. Mais le fond du problème est ailleurs : le coût de la vie, l'avenir incertain, etc. C'est la même chose partout, et des risques analogues existent dans les autres républiques. Je l'ai déjà dit au moment de la crise entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mon seul espoir, c'est que le gouvernement tire les leçons de ce qui s'est passé. Mais je n'en suis pas sûr.

« Vous êtes très en prise avec l'actualité : vous jouez beaucoup, tant en URSS qu'à l'étranger ; n'avez-vous pas le sentiment de vous disperser, à un moment où Kasparov montre une grande forme à Rotterdam (lire ci-dessous) ?

« Je ne peux pas changer ma nature. Kasparov ne s'inquiète pas de ce qui se passe en dehors. Moi j'utilise mon énergie à des choses qui me semblent importantes. C'est un choix. Mais c'est vrai que je suis fatigué.

« Espérez-vous quand même un jour égaler le classement ELO de Bobby Fischer (1) ?

« Oui, absolument. J'espère y arriver cette année.

Propos recueillis par JUDITH RUEFF.

(1) En 1972, Fischer a atteint 2 780 points. Le classement de Kasparov est de 2 770.

● La Coupe du monde : Kasparov se détache. - Au tournoi de Rotterdam, Kasparov a remporté sa quatrième victoire sur six parties jouées en battant Portisch. Il mène avec 5 points sur 8 possibles devant Selov, 3,5 et une partie en retard. Nunn, 3,5 sur 6, Yousoupov, 3 et deux parties ajournées, etc.

## L'ogre et les six petits Français

Le temps d'une rencontre. Evry-Ville-Neuve s'est prise pour la capitale du jeu d'échecs. Vendredi, son Agora s'est transformée en temple des saboteurs-quadras, prêts à accueillir son dieu vivant, Garry Kasparov, tenant du titre mondial. Partout, des échiquiers, de tailles diverses, de matériaux variés, ont été mis à la disposition des aficionados. Et puis il y a l'ample théâtre, large demi-cercle surplombé d'écrans géants qui permettent aux quelque mille deux cents spectateurs de suivre l'évolution des parties au coup par coup. Tard dans la nuit, les passionnés resteront le nez en l'air, les yeux rivés à ces plans lumineux. La musique tapageuse qui avait annoncé l'arrivée des joueurs sur la scène s'est tue depuis longtemps. Le silence échiquéen règne.

Là-haut, le champion du monde semble indifférent à tous ces regards émus. Epaules voûtées, mains croisées derrière la dos, démarche souple du félin qui rôde. Kasparov - costume clair, chaussures blanches - tourne de place en place. Soudain, il s'arrête devant l'un des six échiquiers qui lui font face. Réfléchi : un instant, sourcil froncé, le menton dans la main. Lance un court regard, haineux, à l'adversaire. Et puis, très vite, il joue son coup et appuie sur la pendule. La parade est trouvée : Kasparov se tourne un peu vers la salle enfouie dans la pénom-

bre, grimace et reprend sa course, de l'autre côté.

Face à lui, les trois, six joueurs de l'équipe de France de niveau international, tentent de faire bonne mesure. Intense, entraîné par l'ancien champion du monde Boris Spassky, les Français veulent en découdre : il y a six mois, le champion du monde a battu l'équipe lors d'une « simultané » ici même.

Kasparov, lui, a deux bêtes noires : le grand maître international Bachar Kouatly, à qui il avait concédé une nulle, et surtout Meshard Sharif, qui l'avait vaincu lors de la première simultané à Evry. Ni l'un ni l'autre ne pourront résister longtemps à sa soif de revanche. Kouatly abandonne le premier. Son visage blême laisse transparaître l'ampleur de sa déception : un instant, il s'était cru maître.

Plus tenace, Sharif résiste jusqu'au bout. Lui et Kasparov sont maintenant seuls sur l'échiquier. Tête-à-tête aux allures d'exécution. Il reste cinq minutes de jeu au dernier représentant de l'équipe de France. L'aigle de l'horlogerie le pousse enfin à la reddition. Accablé de toutes parts, le vainqueur se lève et sourit à belles dents. L'ogre de Bakou ne cache pas son plaisir d'avoir croqué ce soir six petits Français pour son dîner.

J. R.

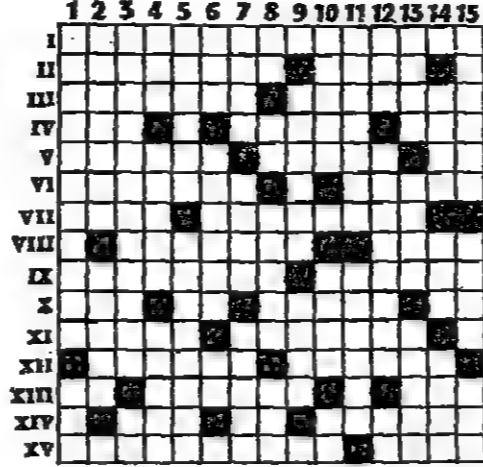
# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5021

HORIZONTELEMENT

I. Avec lui, il y a de quoi se frotter les mains. - II. Rassemble des lumières. Cela peut être une vraie peau de vache. - III. Est susceptible de se faire remettre à sa place. Est mal vu puisqu'elle n'est pas distinguée. - IV. Touche le fond. Oblige à chercher. Est sur pied. - V. Peut conduire à chercher des poux dans la tête d'autrui. Est atteinte par l'ARC. Fut au centre de multiples pensées. - VI. Ont des rameaux. Extrémités de « cannes ». - VII. Titre étranger. Sans gêne. - VIII. Avait un coffre fort. Fis des perles. - IX. Innombrables sont ceux qui meurent comme des mouches. A faire à régler. - X. Fut amené à se mouiller. Note. Tel qu'on n'y voit pas du bleu. Participe. - XI. Entre Mayenne et Fougères. Avait un bien fait de mal. - XII. Peut avoir un cœur de pierre. Village corrézien. - XIII. Réfléchi. Mena quelqu'un sur le bûcher. N'était pas tout à fait bête. - XIV. A longtemps été de l'avant avant de devoir reculer. Pronom. Qui s'est donc penché sur un dossier. - XV. Peut donner naissance à des chats. Condamnée à la réforme.



manœuvres. Faux frère. Lieu de fouilles. - 9. Passer la main. Jeta un froid. - 10. Aurait connu un meilleur sort si la peur lui avait donné des ailes. Se laisse marcher dessus. Ne se laisse pas marcher dessus. - 11. S'intéressait à la « suite ». Peut attendre des sommets. - 12. Fait pointer. Quelqu'un qui avait des principes. Qui a mené à la réussite. - 13. Opération de change. Il y a quelque chose à en tirer. Il lui arrive de se faire seconder. - 14. Rêvé en dérangeant. Change régulièrement. Place de certains cavaliers. - 15. Touches du bois. A l'écart du troupeau. Bien venue.

Solution du problème n° 5020

Horizontalement  
I. Jardins. - II. Osier. Ova. - III. Aisselles. - IV. Ile. Nids. - V. Lézard. Etc. - VI. Te. Suic. - VII. Héus. Ras. - VIII. Eu. Iais. - IX. Rues. RL. - X. Ut. Paro. - XI. Frémira.

Verticalement  
1. Joailler. - 2. Aile. Lueur. - 3. Risette. Ste. - 4. Dés. Heurt. - 5. Irène. Epi. - 6. Li. Iar. - 7. Soldats. RA. - 8. Vestiaire. - 9. Nés. Cession.

GUY BROUTY.

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine. Signification des symboles : S Signal dans « Le Monde radio-télévision » F Film à éviter O On peut voir N Ne pas manquer M Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 10 juin

TF 1  
19.55 Sport : Football. Finale de la Coupe de France. 21.55 Magazine : Ulysse. 22.55 Magazine : Formule sport. 23.50 Journal. 0.10 Série : Drôles d'histoires (et à 0.35). 1.00 Série : Mammis.

## CANAL PLUS

A 2  
20.40 Variétés : Champs-Élysées. 23.00 Journal. 23.15 Magazine : Les notes pour les blancs. 2.15 Séries : Mammis.

## FR 3

20.35 Sandymania. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le diva. Invité : Régine. 22.35 Magazine : Musicales. 23.35 Magazine : Sports 3.

## LA 5

20.30 Téléfilm : Les amours perdues. 22.20 Magazine : Télé-matches. 22.25 Téléfilm : Investigations. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Investigations (suite). 0.30 Série : Ambascade. 1.30 Journal et compagnie (rediff.). 1.45 Magazine : Chat Ching (rediff.). 1.55 Tendresse et passion. 2.20 Journal de la nuit. 2.25 Tendresse et passion.

## M 6

20.35 Téléfilm : Le sardoué. 22.15 Téléfilm : La ferme du casse-mur. 23.30 Six minutes d'informations. 23.35 Dessin animé : Zapato. 2.00 Variétés : Julie Pietri en concert. 2.50 Magazine : Adventure (rediff.).

## Dimanche 11 juin

TF 1  
8.10 Club Dorothée dimanche. 8.30 Spécial Disney dimanche. 9.20 Club Dorothée dimanche (suite). 9.35 Dessin animé : Mes tentatives. 9.55 Pas de pitié pour les croisés. 10.25 Magazine : Les salons du monde. De Martine de La Grange. 10.55 Magazine : Auto-moto. Spécial Vingt-Quatre Heures du Mans. 11.25 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le juste prix. 13.00 Journal. 13.25 Série : Un flic dans le Mafia. 14.15 Mondo Diago. 14.45 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.40 Tiroc à Chantilly. 15.50 Série : Harry Fox, le vif regard. 16.00 Dessin animé : Disney parade. 18.05 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.30 Série : Vivement lundi ! 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Bronislaw Geremek. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma : La Femme 3A côté. 22.30 Magazine : Chat dimanche. 23.35 Cinéma : Hôtel des Américains m m 0.10 Journal et Métis. 0.30 Opéra : Faust.

## A 2

9.00 Cinéma : L'homme de la Révolution. 20.30 Variétés : Prince en concert. 23.25 Boxe. 0.50 Cinéma : Aelguia m 2.15 Cinéma : Mean streets. m m.

## CANAL PLUS

9.00 Cinéma : Sur ordre du Führer m 19.50 Cinéma : Too much ! m 12.20 Automobile : Spécial Vingt-Quatre Heures du Mans. En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Magazine : Rapide. 13.05 Magazine : Mon séduisant à moi. 13.55 Magazine : Dont acte. 14.00 Téléfilm : Panique dans le 17 h 22. 15.15 Documentaire : La célébration d'oe de Landy. 15.45 Automobile : Arrivée des Vingt-Quatre Heures du Mans. 16.05 Sport : Moto. 17.00 Sport : Basket-ball américain. 17.55 Magazine : Sport flash. 18.00 Cinéma : Les Aventuriers de la quatrième dimension m En clair jusqu'à 20.30. 19.35 Dessin animé : Ça cartonne. 20.25 Magazine : Tranches de l'art. 20.30 Cinéma : L'œuvre au noir m 22.20 Documentaire : La naissance du Godel. Le pouvoir des Solovki. 23.50 Cinéma : Le congrès d'automne m 1.25 Cinéma : 48 à l'heure.

## FR 3

9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Territoires. 14.25 Magazine : Sports loisirs. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 18.20 Série : La loi selon McLean. 20.02 Série : Remy HDL. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma : Griffes jaunes m m 0.05 Musiques, musique.

## LA 5

10.30 Variétés : Perfecto (rediff.). 11.00 Série : Supermarché. 12.00 Série : Chasseurs d'ombres. 13.00 Journal. 13.25 Série : L'inspecteur Derrick. 14.30 Série : Kojak. 15.20 Série : 200 dollars plus les frais. 16.25 Série : Le voyageur. 16.50 Magazine : Télé-matches. 18.00 Série : Hondo. 18.50 Journal Images. 19.00 Série : La fièvre d'Hawaii. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Comment réussir dans la vie quand on est cou et Jean-Pierre. 22.15 Série : L'enter du devoir. 23.15 Magazine : Reporters (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Reporters (suite).

## M 6

6.00 Dessin animé : La lucarne d'Amélie. 6.20 Magazine : Boulevard des clips. 9.00 Jeu : Clip dédicace. 11.00 Dessin animé : Graffiti 6. 11.55 Infocommunication. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Magazine : Chat 6. 12.30 Série : Les routes du paradis. 13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.45 Téléfilm : Le sardoué. 15.20 Téléfilm : La misère et la gloire. 16.45 Téléfilm : Trois lettres au souffrance. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : L'île fantastique. 19.00 Série : Cagney et Lacey. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. L'élection de Tony. 20.35 Téléfilm : Panique dans l'ascenseur. 21.55 Capital (rediff.). 22.00 Téléfilm : Louis XI.

# Le Carnet du Monde

## Décès

- Nous apprenons le décès de

M<sup>me</sup> Madeleine BELLET.

[Madeleine Bellet, ancienne directrice du journal Vaillant, devenue ensuite PV, ancienne résistante, déc. dans le feu de la guerre, mère adoptive PCF de Montreuil. Elle avait pris, au début des années 50, la direction du journal Vaillant, que le PCF demandait aux jours. Elle s'était occupée, ensuite, de l'ancien Almanach ouvrier et paysan, devenu l'Almanach de l'humanité.]

- M<sup>me</sup> Jacques Biffaud, Marie-France et Henri Poponet, Patrick et Annick Biffaud, Marie-Josée Biffaud, Dominique et Jean-Paul Dériville, Jean-François et Joëlle Biffaud, Olivier et Claire Biffaud-Gucand, Jean-Christophe Biffaud, Daniel, Thierry, Olivier, Clément, Stéphane, Frédéric, Sophie, Virginie, Caroline, Florent, Arnaud, Bertrand, Véronique, Emmanuelle, Grégoire, Alexandre, Pierre, Clément et Swann, France Cazaux, ont la tristesse de faire part du décès de

Cassille BIFFAUD,

survenue dans sa quatre-vingt-quatorzième année, le 1<sup>er</sup> juin 1989, à Clermont-Ferrand.

22, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

- Les membres du conseil d'administration de

L'hôpital Saint-Joseph.

Le directeur général, La communauté des Filles de la Charité.

Le corps médical et le personnel de l'hôpital Saint-Joseph,

ont le regret de faire part du décès de

baron Edgard MOURRE,

inspecteur général des finances honoraire, officier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques auront lieu le mardi 13 juin 1989, à 8 h 45, à la grande chapelle de l'hôpital Saint-Joseph, 163, rue Raymond-Lescand, Paris (14<sup>e</sup>).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F  
Abonnés et actionnaires ..... 73 F  
Communications diverses ..... 86 F

- Le président, les membres du conseil, le directeur et le personnel de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Emile PERNOUX, professeur retraité de l'INSA à Lyon, commandeur des Palmes académiques, survenue le 7 juin 1989.

- Le président, les membres du conseil, le directeur et le personnel de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jean-Marc LENTZ, professeur d'ENNA, retraité de l'INSA, officier des Palmes académiques, survenue le 7 juin 1989.

- Sa fille et son gendre ont la douleur de faire part de la mort de

Joël SMIRGEL, ingénieur, engagé volontaire dans l'armée belge en 1914,

dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Que soient associés à son souvenir :

Son père Jacob et sa mère Sarah, tués à Treblinka, à l'âge de quatre-vingt-deux et quatre-vingt-un ans,

Sa sœur Anne, médecin phthisiologue, résistante déportée de France à Auschwitz,

Sa sœur Dora, fusillée,

Sa sœur Bronislava, disparue,

Son frère Adolphe, médecin psychiatre, l'un des premiers introducteurs de la pensée de Freud en France, tué à Treblinka,

La fille d'Adolphe, Boris, compositeur, abattu dans une rue de Varsovie,

La femme d'Adolphe, Varia, qui s'est suicidée.

Une pensée vous est demandée pour Jean et Yvonne Dorso, qui ont caché Joël pendant plusieurs mois au péril de leur vie dans Paris occupé.

Ils figurent parmi les « Justes ». Yad Vashem.

L'inhumation et la cérémonie religieuse auront lieu le mardi 13 juin 1989.

On se réunira à la porte principale du Cimetière Parisien de Bagneux à 11 heures.

82, rue de l'Université, 75007 Paris.

Anniversaires

- Il y a un an mourait

Louis CORDASSE.

Ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

En son hommage, une exposition de ses œuvres aura lieu à Genolhac, dans les Cévennes, à partir du 12 août.

Soutenances de thèses

- Institut d'études politiques de Paris. Le lundi 5 juin, M. Didier Blanchet a soutenu : « Conséquences économiques des changements démographiques : modèles et analyses empiriques ».

- Université de Toulouse-Le Mirail. Le vendredi 9 juin, M. André Guéri a soutenu : « L'ouverture culturelle par le roman contemporain ».

- Ecole des hautes études en sciences sociales. Le samedi 10 juin, M<sup>me</sup> Régine Robin a soutenu : « Le roman mémorial. De l'histoire à l'écriture du hors-lieu ».

- Université Paris-II, le lundi 12 juin, à 17 h 30, salle 4, M. Jacques Hwang-jong : « La réforme de la notation des actes administratifs en droit coréen à la lumière des expériences étrangères ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 13 juin, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L (Sorbonne), M. Daniel Ferrand : « Errance et socialité » (Pour une esthétique du paysage).

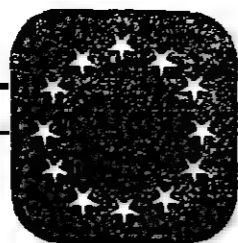
- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 13 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Quinet, 46, rue Saint-Jacques, escalier A, M. Jérôme Krucker : « Sébastien de Brossard (1655-1730) et sa musique religieuse ».

- Université Paris-I, le mercredi 14 juin, à 9 heures, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Bernard-Jean Guérin : « Les fondements théoriques de la notion de flexibilité ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 14 juin, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L (Sorbonne), M. Florent Dantel : « Effet de la pollution atmosphérique sur des papiers désacidifiés par différentes méthodes ».

- Université Paris-IX (Dauphine), le mercredi 14 juin, à 10 h 30, salle B 618, M. Alain Loret : « L'utilité publique des organisations sportives face à l'évolution du sport contemporain ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 14 juin, à 14 heures, salle C 22-04, M. Bruno Claverie : « Le consortium international et la décomposition des processus productifs ».



## Europe 1993

## Communauté mode d'emploi

Si les Français s'abstiennent en masse aux élections du 18 juin, ce sera moins par lassitude que par perplexité. L'Europe reste une idée mobilisatrice aux yeux de l'opinion, et une nécessité. Mais que savent les Français de l'Europe ?

Une moitié tout juste sait qu'elle se bâtit à douze. Les autres citent un chiffre inexact ou avouent une ignorance (1) qui justifierait que l'on débette autant dans les écoles et sur la place publique de la construction européenne que de la vraie nature de la Révolution de 1789. Car, pour la plupart des Français, l'Europe en train de se faire reste une réalité opaque. Et ils ont des excuses. Comment un esprit cartésien, nourri de Montesquieu, peut-il comprendre que le gouvernement des Douze (le conseil des ministres) dédient le pouvoir législatif ? Que l'administration des Communautés (la Commission de Bruxelles) est un peu leur exécutif ? Et que des parlementaires, pourtant élus au suffrage universel direct, ne légifèrent pas vraiment ?

Tout cela rend l'Europe indéchiffrable et explique qu'on s'y attarde un peu : d'où vient l'Europe ? Où va-t-elle et par quelles voies (ou détours) ?

Il est, 18 heures, le mardi 9 mai 1950, dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, à Paris, lorsque le ministre des affaires étrangères, Robert Schuman, prend la parole devant les journalistes pour une courte déclaration qui marque la naissance de l'Europe communautaire.

L'inspirateur de ce plan, Jean Monnet, est, comme Robert Schuman, un pragmatique. Ils croient en l'Europe, mais sont convaincus qu'on ne la construira pas par le haut, c'est-à-dire en décrétant du jour au lendemain une fédération politique. Leur projet est plus modeste, en même temps qu'il vise loin. Ces prophètes de l'Europe voudraient convaincre les Etats de gérer ensemble le pétrole et le nucléaire de l'époque que sont le charbon et l'acier. Petit à petit, calcule Jean Monnet, cette coopération s'étendra aux autres secteurs de l'industrie, du com-

merce et de l'agriculture. De fil en aiguille, l'Europe économique se fera, puis son union politique.

La déclaration de Robert Schuman est empreinte des préoccupations du moment : arrêter l'Allemagne au bloc des démocraties européennes et empêcher une renaissance belliqueuse de la Ruhr. Mais elle reste étonnamment actuelle. « L'Europe n'a pas été faite, affirme Robert Schuman, nous avons eu la guerre. » Traduction pour aujourd'hui : si l'Europe ne se fait pas, nous aurons le malin.

L'Europe, ajoute Robert Schuman « d'une voix sourde et sans effet oratoire » (2), « ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait ». Malgré les vaines hésitations qui ont émaillé l'histoire de la construction européenne, la méthode reste celle-là : ni idéaliste ni tonitruante, mais marquée d'une modeste ambition.

## L'empire de Charlemagne

L'échec, en 1954, de la Communauté européenne de défense, qui aurait impliqué un abandon de souveraineté auquel les Etats n'étaient pas prêts à l'époque, démontre la justesse de cette démarche. De petit pas en petit pas, la prophétie de Robert Schuman se réalise, balisée de grandes dates : traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Paris, 1951) ; traité créant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Rome, 1957) ; Acte unique européen (Luxembourg et La Haye, 1986).

Ces trois communautés (CECA, CEE et Euratom) se sont dotées, en 1967, d'une seule administration, la Commission de Bruxelles, ainsi, en 1957, que d'une même assemblée parlementaire qui a été élue pour la première fois en 1979 au suffrage universel direct.

De six en 1951 (Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas), les Communautés sont passées à douze pays, qui comptent au total 322 millions d'habitants. La Grande-Bretagne, le Danemark, et l'Irlande ont adhéré en 1973, la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986.

L'Europe des Six avait à peu près les frontières de l'empire carolingien de Charlemagne, la seule époque où l'Europe a été unie, si l'on excepte la période qui lui imposèrent Napoléon et Hitler. Le bâtiment qui, à Bruxelles, abrite le gouvernement des Douze, c'est-à-dire le conseil des ministres, porte le nom de « Charlemagne », en souvenir de cette époque bénie où l'adhésion à la chrétienté fondait la coexistence d'appartenir à un tout.

Les Douze ne sont pas animés d'une même foi, sinon... en l'Europe, et le français a remplacé, comme langue des dites communautaires, le latin qui était celle de l'Eglise et des savants au VIII<sup>e</sup> siècle. Le français s'est imposé auprès des fonctionnaires européens parce que les Communautés ont leurs sièges en terres francophones (Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg) et que l'adhésion de la Grande-Bretagne est trop récente pour avoir inversé le courant, même si l'anglais gagne du terrain.

Mais c'est en neuf langues que l'Europe s'exprime officiellement et que sont traduits les documents communautaires, faisant de la CEE l'employeur du plus fort contingent d'interprètes et de traducteurs du monde.

Sorte de tour de Babel, les vingt-deux étages qui dominent le plateau du Kirchberg, le quartier européen de Luxembourg, abritent les quatre cents traducteurs attachés en permanence au seul Parlement. C'est à eux que l'on doit (quatre à six mois après...) le compte rendu in extenso des débats qui agitent souvent l'hémicycle de Strasbourg, cela dans les neuf langues officielles des Communautés. Par ordre alphabétique : castellano, dansk, deutsch, ellinika, english,

français, gaelige, italiano, nederlands, portugés.

L'Europe qui aspire à parler d'une seule voix (en neuf langues) a repris du poil de la bête depuis l'Acte unique de 1986, dénommé ainsi car les Douze, en y traitant de réformes institutionnelles, du grand marché sans frontières ou de politique extérieure, ont voulu marquer que la construction européenne était désormais un tout.

Jusqu'à cette date-tournant, la Communauté s'était, de l'avis d'un conseiller, surtout « spécialisée dans la restructuration des secteurs surajoutés : acier, textiles, charbon, quotas laitiers, etc. », jouant ainsi le rôle d'éclat pour amorcer dans les opinions nationales le choc de choix difficiles dont les Etats membres ne voulaient pas assurer, seuls, la responsabilité (3).

## Un projet et une méthode

Succédant à ces années de morosité européenne, l'Acte unique a de nouveau doté la Communauté d'un projet (le grand marché promis pour 1993) et d'une méthode qui permet d'avancer : l'unanimité n'est plus requise au sein du conseil des ministres pour décider, par exemple, de la couleur de la coiffe des employés dans les abattoirs et de la hauteur des lavabos dans les établissements.

S'il suscite officiellement la crainte d'un regain provisoire du chômage, le grand marché devrait, toujours de source communautaire, « se traduire par une réduction des prix de 6 %, une croissance supplémentaire de la production de 5 % et la création de deux millions d'emplois ». On verra bien.

En même temps se pose déjà le problème de la suite : après les fruits et les pépins du marché sans frontières, quel ? Puisé à la meilleure inspiration, celle de Jean Monnet, la méthode Delors, le président de la Commission, vise à perpétuer des engrenages qui font de chaque déci-

sion la source obligée de la suivante. Le grand marché, estiment les spécialistes, n'aura vraiment de sens que couronné par une union monétaire, laquelle est déjà prête sur le papier, et même un peu plus, et suppose, au bout du chemin, un abandon de souveraineté dont la perspective ne hénisse pas seulement M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, la forte tête des Douze comme de Gaulle était celle des Six.

Ce qui se joue au terme de cet engrenage-là, c'est l'équilibre des pouvoirs au sein de la Communauté, car l'intégration européenne sera bientôt telle que se pose déjà la question de la démocratie. Ainsi les députés français découvriront-ils avec effroi qu'un tiers des deux sources à l'Assemblée nationale est sous influence européenne. Autrement dit, que les parlements nationaux sont souvent désempaillés de leurs attributions par les institutions de la Communauté.

Cela justifierait qu'on s'intéresse de plus près à celles-ci et annonce probablement pour bientôt un réexamen des prérogatives du Conseil des ministres, de la Commission et du Parlement de Strasbourg. Cela-ci pourra-t-il légiférer réellement un jour ? Mais que diront les Parlements nationaux ? Et comment contrôler démocratiquement la Commission de Bruxelles dont les têtes pensantes et agissantes entraînent une mauvaise réputation d'eurocrates ?

M. Jacques Delors a une solution qui ferait de la Commission un conseil des ministres responsable devant deux Chambres : le Parlement européen élu au suffrage universel et un Sénat représentant les douze gouvernements. Quarante ans après, le pragmatisme des pères fondateurs aurait ainsi payé, le charbonnier l'acier ayant, petit à petit, fait le lit d'une véritable union politique.

(1) Sondage IPSOS publié par le Journal du dimanche, le 28 mai.  
(2) Pierre Gerbet, *La Construction de l'Europe*. Imprimerie nationale. Collection « Notre siècle », 1983.  
(3) François Lemoine. « L'Europe sort du blocage institutionnel ». *Projet*, juillet-août 1986.

## BRUXELLES : le pouvoir est là

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

Ce sont les eurocrates. Ils sont plus de seize mille (1). Ils font envie et ils font peur. Vus de loin, ce sont des nantis au pouvoir exorbitant, des technocrates impitoyables ; les petits paysans et les sidérurgistes en savent quelque chose. Observée de près, l'hydre européenne offre le visage avenant de fonctionnaires compétents et souvent brillants, polyglottes de surcroît, et qui ont l'air de croire à ce qu'ils font.

Bâtir la Communauté reste un projet mobilisateur pour les candidats à la fonction publique européenne, qui sont légion. D'autant que le traitement offert est confortable. Voici, du rez-de-chaussée du Berlaymont, l'immeuble de la Commission, au cœur de Bruxelles, à son treizième étage, où M. Jacques Delors, le président, a son bureau, l'échelle des salaires : au niveau le plus bas, un huissier débutant gagne autour de 9 600 F par mois (impôts déduits, qui sont prélevés à la source). Le traitement net de M. Delors, impôts payés à l'extérieur, est d'environ 87 000 F mensuels, auxquels s'ajoute une indemnité de représentation de 97 000 F par an.

Avec ces seize mille deux cents fonctionnaires répartis en vingt « DG » (directions générales) et dix services spécialisés, les dix-sept communautés européennes constituent le fer de lance de la Communauté, certains disent son gouvernement, d'autres son administration, la vérité se situant quelque part entre les deux.

Car si les commissaires ne sont pas le gouvernement de la CEE, comment, alors, appeler les chefs d'une administration entre lesquels les compétences sont réparties comme entre des ministres ? (2). En même temps, le pouvoir exécutif de la Communauté n'est-il pas exercé, parfois de manière sournoise, par le Conseil des ministres, ceux des affaires étrangères, de l'agriculture, de l'industrie, etc. selon la question à l'ordre du jour ? Et deux fois l'an par un chef d'Etat (M. François Mitterrand) et onze chefs de gouvernement, réunis en Conseil européen ?

Certes, ce sont les Etats qui détiennent le dernier mot, mais la Commission joue néanmoins un rôle moteur. Car pour construire l'Europe telle que la prévoient les traités, le Conseil des ministres ne peut statuer, à plusieurs exceptions près, que sur proposition de la Commission, laquelle détermine ce que fait le pouvoir d'initiative, auquel s'ajoutent le devoir de faire exécuter les décisions prises par elle ou par le Conseil, et celui de contrôler que la législation communautaire est loyalement appliquée par les Douze.

Ces pouvoirs lui donnent du poids, à la mesure de l'indépendance

que le traité de Rome garantit aux seize commissaires et à leur président. Bien que nommés d'un commun accord par les Etats membres (les commissaires pour quatre ans renouvelables, le président pour deux années, renouvelables elles aussi), ils n'ont pas de comptes à rendre à ceux qui les ont désignés.

Face, symboliquement, au Berlaymont, se dresse, au centre de Bruxelles, l'immeuble Charlemagne. Il abrite les travaux du Conseil des ministres et ceux du comité de leurs représentants permanents dit COREPER, qui réunit les ambassadeurs des Douze auprès de la CEE et prépare les réunions du Conseil. Autant les commissaires se déterminent selon le principe un homme (ou une femme), une voix, autant la voix d'un ministre est-elle parfois pondérée par le poids du pays qu'il représente.

## Un nouveau bond en avant

Aborder cette question est à la fois indispensable et un peu ardu. Au fil des années, des mécanismes ingénieux ont été mis au point puis modifiés pour freiner ou au contraire accélérer la construction européenne, laquelle dépend de la bonne volonté manifestée par les gouvernements au sein du conseil des ministres. Malgré leur technicité, le détail de ces mécanismes est un bon indicateur de l'Europe en train de se faire : il révèle si cette construction avance ou stagne.

La Communauté s'est paralysée elle-même, en 1966, lorsque fut passé entre les gouvernements, sous la pression du général de Gaulle, le

« compromis de Luxembourg ». Selon cet accord, il était entendu que les Etats membres statueraient désormais à l'unanimité lorsque l'un d'eux eût jugé que des « intérêts très importants » pour lui étaient en jeu.

La Communauté n'est, du coup, sortie d'un demi-engourdissement, largement amplifié par la crise économique, qu'en 1986, avec l'Acte unique. Au lieu de l'unanimité requise de fait jusqu'alors, les décisions sont prises aujourd'hui le plus souvent à la majorité qualifiée, sans qu'il soit toujours nécessaire de passer au vote. Ainsi, par exemple, pour l'essentiel du grand marché intérieur de 1993 ou pour la reconnaissance des diplômes d'un pays par un autre.

Le vote à la majorité qualifiée, fixé à cinquante-quatre voix, accorde le poids des grands pays. Dix voix sont attribuées à l'Allemagne, à la France, à l'Italie et au Royaume-Uni, huit à l'Espagne, cinq à la Belgique, à la Grèce, aux Pays-Bas et au Portugal, trois au Danemark et à l'Irlande et deux au Luxembourg.

Grâce à ce mécanisme, l'Europe réalise actuellement un nouveau bond en avant que met en relief, par contraste, l'absence de décision dans les domaines où l'unanimité au sein du conseil des ministres est toujours requise, l'harmonisation des taux de TVA ou la libre circulation des personnes par exemple.

(1) Les services de la Commission de Bruxelles regroupent seize mille deux cents personnes. Le nombre total de fonctionnaires européens est d'environ vingt-quatre mille.  
(2) Bernard Brigoleix, CEE, *Voyage en Eurocratie*. Editions Alain Moreau, 1986.

## LUXEMBOURG : ces messieurs de la Cour

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

Ils sont treize, revêtus d'une robe lie-de-vin, à veiller au respect du droit communautaire. Treize juges, assistés par six avocats généraux, à devoir donner raison ou tort à ceux, nombreux, qui la saisissent : Etats membres, Commission de Bruxelles, Conseil des ministres, fonctionnaires européens, entreprises ou simples particuliers.

Cela fait du monde et, comme n'importe quelle juridiction, la Cour de justice est débordée. Il faut aujourd'hui de dix-huit mois à deux ans pour qu'elle se prononce. Heureusement, ses décisions ne sont pas susceptibles d'appel. Contents ou pas, les plaignants savent au moins, lorsqu'elle a décidé, à quoi s'en tenir.

Aucune femme (1) ne figure actuellement dans cet aréopage de

juges à la mine solennelle et à l'âge généralement respectable, choisis pour six ans (renouvelables) par les gouvernements des Douze. Pour avoir l'honneur d'appartenir à cette prestigieuse institution, il faut être apte aux « plus hautes fonctions juridiques » ou être un « juriste reconnu possédant des compétences notables ».

Cette définition, à dessein assez floue, ne fait pas de tous les juges et avocats généraux de Luxembourg des magistrats de carrière. On s'en va, au début de la Cour, y séjourner l'économiste français Jacques Rueff.

Afin de parvenir, quoi qu'il arrive, à une décision, les juges sont en nombre impair. Comme on en compte treize et que la Communauté réunit douze Etats, l'un de ces Etats, choisi parmi les « grands » (actuellement l'Espagne), délègue tout à tour à Luxembourg deux représentants. De même pour les avocats généraux : cinq sont nommés

## STRASBOURG : pas tout à fait un Parlement

STRASBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

Assemblée-croupion ayant grignoté petit à petit un semblant de pouvoir, le Parlement européen n'en finit pas d'aspirer à une pleine légitimité. Pour simplifier, les cinq cent dix-huit députés qui siègent en principe une semaine par mois à Strasbourg (sauf en août) sont dans la position des sénateurs français. Ils votent la loi, mais, en cas de divergence avec Bruxelles, ils n'ont pratiquement jamais le dernier mot.

Mesurant le chemin parcouru, le Parlement européen se console de n'avoir pas encore atteint l'âge adulte. En mars 1988, lors de sa première session à Strasbourg, ils ne sont que cent quarante-deux, à tenir le rôle de parlementaire d'une Communauté économique encore balbutiante. Ils ne sont pas élus au suffrage universel, il faudra attendre plus de vingt ans pour cela (1979), mais simplement délégués au Palais de l'Europe (où ils siègent officiellement toujours) par leurs Parlements nationaux.

Cette représentation au second degré ne pouvait durer des lors que s'effaçait de la scène politique le général de Gaulle puis Georges Pompidou, farouchement opposés à l'acte d'un tel mode de scrutin. Elle a été abolie par la loi de 1974. M. Valéry Giscard d'Estaing rangea la France dans le camp des partisans du suffrage universel direct, et l'obstacle fut levé.

Ces élections, qui ont lieu tous les cinq ans, sont abominablement qualifiées d'« européennes ». Elles « ne

sont en réalité que des élections nationales en vue d'élire un Parlement européen » (1). Sinon, il n'y aurait pas de listes PS en France, travailliste en Grande-Bretagne ou PSOE en Espagne, mais une liste socialiste unique présentée aux suffrages de l'ensemble des électeurs de la Communauté.

On n'en est pas encore là, de sorte que chaque Etat membre s'est vu attribuer un nombre de sièges correspondant grosso modo à sa démographie : 81 pour la France, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni, 60 pour l'Espagne, 25 pour les Pays-Bas, 24 pour la Belgique, la Grèce et le Portugal, 16 pour le Danemark, 15 pour l'Irlande et 6 pour le Luxembourg.

## Pouvoir d'amendement

L'élection de 1979 au suffrage direct est la date charnière de l'histoire du Parlement. Il s'est vu, depuis, pousser des ailes, rognées jusque-là par les gouvernements. S'il fallait l'Acte unique de 1986 pour lui faire jouer un rôle autre que consultatif, la réforme de 1979 a enclenché une mécanique dont l'aboutissement logique, sinon inévitable, est sa pleine souveraineté.

De l'avis général, le compromis entre le pouvoir de codécision qu'il réclamait en 1986 et ses attributions d'hier n'est dès lors qu'une étape. Pour l'instant, l'Acte unique lui confère une sorte de pouvoir d'amendement baptisé procédure de coopération.

Les députés européens ne se satisfont qu'à demi de cette victoire de 1986, qu'ils auraient voulu plus

éclatante. Car, pour le reste, les pouvoirs du Parlement de Strasbourg sont considérés par les intéressés comme trop modestes, même s'il leur arrive de faire prévaloir leur point de vue. Ainsi les députés européens ont-ils victorieusement bataillé, avec l'appui de la Commission, pour imposer des normes antipollution aux petites cylindres.

A l'inverse, le Parlement n'a pas de réel pouvoir sur les crédits consacrés à la politique agricole commune, qui constitue l'essentiel du budget de la Communauté (autour de 60 %). Mais il dispose de la faculté de censurer la Commission (il n'en a jamais usé) et, de droit, que lui a attribué l'Acte unique, d'accepter ou de refuser l'adhésion ou l'association d'un nouvel Etat à la Communauté.

Les députés européens subissent cette situation peut-être transitoire en se disant que leur étoile, si elle peut paraître parfois un peu pâle vue de Bruxelles, brille avec plus d'éclat sous les cieux internationaux. La liste est longue des personnalités qui sont venues prendre la parole devant le Parlement européen, devenu une sorte d'ONU-bis. AnnanRil Sadate, le roi Hussein de Jordanie, MM. Raul Alfonsín (Argentine), Chaim Herzog (Israël), Ronald Reagan, Jean-Paul II ou M. Yasser Arafat.

Pour gagner en poids, peut-être le Parlement européen devra-t-il mettre un terme à une polémique aussi fastidieuse que le dénombrement de celle-ci paraît logique : la fixation de son siège à Bruxelles, à côté de la Commission et du Conseil des ministres.

Pour ménager les susceptibilités française et luxembourgeoise, le Parlement européen continue de tenir session à Strasbourg, tandis que ses services, c'est-à-dire deux mille quatre cents fonctionnaires, sont regroupés au grand-duché. Les réunions de commissions et de groupes ont lieu, elles, à Bruxelles, créant une situation qui n'a guère d'équivalent dans le monde qu'en Afrique du Sud (l'Assemblée siège au Cap et le cabinet se réunit à Pretoria).

Puis, qu'un gaspillage d'argent (10 % du budget de fonctionnement du Parlement), cette dispersion suscite une déperdition d'énergie dont se ressent le travail parlementaire. Elle ajoute surtout au flou qui entoure l'Assemblée européenne dont l'opinion se demande parfois, à juste titre, quel est son rôle et où elle le joue.

(1) Jean-Louis Barban et Pierre Giesbert, *Le Parlement européen*. Presses universitaires de France. Collection « Que Sais-je ? » 1981.

Enquête réalisée  
par Bertrand Le Gendre

(1) De toute son histoire, la Cour n'a compté qu'une seule femme, une Française, M<sup>me</sup> Simone Rozza, avocate général de 1981 à 1984.

Un compromis difficile entre les Douze

## Accord européen sur les petites voitures propres

Les ministres de l'environnement de la CEE ont adopté, vendredi 9 juin, à un accord sur les normes antipollution pour les voitures de petite cylindrée (moins de 1,4 litre). Les valeurs d'émission seront obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 pour les nouveaux modèles, du 31 décembre pour les autres modèles. D'ici à cette échéance, les États membres pourront consentir des avantages fiscaux aux acheteurs de véhicules respectant les normes américaines.

**LUXEMBOURG**  
(Communauté européenne)  
de notre envoyé spécial

« Out, enfin un accord », s'est exclamé M. Brice Lalonde, à la fin des travaux des Douze. Difficile d'apprécier si la satisfaction du secrétaire d'État français chargé de l'environnement était feinte ou réelle. Toujours est-il que l'accord de Luxembourg ne va pas dans le sens de la stratégie soutenue par certains des constructeurs européens.

Devant la pression de l'opinion publique relayée par le Parlement européen et la Commission de Bruxelles, Peugeot et Renault, mais aussi Fiat et British Leyland, s'étaient, bon gré, mal gré, ralliés à l'idée de normes américaines en 1993. Le tout était de préserver l'essentiel : gagner du temps pour développer de nouvelles technologies (moteurs à combustion

poivre, par exemple), afin d'échapper aux équipements fabriqués par les concurrents étrangers (notamment allemands, américains et japonais). Le pot catalytique à trois voies équipé d'électronique est le seul procédé existant actuellement sur le marché pour répondre à des normes très strictes.

Aujourd'hui, cet objectif paraît désormais compromis. La France, l'Italie et le Royaume-Uni ont finalement accepté que des aides nationales soient, dès à présent, accordées aux automobilistes qui ont anticipé l'obligation prévue dans trois ans. Encore une fois, le poids de la République fédérale d'Allemagne a fait la différence. En annonçant à fin avril que son gouvernement avait décidé d'accorder des incitations fiscales, le chancelier Helmut Kohl a contrarié le scénario prévu par Paris, Rome et Londres.

### La Commission a cédé

Surprise par l'insistance de M. Klaus Töpfer, ministre allemand, la Commission européenne a improvisé et, surtout, cédé. Elle qui disait encore tout récemment, à la suite des avantages fiscaux consentis par le gouvernement néerlandais, que ceux-ci étaient de « fragmentation » le marché, a changé du tout au tout son argumentaire. « Ce qui compte », a expliqué M. Carlos Ripa di Meana, commissaire chargé du dossier, c'est que les aides soient inscrites au niveau communautaire.

Au-delà des formules alambiquées propres au jargon communautaire, il

reste, comme l'a reconnu M. Lalonde, que les voitures équipées de pot catalytique ne coûteront pas plus cher que celles qui ne le seront pas. Face à ce choix, la décision sera à l'évidence facile. D'autant que l'essence sans plomb, seul carburant qui ne détériore pas le catalyseur, est vendue moins cher que le super.

### Marché fragilisé

Aussi, qu'on le veuille ou non — on l'admet en privé dans les milieux communautaires — le marché européen de l'automobile sera-t-il fragilisé au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1992. Avec les Néerlandais qui appliquent déjà des primes, les Belges et les Allemands qui ont annoncé les mêmes mesures, voilà au moins trois marchés qui feront la distinction entre les voitures propres et celles qui ne le seront beaucoup moins. Sans compter que le Danemark, faisant cavalier seul, a décidé de rendre obligatoires, au 1<sup>er</sup> octobre 1989, les normes américaines sur son territoire.

Indépendamment de l'unité du marché chère à tous au niveau du discours, se pose le problème industriel pour les Français, les Italiens et les Britanniques. En position de quasi-monopole en Europe, les fabricants allemands de pots catalytiques voient d'un coup leurs

débouchés s'élargir de manière considérable. Visiblement, la proximité des élections européennes aidant, les intérêts industriels ont pesé peu dans la balance au regard des préoccupations écologiques. Mais après tout, comme l'a remarqué M. Lalonde, « certains constructeurs de l'Europe du Sud ont fait preuve de lenteur, et leur stratégie est erronée ».

Antidote d'autant plus cruelle que le faillite des voitures propres est loin d'être terminée. La Commission a l'intention de formuler un nouveau projet visant à rendre plus sévères les normes prévues pour les automobiles moyennes (entre 1,4 et 2 litres de cylindrée), qui rendront indispensables les pots catalytiques alors que les valeurs d'émissions fixées pour l'instant ne les imposent pas.

M. Lalonde a tout de même obtenu que « la Commission s'attache avec une attention particulière aux problèmes des limitations de vitesse ». Pour le ministre français, les vitesses élevées découlent des émissions de dioxyde de carbone responsable de l'effet de serre. Aujourd'hui, la RFA est le seul État membre de la Communauté à ne pas imposer des limitations de vitesse sur autoroute.

MARCEL SCOTTO.

## BILLET

Les sénateurs proposent la suppression de l'autocontrôle

## La fin des « capitalistes sans capitaux »

Considéré comme un moyen pour les dirigeants d'une entreprise d'assurer leur pouvoir sans investir d'argent, l'autocontrôle (déclaration par une ou plusieurs filiales d'actions de leur société-mère) a longtemps été dénoncé comme la tige du système financier français fait de « capitalistes sans capitaux ». Dans la loi Badinter de 1985, il avait déjà été limité à 10 %. « Mais récusant le principe de l'autocontrôle tout en maintenant l'existence d'un système financier ambigu et offrant la possibilité de tourner la législation », estime-t-on au gouvernement. D'où la satisfaction affichée devant la présentation lors de la discussion au Sénat le 7 juin de la loi sur la sécurité et la transparence des marchés financiers, par le sénateur Dailly d'un amendement visant à supprimer purement et simplement l'autocontrôle sous réserve de laisser aux entreprises un délai d'un an (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1990) pour s'adapter.

pour préserver les intérêts des actionnaires, l'autocontrôle fait en revanche partie des moyens permettant à une entreprise de se défendre contre une éventuelle attaque d'un « raider ». Nombre d'entreprises françaises y ont donc recours et notamment les entreprises privatisées depuis 1986. Au moment où le gouvernement veut donner aux firmes nationales les moyens de se défendre contre des OPA inamicales, est-il judicieux de se priver de cet instrument ? « Oui », répond-on au gouvernement où l'on estime que les entreprises seront d'autant mieux défendues qu'elles auront de véritables actionnaires. Rue de Rivoli, où l'on avait songé dès l'élaboration du projet de loi à introduire semblable article, on se félicite en tout cas du sens de l'intérêt général manifesté par le Sénat et l'on attend que les parlementaires prennent leurs responsabilités dans le débat qui ne manquera pas d'avoir lieu sur le sujet.

C. B.

## REPERES

## Un semblant de trêve dans le feuilleton LVMH

Reconciliés ou toujours en guerre ? A l'issue de l'assemblée générale du 9 juin, les actionnaires de LVMH n'étaient toujours pas fixés sur l'état des relations entre M. Bernard Arnault et M. Henry Racamier.

Près de neuf cent cinquante personnes étaient présentes dans les salons de l'Hôtel Intercontinental à Paris. Musique Grand Siècle et champagne et sacs produits par le groupe les avaient fait patienter. « Je ne suis pas un centralisateur. Chaque entreprise du groupe doit être gérée de manière autonome et dans le respect de la culture de chacune », a déclaré M. Arnault. S'attachant à définir une stratégie pour LVMH, il a fixé trois axes : unir le groupe, développer le leadership mondial, renforcer les liens stratégiques et les synergies. Il a par ailleurs annoncé que les prévisions pour 1989 laissent entrevoir un bénéfice en hausse de 30 %.

En présentant ainsi ses orientations, M. Arnault semblait vouloir

atténuer ses divergences avec M. Racamier. Pendant presque deux heures, les actionnaires se sont interrogés sur l'effet des gels de printemps sur la prochaine cuvée de champagne, le montant des dépenses de communication, de publicité et d'honoraires d'avocat, les rapports avec l'Actionnaire britannique Guinness. Et, bien sûr, ils ont demandé aux protagonistes de s'expliquer sur leurs intentions réelles. Fidèle aux déclarations faites la veille au Monde, M. Racamier a voulu éviter la polémique. « Il y a longtemps que je cherche à assurer ma succession. Il faut laisser plus de place aux professionnels dans le directoire », a-t-il rappelé. En revanche, interrogé par un actionnaire sur le fait de savoir s'il gèrerait ou non M. Racamier, M. Arnault a évité de répondre trop nettement à la question.

Les deux protagonistes se retrouveront encore une fois par avocats interposés, lundi 12 juin, devant le tribunal de commerce. M. Racamier

demande en effet le report de l'assemblée générale de Louis Vuitton, qui était fixée au 13 juin. « Le report de cette assemblée correspond à la volonté que rien d'irréversible ne se passe tant que le jugement au fond sur les OSA (1) n'a pas été rendu », explique-t-on dans l'entourage de M. Racamier (voir le Monde du 9 juin).

Une autre affaire qui impliquerait M. Arnault pourrait bien venir prochainement devant les tribunaux. Il s'agit de la plainte d'un petit porteur qui estime avoir été lésé lors de l'opération qui avait entraîné la prise de participation du Bon Marché dans Christian Dior. Certains avaient estimé à l'époque que les actifs du Bon Marché avaient été sous-évalués. Des affirmations bien évidemment contestées par M. Arnault.

F. Ch.

Obligations à bons de souscription d'actions.

### Accord avec l'italien Rinascente

## Casino poursuit sa stratégie d'alliances européennes

Le groupe succursaliste Casino continue son « européanisation » : après son alliance avec le britannique Argyll et le néerlandais Royal Abold (le Monde du 20 mai), il vient d'annoncer la création d'une filiale commune avec l'italien Rinascente. Cette société commune « de coordination », qui a pour vocation le développement de chaînes de supermarchés en Italie et en Europe, est détenue à 65 % par le groupe italien (filiale à 51 % de Fiat) et à 35 % par Casino.

La Rinascente est le premier groupe italien de distribution, avec un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de francs. Elle exploite 14 grands magasins, près de 194 magasins populaires UPM, la chaîne de supermarchés SMA, 8 hypermarchés Citta Mercato et 8 hypermarchés de gros (« cash and carry ») IR Gros.

Jusqu'ici, la distribution en Italie a échappé en grande partie au mouvement général de modernisation de

l'appareil commercial, les petites épiceries de quartier conservant une place prépondérante dans la distribution alimentaire. La péninsule offre donc des possibilités incontestables de développement. Par ailleurs, Casino trouve en Italie des débouchés supplémentaires pour ses productions industrielles, ce qui n'est pas négligeable. Casino a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires consolidé de 35,5 milliards de francs et exploite en France 41 hypermarchés et 129 supermarchés.

## ETRANGER

## L'OCDE recommande aux Pays-Bas de réduire leur déficit public

Dans leur dernière livraison consacrée aux Pays-Bas (1), les experts de l'OCDE se félicitent des « résultats encourageants » enregistrés par l'économie néerlandaise au terme de six années d'une politique d'austérité particulièrement rigoureuse.

Le redressement opéré sur le front des coûts et des prix est qualifié de « remarquable ». Et les prévisionsnistes du chapitre de la Monnaie. Il est vrai que les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,8 % en 1988 aux Pays-Bas après avoir baissé de 0,3 % en 1987. C'est d'ailleurs en matière de tenue des prix la meilleure performance des vingt-quatre pays de l'OCDE, soulignent les auteurs de l'étude.

Cette performance est-elle appelée à se reproduire ? Les experts tablent en tout cas sur une inflation modérée pour cette année (1,50 % prévue en 1989) comme pour l'an prochain.

Rigueur salariale, gel des prestations sociales et politique monétaire stricte ont encore contribué en 1988 à brider la demande des ménages. Résultats : la croissance économique néerlandaise s'est avérée moins soutenue en 1988 (+ 2,7 %) que celle des autres pays industrialisés.

Les conjoncturistes de l'OCDE prévoient toutefois une accélération de l'activité en raison de l'expansion des exportations et de la vigueur

nouvelle de l'investissement productif. La croissance prévue est de + 3,2 % en 1989.

« L'économie néerlandaise est relativement bien placée pour tirer parti du marché unique européen », concluent les experts qui ajoutent, cependant, deux motifs d'inquiétude. D'une part, l'ampleur des déficits publics est jugée encore excessive. D'autre part, le taux de chômage — élevé l'année dernière (8,3 % de la population active en 1988) — ne devrait diminuer que faiblement (8,1 % prévu en 1989).

(1) Etudes économiques de l'OCDE. Les Pays-Bas, juin 1989.

Adoption d'un système de réserves bancaires obligatoires. — La Banque centrale des Pays-Bas a annoncé, le vendredi 9 juin, la mise en place d'un système de réserves obligatoires pour limiter les prêts effectués par les banques. L'encours des crédits nets ne pourra progresser de plus de 5 % par an, faute de quoi les banques seront contraintes de déposer 10 % de leurs crédits additionnels sur un compte non rémunéré auprès de la Banque centrale, ou de verser à celle-ci un intérêt de 6,25 % sur cette fraction de leurs crédits. La mesure sera en vigueur pendant un an à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1989.

## REPÈRES

### Chômage

### Amélioration en Europe

En avril, le chômage a baissé dans les douze pays de la CEE. Selon Eurostat, l'office statistique, le taux de demandeurs d'emploi dans la population active est passé, en données corrigées, de 9,4 % en mars à 9,3 %. En raison d'un retard imputable à la méthode utilisée aux Pays-Bas, on sait seulement maintenant qu'il y avait officiellement 157 000 chômeurs en mars 1989.

Les chiffres pour la Grèce et le Portugal n'étant pas disponibles, les pourcentages par pays membres, en données corrigées et rendues comparables sont : Espagne (17,9 %), Irlande (17,1 %), Italie (10,8 %), Pays-Bas (10,1 %), France (10 %), Belgique (9,9 %), Grande-Bretagne (8,9 %), Danemark (8,6 %), RFA (8,5 %) et Luxembourg (1,8 %).

### Conflits

### Augmentation des journées de grève en 1988

L'année 1988 aura été marquée par une recrudescence des conflits de travail, selon les statistiques publiées le 9 juin par le ministère du travail. Au total, plus de 1,2 million de journées ont été perdues du fait de grèves, soit autant qu'en 1984. Après l'accalmie de 1985 à 1987, ce sont les conflits localisés et non généralisés qui ont augmenté. En un an, ils ont été plus nombreux (+ 24 %), ont impliqué davantage de salariés (+ 29 %) et ont totalisé un nombre plus important de journées de grève (+ 82 %). Avec la fonction publique, hors secteur hospitalier, il faut encore ajouter 668 000 journées de grève.

### Inflation

### Flambée des prix de gros américains...

L'indice américain des prix à la production a augmenté de 0,9 % au mois de mai, contre 0,4 % en avril et en mars. Si l'on exclut les prix de l'énergie et des produits alimentaires, l'indice des prix a augmenté de 0,5 % en mai ; il avait diminué de 0,1 % en avril. Au total, les prix de gros ont augmenté à un rythme annuel de 9,4 % au cours des cinq premiers mois de 1989, contre 4 % et 2,2 % respectivement au cours de la même période, en 1988 et 1987.

### ... accélération dans la CEE

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % en avril, contre 0,4 % en mars et 0,5 % en février. Selon l'office statistique de la Communauté Eurostat, la hausse des prix en Europe, qui atteint 5,3 % en glissement sur douze mois, est la plus élevée depuis janvier 1986. Au mois d'avril, le Royaume-Uni a enregistré la plus forte hausse des prix à la consommation des pays de la CEE, avec 1,8 %, contre 1,6 % pour la Grèce, 1,1 % pour le Portugal, 0,7 % pour l'Italie et la Belgique. En RFA, en France et au Danemark, les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % en avril ; leur hausse a été limitée à 0,5 % aux Pays-Bas et à 0,3 % en Espagne et au Luxembourg.

## Les réactions

## Satisfaction de Renault silence de Peugeot

La régie Renault s'est déclarée « satisfaite » de l'accord signé à Luxembourg. Admettant qu'il faudrait un jour ou l'autre adopter des normes antipollution plus sévères, elle avait déclaré que celles-ci soient fixées une fois pour toutes et souhaité avoir le temps de s'y préparer. Elle considère que les échéances fixées — 1<sup>er</sup> juillet 1992 pour les nouveaux modèles et 31 décembre 1992 pour les modèles neufs des modèles anciens — donnent largement le temps aux constructeurs de s'adapter aux nouvelles normes.

Pas de réaction chez Peugeot alors que M. Calvez, patron du groupe privé, s'était élevé avec le plus de virulence contre le durcissement des normes antipollution. De son côté, la Fédération britannique des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT) estime que le coût des voitures de petite cylindrée pour-

rait augmenter de 300 à 800 livres (environ 3000 à 8000 F) à la suite des nouvelles normes adoptées. « Nous sommes satisfaits que les nouvelles normes soient obligatoires », commentait-on à la Fédération, tandis qu'un porte-parole d'Austin-Rover déclarait que la décision des Douze venait à point car « elle mettait fin à l'incertitude ».

Dans l'immédiat, ce sont les voitures d'une cylindrée/litre de plus de deux qui seront équipées, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989, de pots catalytiques édgeant l'utilisation de super sans plomb. Du coup, en France, dès le 1<sup>er</sup> juillet, ce carburant va faire une entrée en force dans les stations-service pour un prix au litre sensiblement équivalent au super actuel en raison de la détaxe fiscale (de 41 centimes par litre) dont il va bénéficier.

## SOCIAL

## La succession difficile de M. Guillen au CNPF

Contrairement à ce qui avait été indiqué lors de l'annonce de la démission de M. Pierre Guillen de la présidence de la commission sociale du Conseil national du patronat français (le Monde du 2 juin), le conseil exécutif du CNPF ne désignera pas son successeur le 12 juin. M. M. François Perigot et Pierre Guillen devraient annoncer qu'ils vont rechercher, d'ici au 1<sup>er</sup> septembre, date où la démission sera effective, un nouveau président de la commission sociale.

Au sein du CNPF, il y a un réel débat sur le profil du nouveau « patron du social » et sur le rôle de la commission. M. Guillen se serait heurté à une fin de non-recevoir du président du CNPF en demandant un renforcement des moyens de celle-ci. Pour l'heure, la question semble être de savoir s'il faut mettre à sa tête un chef d'entreprise ou un expert du social ? Mais on voit mal comment un non-expert pourra à l'automne négocier tout de suite avec les syndicats sur l'assurance-chômage et les retraites complémentaires.

Souhaitée un temps par M. Perigot, la candidature de M. Leenhardt, président de Vallourec et... de l'ILM (patronat de la métallurgie) a été écartée, comme celle de M. Jean-Louis Giral, ancien président de la Fédération des travaux publics. Pourraient rester dans la

cours M. Bernard Buisson, vice-président de l'Unedec, et M. Yves Lemoine (agro-alimentaire), actuel vice-président de la commission sociale. Mais d'ici au 1<sup>er</sup> septembre...

M. N.

## EN BREF

• Durcissement de la grève à la Météorologie. — L'intersyndicale CGT-CFDT-FO de la Météorologie nationale, où divers services sont affectés par des débrayages depuis mardi 6 juin, a annoncé vendredi 9 juin un durcissement de son action à partir du 9 juin. Elle demande des revalorisations de carrière et proteste contre une éventuelle transformation de la Météorologie nationale en établissement public à caractère industriel et commercial.

• Mines de potasse d'Alsace : durcissement de la grève. — Après une grève de vingt-quatre heures, le 8 juin, les mineurs des Mines de potasse d'Alsace, près de Mulhouse, se sont prononcés à 60 %, le 9 juin, pour une grève illimitée. Un vote à bulletin secret a été organisé dans les puits et les mineurs ont ensuite élu des comités de grève. Une intersyndicale CGT-CFDT-CFTC et CGC est à l'origine du mouvement. Les grévistes revendiquent une augmentation de salaire de 1 200 F par mois pour compenser la perte de pouvoir d'achat enregistrée par les trois mille neuf cents mineurs depuis 1982.

• Nominations de présidents. — M. Alexis Ruest, quarante-trois ans, ancien élève de l'ENA, ancien conseiller de M. Bérégovoy, vient d'être nommé président du conseil d'administration de la Caisse centrale de réassurance (CCR), par décret du 7 juin 1989. Par ailleurs, M. Jean-Yves Haberer est reconduit à la tête du Crédit lyonnais et M. François

Caries est nommé comme prévu à la Compagnie financière de Crédit industriel et commercial.

• Hanson cède ses 5,2 % dans Midland Bank au KIO. — Le Kuwait Investment Office (KIO) a confirmé, le 9 juin, avoir racheté les 5,2 % détenus depuis deux ans par le conglomérat britannique Hanson dans la Midland Bank, troisième banque de dépôts britannique, et cédée par celui-ci le 8 juin. Cet achat, en portant la part du KIO à 10,6 %, en fait le deuxième actionnaire de la Midland, derrière le Hongkong and Shanghai Bank (14,9 %). Constatant la stratégie habituelle du KIO, les investisseurs ont conclu qu'il n'y avait pas d'OPA à attendre, la Hongkong and Shanghai Bank s'étant par ailleurs engagée à ne pas augmenter sa participation jusqu'à fin 1990. Cette cession aurait rapporté, selon les milieux de la City à Londres, plus de 150 millions de livres (de 1,5 milliard de francs) à Hanson.

• L'URSS devrait emprunter davantage pour assurer le service de sa dette. — Au cours d'un débat au Congrès, le premier ministre soviétique, M. Mikhaïl Rykov, a affirmé que l'URSS avait besoin d'emprunter 9,5 milliards de roubles (90 milliards de francs environ) en 1989, afin de pouvoir assurer le service de sa dette en devises convertibles. M. Rykov a estimé que le total de la dette soviétique à l'égard de l'Occident atteint 34 milliards de roubles.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ÉCONOMIE

مكتبة جامعة القاهرة

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**M**ALGRÉ l'indécision et la perplexité ambiantes, la Bourse a tenu bon, et pour la troisième semaine consécutive elle a progressé, atteignant même de nouveaux sommets. Vendredi, l'indice CAC a terminé sur un record (487,96 points), gagnant 1,4 % par rapport à son niveau du 2 juin (481,2). Le volume des échanges est demeuré élevé, dépassant régulièrement les 2,5 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Mais l'heure était tout de même à l'incertitude. Les investisseurs ont en permanence oscillé entre leur désir de voir le CAC franchir le seuil des 500 points, confirmant ainsi leur confiance dans la place parisienne, et la prudence au regard des événements internationaux aux tonalités politiques. D'où des séances parfois déconcertantes.

Lundi, la mort de Payatollah Khomeiny et les messages des étudiants à Pékin laissaient apparemment indifférents les intervenants, plus sensibles aux charmes d'une future baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. Leurs comportements étaient alors à l'opposé de ceux de leurs homologues sur les autres places internationales comme Londres, Tokyo et surtout Hongkong, où l'indice Hang-Seng plongeait de 22 %. A Paris, l'indicateur instantané s'appréciait de 0,14 %. Reversément de tendance le lendemain (-0,4 %) dans le sillage de Wall Street. La Bourse new-yorkaise réagissait, elle aussi, fortement aux événements de Chine et d'Iran, l'indice Dow Jones perdant 1,47 %. Mercredi, l'indécision s'installa. Rue Vivienne (+0,01 %), pour calmer jeudi (+0,18 %). Les investisseurs sont alors dénotés par la tension sur les taux en France, le loyer de l'argent au jour le jour atteignant les 9 %. Il contraste ainsi avec la récente baisse du prime rate des banques américaines et surtout avec la perspective d'une détente générale.

La dernière séance de la semaine sera la plus contrastée. Le mouvement de reprise esquivé dans la matinée (+0,35 %) sera effacé en début d'après-midi après l'annonce d'une progression de 0,9 % des prix de gros aux Etats-Unis, supérieure aux estimations. Ce chiffre amène avec lui la crainte d'une relance de l'inflation et donc des risques d'un resserrement du crédit. L'indicateur instantané devenait négatif avant de revenir à +0,09 % en fin de journée.

En permanence, le palais Brongniart aura prouvé sa capacité de résistance aux nouvelles les plus diverses cette semaine. Preuve, pour certains, de son attrait. Un jugement qu'ils confortent avec le dynamisme des entreprises cotées, notamment parmi les plus belles valeurs. Ces cinq jours ont, en effet, été riches en actualités (rachats, regroupements, prises de

## Perplexe mais confiante

participations, résultats encourageants) pour ces fameuses bourses, comme les appellent les Américains.

Les deux rachats spectaculaires effectués par BSN et Lafarge ont entraîné des réactions totalement opposées chez les boursiers.

### Où sont les prédateurs ?

Mardi, le numéro 1 français de l'agro-alimentaire annonçait l'acquisition de cinq filiales européennes appartenant à l'Américain RJR Nabisco. Cette reprise, qui permet à BSN de devenir le premier biscuitier européen, au lieu d'être saluée par la Bourse, trouble alors plus d'un analyste financier. Car sur le tapis vert le groupe d'Antoine Riboud a posté 2,5 milliards de dollars, soit près de 17 milliards de francs. « Comment financer une telle acquisition sans peser sur les résultats à venir ? » Cette interrogation entraîne alors une baisse du cours. Les explications fournies le lendemain par les dirigeants sur le montage financier ont entraîné une stabilisation du titre. Parmi les moyens évoqués figure la perspective d'une augmentation de capital de 3 milliards de francs.

A l'inverse, Lafarge Coppée ne fera pas appel au marché pour financer la plus importante opération de son histoire. Avec 5 milliards de francs, le cimentier français prendra le contrôle du suisse Cementin AG et de l'espagnol Aslana. Il se hissera ainsi du troisième au deuxième rang mondial de ce secteur, derrière le suisse Holderbank. Cette annonce, mercredi, provoque une envolée du titre, car à la différence de BSN les gérants de portefeuilles estiment que le risque financier est moindre.

En revanche, ils réagissent peu au nouvel accord signé par Casino pour poursuivre son développement en Europe. Après s'être rapprochée à la mi-mai du britannique Argyle et du groupe néerlandais Royal Ahold, la firme stéphanoise s'allie au numéro 1 italien la Rinascente. Ensemble, ils créeront une société de coordination dans le domaine de la distribution alimentaire en Italie et à l'étranger.

Indifférence également des marchés financiers pour l'enfant chéri de ces derniers mois, LVMH. Devant quelque neuf cent cinquante personnes, pour la plupart actionnaires, réunies en assemblée générale, vendredi, M. Bernard Arnault a présenté les perspectives du groupe pour 1989. Le numéro 1 mondial de luxe devrait voir son

résultat progresser de plus de 30 %. « Ces données sont largement anticipées dans les cours », affirmait un banquier, plus soucieux de connaître l'issue du combat entre le président de LVMH, M. Arnault, et celui de Louis Vuitton, M. Henry Racamier.

Les rumeurs les plus diverses avaient couru autour d'une éventuelle réorganisation du capital de la CGE, entraînant une certaine appréciation de la valeur. En fait, le groupe proposera le 20 juin prochain à ses détenteurs de parts une résolution visant à limiter à 8 % les droits de vote d'un actionnaire quel que soit le montant de sa participation. Un moyen destiné selon le groupe industriel à assurer un tour de table diversifié, dans lequel « aucun s'aurait d'ascendant sur l'autre ». Cette mesure devrait permettre de mieux protéger la Compagnie générale d'électricité et de dissuader les radeurs.

Où sont les prédateurs ? L'an dernier à pareille époque, ils avaient envahi Paris, et leur moindre geste suffisait à faire flamber les cours. Depuis quelques mois, il n'en reste apparemment qu'un, le néo-indianiste Ron Brierley. L'homme d'affaires kiwi a une penchance pour les grands magasins, en particulier les Galeries Lafayette, les Nouvelles Galeries et le BHV, dans lesquels il a pris 5 % en novembre dernier. Depuis, il a porté à 12,8 % sa part dans les Galeries, laissant planer le mystère sur ses véritables intentions. Le moindre gonflement de transactions sur l'un de ces trois titres lui est alors à chaque fois attribué. Et cette semaine n'a pas dérogé au principe. Un bloc de 5,5 % du capital du BHV a changé de mains. Et tout le monde de se tourner vers M. Brierley.

Autre cession, mais moins étrange, celle de 20 % du capital d'André, détenu depuis 1987 par BSN. Le groupe agro-alimentaire français, encore lui, a procédé, en accord avec la direction d'André, à la vente de ses titres. Le « rachat » a été effectué auprès de différents acquéreurs, dont des sociétés du Crédit lyonnais, et a rapporté 606 millions de francs. Chez BSN, on précise que ce désengagement ne fait pas partie du plan de financement prévu pour le rachat des filiales de Nabisco. La Lyonnaise des eaux a également cédé les 2,1 % qu'elle détenait dans le Club Méditerranée. Pour son président, M. Jérôme Monod, cette participation n'a plus de raison d'être puisque le Club dispose désormais d'un tour de table stable. Enfin, cette semaine serait incomplète sans l'évocation de la performance des valeurs pétrolières, bénéficiant de la hausse du dollar. A présent, les marchés cherchent à évaluer les conséquences du seul-échec de POPEP au lendemain de sa réunion à Vienne.

DOMINIQUE GALLOIS.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

La reprise qui a récemment porté les valeurs à leur plus haut niveau depuis le krach, a perdu de sa vigueur à Wall Street malgré la baisse éphémère des taux d'intérêt aux Etats-Unis, dans un marché actif. L'indice Dow Jones a perdu 4,41 points durant la semaine. Une demande effective stimulée par une fièvre d'OPA dans le secteur de la communication sur Time Inc. et Lin Broadcasting, s'est heurtée aux ventes d'arbitrage des investisseurs institutionnels. Les événements sanglants en Chine ont affecté les compagnies américaines tandis que la mort de l'imam Khomeiny a provoqué une panique sur le marché du pétrole. L'annonce d'une hausse de 0,9 % des prix de gros vendredi, ainsi que les prévisions parues de 0,5 % à crêpe un petit malaise parmi les boursiers.

Indice Dow Jones du 9 juin : 2.513,42 (contre 2.517,83).

	Cours 2 juin	Cours 9 juin
Alcoa	46 1/4	48
AT&T	36 1/8	36 1/4
Boeing	78 3/4	76
Chesebrough	39 3/8	39 1/2
Du Pont de Nemours	119 7/8	118 3/4
Eastman Kodak	47 1/8	50 1/4
Exxon	43 3/4	43 7/8
Ford	49 3/4	49 1/2
General Electric	55 3/4	54 5/8
General Motors	41 1/8	41 1/4
Goodyear	54 7/8	56 5/8
IBM	109 1/8	108 3/8
ITT	68 3/8	69 3/8
Mobil Oil	51 7/8	50
Pfizer	63 3/8	61 3/8
Schlumberger	39 3/4	39 7/8
Union Carbide	22 1/2	21 7/8
USX	36 1/2	36
Westinghouse	43 3/4	44 3/8
Xerox Corp	64 1/8	63 3/8

### LONDRES

Nette hausse

Le discours rassurant du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, devant la Chambre des communes, mercredi, sur la politique monétaire a encouragé les investisseurs et a contrarié l'influence baissière liée aux craintes de déstabilisation politique en Chine et en Iran. L'indice Footsie a progressé de 39,5 points par rapport à la semaine précédente. Toutefois, l'annonce, vendredi, d'une hausse surprise des prix de gros aux Etats-Unis pour le mois de mai et ses implications inflationnistes ont affaibli la livre et ravivé les craintes d'un mouvement des taux en Grande-Bretagne.

Indice FT du 9 juin : 1.242,1 (contre 1.202,6), 30 valeurs à 1.775,7 (contre 1.745,7), Fonds d'Etat 34,30 (contre 34,61) et mines d'or 189,5 (contre 171,4).

	Cours 2 juin	Cours 9 juin
Beecham	422	424
Bovril	472	475
BP	287 1/2	289 1/2
Glaxo	512	504
Imperial Chemical	339	339
De Beers	14 5/8	15 3/8
Free Gold	6 3/4	7
Glaxo	1333/64	1331/64
ICI	16 1/8	16 7/8
ICI	12 1/2	12 3/4
Reckitt	796	779
Shell	464	450 1/2
Unilever	540	557
Warren	212	212
Warren	37 1/8	37 5/16

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

Niveau record

Le marché des valeurs onest-allemand a terminé la semaine à son plus haut niveau depuis le krach d'octobre 1987. Jeudi, les deux indices DAX et Commerzbank atteignent de nouveaux sommets. Vendredi, une panne du système informatique perturbera le déroulement des transactions rendant ces deux indices indisponibles.

Indice du 9 juin : Commerzbank 1.785,4 (contre 1.760,82) ; DAX 1.438,73 (contre 1.419,71).

	Cours 2 juin	Cours 9 juin
AEG	218	215
BAWAG	314	312,10
Bayer	311,90	311,90
Commerzbank	239	242
Deutschebank	541,50	544,80
Hoechst	318,50	300,10
Karstadt	324,40	329
Mannesmann	240,50	252,50
Siemens	551	555
Volkswagen	397,30	416

### TOKYO

Mitigé

La tendance de la Bourse de Tokyo a évolué en dents de scie cette semaine, dans une ambiance mitigée sur un marché moins actif que précédemment. Le Nikkei a subi une perte modérée de 27,44 yens comparée au recul de 324,20 yens de la période précédente. La situation politique chinoise explique en grande partie cette prudence.

Indice du 9 juin : Nikkei 33.639,98 (contre 33.667,42) ; Topix 2.503,41 (contre 2.501,56).

	Cours 2 juin	Cours 9 juin
Akai	840	816
Brigitte	1.620	1.620
Casio	1.800	1.790
Fuji Bank	3.520	3.480
Honda Motors	2.490	1.940
Mitsubishi Electric	2.490	2.290
Mitsubishi Heavy	1.160	1.150
Sony Corp	7.450	7.070
Toyota Motors	2.740	2.680

### Produits chimiques

	9-6-89	Diff.
Inst. Mérieux	6.310	+190
Labo. Bell	2.050	+5
Roussel Ucl	1.800	+30
BAEP	1.066	+26
Bayer	1.055	+8
Hoechst (1)	1.031	+8,50
Imp. Chemie	134,70	+0,60
Norsk Hydro	151,50	+0,50

(1) Coupon de 30,50 F.

### Filatures, textiles, magasins

	9-6-89	Diff.
Agache (Fin.)	1.505	+15
BHV	520	+10
CFAO	2.200	+5
Danart	2.976	+34
DMC	563	-10
Galeries Lafayette	1.680	+40
La Redoute	3.350	+20
Nouvelles Galeries	696	+29
Printemps	685	+3
SCOA	84	+2,80

### Valeurs à revenu fixe

	9-6-89	Diff.
PME 104 % 1976	101,70	+0,18
8,50 % 1977	126,40	inch.
10 % 1978	102,20	+0,12
9,80 % 1978	101,97	+0,40
9 % 1979	106,25	+0,10
10,80 % 1979	104,90	+1,50
16,20 % 1982	103,85	+0,27
16 % 1982	106,61	+0,81
15,75 % 1983	101,62	+0,16
CNE 3 %	3.819	+33
CNE 5 %	101,80	+0,08
CNE 5,5 %	102,85	inch.
CNE 6 %	102,85	inch.
CNE 5,5 %	101,80	+0,10

### Alimentation

	9-6-89	Diff.
Béghin-Say	703	+13
Bongrain	3.075	+45
BSN	670	-39
Michelin	3.120	+160
Casino	3.114	+6,50
Euro-marché	3.090	+45
Guyenne et Gasc.	970	+47
Moët-Hennessy	4.090	+150
Nestlé	28.080	+490
Occid. (Gie)	390	+7
Olida-Caby	430	+11,10
Paroût-Ricard	1.243	+56
Promocof	3.120	+10
St-Louis-Bonnet	1.240	+30
Source Perrier	1.620	+20

### Mines d'or, diamants

	9-6-89	Diff.
Anglo-American	132,50	+12,20
Bul. Gold M.	443	+23,50
Bul. Gold M.	78,40	+1,35
Comd Gold Field	130,50	+2,50
De Beers	101,50	+3,60
Drif. Cons.	64,10	+5,10
Western Deep	181	+6,90

### Bâtiment, travaux publics

	9-6-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1.070	-27
Bouygues	650	-35
Ciment Français	1.560	+7
Dumez	1.017	-1
GTM	1.456	+36
J. Lafarge	1.330	-30
Lafarge	1.370	+132
Maisons Patz	101	+2,50
Poliet et Chausson	743	+5
SCREG	936	+34
SGE-SB	259	-5

### Mines, caoutchouc

	9-6-89	Diff.
Géophysique	835	-28
Imetal	386	+1,10
Michelin	204,50	+3
Métallurg	209,50	inch.
RIZ	52,50	+0,50
ZCI	3	inch.

### Pétroles

	9-6-89	Diff.
BP-France	146,50	+8,70
Elf-Aquitaine	548	+18
Eso	522	+69,90
Exxon	296,50	+5,50
Petrolina	2.120	+2,50
Primagaz	704	+16
Raffinage	177	+13,10
Royal Dutch	413,10	+1,10
Shell	134,90	+1,10
Total	528	+33

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Haut %	Bas %
Eso	+14,7	-7,1
Free-Life	+10,9	-6,2
Crozet	+10,2	-6,2
Lafarge Coppée	+8,7	-6,2
Mia Fin Sil.	+8,2	-6,2
Total (Fin Pét.)	+8,1	-6,2
Exxon (G. des)	+8	-6,2
Sys. Bouteilles	+6,8	-6,2
Reif. Dist.	+6,5	-6,2
BP France	+6,3	-6,2
Loctane SA	+5,7	-6,2
DFF	+5,6	-6,2
Carrefour	+5,4	-6,2

### Banques, assurances

#### sociétés d'investissement

	9-6-89	Diff.
Bail Equipement	336	-23
Banque (Cie)	520	+6
Coleman	307	+17
CSEI (ex-Sigat)	560	-6
CFI	840	-40
Banque	470,50	+8,50
Chargem SA	1.358	+5
Banque	1.665	+15
Hénil (SA)	575	-8
Loctane (1)	489	+20
Loctane	857	+18
Méfil	1.387	+41
Mediobank	212	+9
OFF	1.495	+79
Paris de réco	445	+3,50
Préfabri	1.165	+25
Schneider	788	+27
Société générale	510	+15
Suez (Cie Fin.)	343,50	+6,50
UCB	248,50	+10
Paribas	494,50	+6,50

(1) Coupon de 21 F.

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
BSN	305.219	899.258.499
CGE	1.533.699	695.804.630
Suez Fin.	1.743.990	604.456.350
Euro-nam	3.996.043	489.092.228
Paribas	483.003	486.173.354
Elf Aquitaine	839.944	454.859.718
Laf. Coppée	279.913	444.003.371
Club Méditerranée	571.303	383.143.989
Saint-Gobain	571.195	358.727.596
Peugeot SA	196.403	334.870.667
Gén. des Eaux	160.147	307.656.164
Source Perrier	135.610	220.552.569
Total (Pét.)	438.156	219.173.933
CCF PTF 89	175.328	214.636.803

(\*) Du vendredi 2 au jeudi 8 juin.

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 juin 1989

Nombre de contrats : 69 249				
COURS	ÉCHÉANCES			
		Jun 89	Sept. 89	Déc. 89
Premier .....	-	-	-	-
+ haut .....	-	107,40	107,40	107,04
+ bas .....	-	106,92	106,90	106,72
Dernier .....	-	107,02	107,04	106,88
Compensation .....	-	107,02	107,04	106,84

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	5 juin	6 juin	7 juin	8 juin	9 juin
R.M. ....	2 400 198	2 614 603	2 779 405	2 642 740	—
Comptant	10 827 068	7 022 271	7 595 916	7 072 043	—
R. et obl.	325 819	307 929	371 549	440 196	—
Actions ..					
Total .....	15 553 085	9 944 803	10 747 270	10 885 019	—

هذه امانة، لا أصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La crise en Chine. 4 URSS : la fin de la session du Congrès des députés du peuple. 6 Proche-Orient : la situation dans les territoires occupés par Israël. - Afrique du Sud : la prolongation de l'état d'urgence.	7 La campagne pour les élections européennes du 18 juin. 8 Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie. - L'Assemblée nationale adopte le projet de loi d'orientation de l'éducation. - « Livres politiques », par André Laurens.	9 Le voyage du pape dans les pays nordiques. - La procès de la branche lyonnaise d'Action directe. 10 Les Internationaux de tennis de Roland-Garros. 14 Aéronautique : le 38 <sup>e</sup> Salon du Bourget. - Bicentenaire : ombres et lumières.	15 Art : au Muséum national d'histoire naturelle, les lumières de l'écologie. - Musiques : les Troys à Marseille. Le rêve d'Hector. 10 Communication.	18 Europe 1993 : Communauté, mode d'emploi. 19 Accord européen sur les petites voitures propres. - Un semblant de trêve dans le feuillet LVMH. 20 Revue des valeurs. 21 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carte ..... 17 Echecs ..... 17 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés ..... 17 Radio-télévision ..... 17 Spectacles ..... 16	● Admissibilité aux grandes écoles ? ..... RES ● La Chine en direct 24 h/24 h ..... ETR 3615 tapes LEMONDE ● Les corrigés du Bac philo 3615 tapes LMBAC ● Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapes LM

## Les pays de l'OTAN s'engagent à augmenter « de l'ordre de 3 % par an » leurs dépenses militaires

Bruxelles (AFP). — Les pays de l'OTAN ont jugé nécessaire de parvenir à une augmentation de leurs budgets militaires « de l'ordre de 3 % par an », même si, a reconnu M. Cheney, secrétaire américain à la défense, « la plupart des pays alliés ne seront pas en mesure d'atteindre cet objectif cette année ».

Réunis pendant deux jours à Bruxelles dans le cadre du comité des plans de défense de l'OTAN, les ministres de la défense des pays membres de l'organisation militaire intégrée (sans la France) ont approuvé, vendredi 9 juin, le plan de désarmement conventionnel adopté dix jours plus tôt par le sommet atlantique de l'initiative du président Bush, mais ils ont jugé « nécessaire, au moins pour le moment, d'augmenter » les dépenses militaires. Ils font valoir notamment que, malgré

les réductions unilatérales annoncées par M. Gorbatchev, l'Union soviétique « n'a pas ralenti la cadence de sa production de matériels militaires ». Le général Altenbourg (RFA), président du comité, avait affirmé, jeudi, que trois mille chars continuent de sortir chaque année des arsenaux soviétiques.

L'objectif d'une augmentation de 3 % par an en termes réels des budgets militaires avait été retenu comme référence par l'OTAN, il y a dix ans, et M. Cheney avait insisté pour son maintien. Cependant la RFA, la Belgique et d'autres pays souhaitent adapter cette formule au nouveau climat de détente et parler seulement d'« augmentation significative ». Un compromis s'est finalement dégagé en faveur d'une légère atténuation de la formule, l'objectif n'étant plus que « de l'ordre de 3 % ».

## Mise sur cale à Cherbourg du sous-marin « le Triomphant »

Le premier élément de la coque du *Triomphant*, le premier de la série de six sous-marins nucléaires lance-engins de nouvelle génération (SNLE-NG), a été mis sur cale, vendredi 9 juin, à l'arsenal de Cherbourg.

Ce premier tronçon de 450 tonnes — le bâtiment en fera 12 700 au total — constitue la soule arrière du compartiment des seize missiles M 45 que le *Triomphant* doit embarquer. Le missile M 45, d'une masse de 35 tonnes, emporte sur des distances supérieures à 6 000 kilomètres une charge militaire constituée des six têtes thermonucléaires à trajectoire indépendante, « durcies » pour mieux déjouer la défense adverse et rendues discrètes (ou furtives).

Le *Triomphant* devrait être mis à l'eau à la mi-1992. Il commencera ses essais à la mer en 1993 et devrait entrer en service actif à la fin de 1994 au plus tôt.

A Cherbourg, la cérémonie du 9 juin marque la première étape du lancement officiel du programme SNLE-NG. Elle a été précédée, il y a quelques semaines, par la mise en forme de la première tôle d'acier spécial destinée au sous-marin le *Téméraire*, la deuxième de la série des six SNLE-NG. Destinées à remplacer la série « le Redoutable », ceux-ci devraient entrer progressivement en service opérationnel entre 1994 et l'an 2008.

## Deux cent huit Français rapatriés de Pékin par avion spécial

Deux cent huit Français rapatriés de Pékin sont arrivés, vendredi 9 juin, à 23 heures, à Paris, à bord d'un Boeing 747 spécial affrété par le gouvernement français. Parmi les passagers figuraient de nombreuses familles de Français travaillant en Chine, des étudiants et des hommes d'affaires.

Les voyageurs se sont plaints d'avoir été victimes à leur départ de tracasseries de la part des autorités chinoises, qui n'ont pas laissé l'appareil décoller qu'après cinq heures de contrôles d'identité tatillons. Deux vols réguliers d'Air-France étaient attendus ce week-end et en début de semaine prochaine à Pékin pour rapatrier d'autres personnes.

L'avion affrété par Médécins sans frontières avec l'aide du *Nouvel Observateur*, de Radio-Asie et de SOS-Racisme devait par ailleurs quitter Paris samedi pour Hong-kong, où MSF espère obtenir l'autorisation de l'envoyer sur Pékin. L'appareil devait emmener 23 tonnes de matériel médical, sept médecins et deux logisticiens. Le président de MSF, M. Rony Braunman, a indiqué, vendredi, que les autorités chinoises n'avaient pas encore accordé d'autorisation, mais pas non plus opposé de refus. Il a précisé que deux médecins de son organisation étaient depuis mercredi en Chine et que trois autres venaient d'obtenir des visas pour Pékin.

## SECTEURS DE POINTE

**INGÉNIEURS !  
INFORMATIENS !  
DEUX RENDEZ-VOUS  
EMPLOI  
EXCEPTIONNELS**

Dans le Monde du :  
LUNDI 12 JUIN daté mardi 13  
MARDI 13 JUIN daté mercredi 14

Pour votre  
**DEMEUREMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30 demeco

## Mode d'élections, imprimerie et développement

### « Libération » devant ses choix

*Libération* se réorganise. Le 8 juin, les trois cent quatre-vingt salariés du quotidien ont élu leurs représentants au conseil de surveillance ainsi que le gérant de chacune des sociétés de personnel (édition, administration, fabrication). Depuis plusieurs semaines, le personnel ne disposait plus de représentants : les mandats de certains étaient caducs et des élus avaient démissionné ou quitté le journal.

En outre, le statut de *Libération* a été modifié depuis l'automne dernier. Le quotidien est aujourd'hui coté par une société holding, la Société anonyme d'investissement et de presse (SAIP), dont les salariés possèdent 64,8 %, le reste étant détenu par des personnes physiques et morales. De ce fait, le personnel de *Libération* doit prochainement désigner ses représentants au conseil d'administration de la SAIP.

Or le mode de désignation de ceux-ci a fait l'objet de discussions parfois houleuses au sein du journal. La direction a défendu le principe d'une désignation par le PDG de la nouvelle société anonyme, Serge July, avec ou sans l'aval du conseil de surveillance. Les salariés de *Libération* et les syndicats (CGT et CFDT) se sont émus de cette « réforme de structures à la sauvette » et ont dénoncé « un principe qui constituait une rupture fondamentale pour le journal et les salariés actionnaires », en les privant « du

contrôle qu'ils exercent sur la direction, via le conseil de surveillance ». Un consensus a finalement été trouvé. Aux alentours du 25 juin, les salariés devront à nouveau voter afin de décider si leurs représentants au conseil d'administration seront directement élus par eux ou par le conseil de surveillance et les gérants de chaque collège.

A la même date, la direction de *Libération* devra faire part de ses choix en matière d'imprimerie. Le contrat d'impression qui liait en effet le journal au groupe Amarny (le *Parisien*) ne sera pas reconduit au printemps 1990. Ayant écarté la possibilité d'être fabriqué sur les presses de la nouvelle imprimerie d'Ivry mise en place par le Monde — à laquelle participe Hachette et qui imprimera une partie du *Parisien* — le journal de M. Serge July s'est mis en quête de solutions. « Nous sommes en négociations avec l'ensemble des partenaires industriels et en phase terminale avec certains », indique le directeur général de *Libération*, M. Jean-Louis Peninou.

Mais d'autres projets existent. Un magazine de fin de semaine est toujours à l'étude, même si aucune date de parution n'est avancée. Le journal s'intéresse aussi à la Belgique, où il diffuse 3 500 exemplaires : des rencontres ont eu lieu entre la direction et des journalistes de l'*Echo de la Bourde*, de Bruxelles, afin d'étudier la possibilité de lancer une édition belge de *Libération* à l'automne, qui tablait sur une vente de 20 000 à 25 000 exemplaires. Enfin, le titre projeté de prendre le contrôle de la société Kiosque international, spécialisée dans la publication de journaux étrangers traduits, avec laquelle il a édité récemment, en supplément, le journal de Solidarisme, Gaceta.

En 1988, *Libération* a vendu 192 245 exemplaires en moyenne, soit 23 % de plus qu'en 1987, et sa diffusion totale (journaux payés et gratuits) s'élevait à 195 098 exemplaires. Toutefois, comme d'autres quotidiens nés de la main, de janvier à mai 1989 *Libération* a enregistré une baisse de ses ventes à Paris (15,5 %).

Y.-M. L.

## Deux militants du PR écroulés à Nancy

NANCY  
de notre correspondant

Deux responsables du Parti républicain dans la région de Nancy ont été écroulés, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 juin, après avoir été présentés à M. Vincent Turbeaux, juge d'instruction. Il s'agit de M. Jean-Pierre Moret, quarante-deux ans, président de la section PR de Jarville (Meurthe-et-Moselle), et de son épouse, Chantal, également âgée de quarante-deux ans.

M. et M<sup>me</sup> Moret avaient été placés en garde à vue après le dépôt d'une plainte par une autre militante du PR, qui aurait été droguée avant de subir des violences sexuelles.

Les faits se sont produits samedi 3 juin au soir, à l'issue d'une réunion du bureau d'arrondissement du Parti républicain à laquelle participait le président départemental du PR, M. Claude Gaillard, député de Meurthe-et-Moselle. Celui-ci s'est déclaré « surpris et choqué » lorsqu'il a appris « ces événements graves ».

B. M.

## A l'automne 1941

# Staline aurait recherché une paix séparée avec Hitler

Le 5 septembre 1941, Churchill écrivait à Roosevelt pour lui rendre compte d'une conversation qu'il venait d'avoir avec l'ambassadeur de l'URSS. « Quel que soit de ce que Maïsky ait dit ne confirme cette supposition, peut-on lire dans cette lettre, nous n'avons pu chasser l'impression que les Russes pensent peut-être à conclure une paix séparée (1) ».

Glasgow aidant, il s'avère que l'impression était bonne. Les *Nouvelles de Moscou*, dans leur édition française (celle de Moscou) du 7 mai, publiaient un article du général-lieutenant Pavlenko, docteur d'Etat en histoire, qui rapporte les confidences que lui a faites, « au milieu des années 60 », le maréchal Joukov, ancien commandant en chef des forces soviétiques pendant la guerre.

Le 7 octobre 1941, Joukov avait été reçu par Staline en présence de

Beria, le grand chef de la police, qui n'ouvrit pas la bouche. Selon Pavlenko, Staline aurait déclaré en substance : « Lénine nous a laissé un Etat et nous a dit de le renforcer par toutes les mesures possibles. Mais nous n'avons pas exécuté ce testament du guide. Actuellement, l'ennemi s'approche de la capitale et nous ne possédons pas suffisamment de forces pour la défendre. Nous avons besoin d'un répit, non moins qu'en 1918, lorsque a été signé le traité de Brest-Litovsk. » Il a alors invité Beria à essayer d'utili-

ser ses « filières » pour sonder le terrain du côté allemand, se déclarant prêt à offrir à Hitler les républiques baltes, la Moldavie (qu'il avait prise l'année précédente à la Roumanie) et une partie de l'Ukraine.

De son côté, le rédacteur en chef d'un journal de Sofia, *Orbita*, a raconté dans un entretien à la télévision bulgare, rapporté par le *Sunday Times*, que Beria avait demandé à l'ambassadeur de Bulgarie à Moscou de jouer les intermédiaires. Lui-même, jeune diplomate à l'époque, avait été au courant de cette démarche. Hitler n'avait pas donné suite, étant convaincu que la chute de la capitale soviétique était imminente. Toujours selon le général Pavlenko, les tractations de Beria avec les nazis auraient été évoquées lors du procès qui, après la mort de Staline, devait aboutir à son exécution.

Par ailleurs, un ancien enquêteur dans l'affaire Beria, Guennadi Terekhov, a déclaré à la TV soviétique, le 29 avril 1988, que l'ancien chef de la police « avait eu, de sa propre initiative, des contacts avec les représentants de l'Allemagne hitlérienne, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'un pays neutre », et que « de telles conversations, en temps de guerre, étaient une trahison de la patrie ».

Ce qu'affirme Pavlenko est cré-

dible. Staline avait tout fait pour éviter la guerre, d'abord en signant, en août 1939, avec Ribbentrop, le pacte dont on a parlé le semaine dernière à la tribune du Congrès des députés du peuple à Moscou, puis en multipliant, dans les semaines précédant l'invasion, les concessions à Hitler. Il avait refusé de prendre au sérieux les avertissements pourtant venus de tous côtés sur l'imminence de l'attaque hitlérienne, et fut si abattu, après son déclenchement, qu'il resta plus d'une semaine avant de manifester son existence. Divers témoins ont rapporté les propos très défaitistes qu'il tint alors.

Dans ce climat, la référence à la paix de Brest-Litovsk, conclue par Lénine avec l'Allemagne impériale le 3 mars 1918, au nom du principe : « Céder de l'espace pour gagner du temps », renforce la vraisemblance du récit. Par ce document, la République des Soviets avait renoncé à des terres grandes comme une fois et demie la France, où se trouvaient le quart de la population, les tiers des terres à blé, les trois quarts de ses ressources en fer et en charbon. Sans la défaite du Reich à l'Ouest, en novembre suivant, il n'y aurait probablement jamais eu d'URSS.

Signalons, pour compléter le dossier, que, en décembre 1942, un diplomate allemand en poste à Stockholm, Peter Kleist, qui a raconté par la suite cet épisode dans un livre (2), fut abordé par un

homme d'affaires à la nationalité mal définie, mais très proche de l'ambassade soviétique, la fameuse M<sup>me</sup> Kolontai, qui lui dit : « Je vous en donne ma parole : si l'Allemagne revient à la frontière de 1939, vous pouvez avoir la paix dans les huit jours. » En novembre 1943, Molotov, alors ministre des affaires étrangères, parla de l'affaire à l'ambassadeur des Etats-Unis, en la présentant comme une initiative allemande. Le mois précédent, le diplomate soviétique Dekanov était venu à Stockholm pour rencontrer Kleist. Mais Berlin avait mis longtemps à se décider à autoriser l'entrevue, et lorsque Kleist arriva enfin dans la capitale suédoise Dekanov venait d'en repartir. Ajoutons que Kleist est mort subitement à Stockholm le 1<sup>er</sup> avril 1946, quelques heures avant de gagner l'Allemagne, où il devait déposer devant un enquêteur britannique.

On ne saurait trop approuver, dans ces conditions, le général Pavlenko, qui demande la publication intégrale des Mémoires de Joukov...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Churchill, *La Seconde Guerre mondiale*, T. III, vol. II, p. 88 (Plon, 1948).  
(2) Peter Kleist, *Entre Hitler et Staline* (Plon, 1973).

## EN BREF

● GRÈCE : M. Papandréou a divorcé. — Le tribunal de première instance d'Athènes a prononcé, vendredi 9 juin, le divorce du premier ministre grec, M. Andreas Papandréou (soixante-dix ans), d'avec sa femme Margaret (soixante-sept ans), qu'il avait épousée aux Etats-Unis en 1951.

● PORTUGAL : Mort d'Antonio Macedo, fondateur du Parti socialiste. — Antonio Macedo, membre fondateur et président honoraire du Parti socialiste portugais, est mort, vendredi 9 juin à Porto, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Antonio Macedo avait été emprisonné à plusieurs reprises sous la dictature d'Antonio Salazar. — (Reuters).

● M. Pinay chez M. Rocard. — M. Antoine Pinay a été reçu par M. Michel Rocard pendant près d'une heure, vendredi 9 juin. L'ancien président du conseil de la IV<sup>e</sup> République a indiqué que l'actuel premier ministre lui « avait demandé de venir », il a jugé : « Au fond, la politique économique de Michel Rocard, c'est la même que la mienne ». Interrogé sur le fait de savoir s'il approuvait la politique économique de M. Rocard,

M. Pinay a logiquement répondu : « Bien sûr ». Selon lui, M. Rocard est « un homme moderne qu'on a plaisir à voir », avec lequel il a parlé « de tout et de rien, de nos événements de Chine et des élections européennes ». Quant à l'état de la France, M. Pinay a déclaré : « La France pourrait aller mieux, mais elle ne va pas tellement mal au point de vue économique et social. On peut toujours faire mieux. On n'est jamais au top niveau ».

● CYCLISME : Tour d'Italie. — Laurent Fignon a remporté, vendredi 9 juin, au sprint, la 20<sup>e</sup> étape du Tour d'Italie. Déjà vainqueur du maillot rose, le coureur parisien a augmenté son avance au classement général, à deux jours de l'arrivée du Giro.

● FOOTBALL : Brest en première division. — L'équipe du Brest Américain en l'emportant, vendredi 9 juin, sur les joueurs du RC Strasbourg (1-0), retrouve la première division qu'elle avait quitté l'an passé. D'un autre côté, le conseil d'administration de la Ligue nationale de football, réuni le 10 juin à Paris, a décidé que la reprise du Championnat de France aurait lieu le 22 juillet et non le 15 juillet comme il avait été prévu.

## En fuite depuis 1977

### Albert Spaggiari est retrouvé mort à Hyères

Le corps d'Albert Spaggiari, réalisateur du cambriolage par les époux, commis à la Société générale de Nice en juillet 1976, a été découvert samedi 10 juin à Hyères (Var) devant le domicile de sa mère.

Il semblerait, d'après les premiers éléments de l'enquête, que Spaggiari qui était en fuite depuis le 10 mars 1977, jour où il s'évada du Palais de justice de Nice, soit décédé naturellement d'un cancer et que son cadavre ait été déposé samedi matin par deux hommes qui s'enfuirent aussitôt.

Avec Le Monde sur Minitel

**ENSAIT ROUBAIX**

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 10 juin 1989 a été tiré à 529 996 exemplaires

## « Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30.

**LE MARDI  
20 JUIN 1989**

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

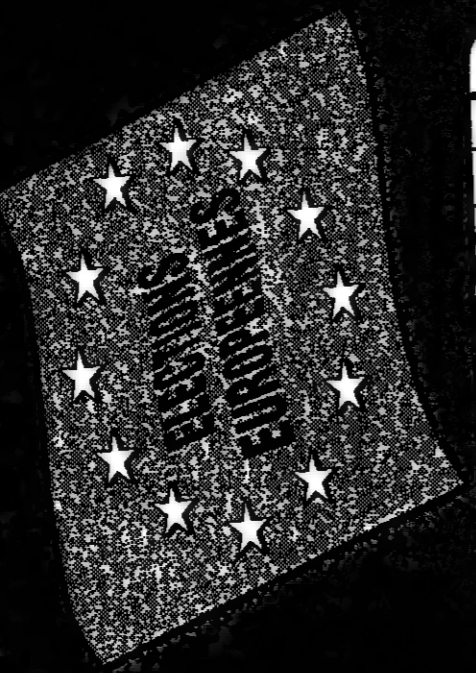
Ordre du jour :

- Informations, vente, publicité, marketing, documentation, DSIO, télématique, travaux.
- Questions diverses.

A B C D E F G

ملتنا من الأصل

# "GRAND JURY" RTL - Le Monde



- ANTOINE **WAECHTER** 11 JUIN
- PHILIPPE **HERZOG** 12 JUIN
- JEAN-MARIE **LE PEN** 13 JUIN
- VALÉRY **GISCARD D'ESTAING** 14 JUIN
- SIMONE **VEIL** 15 JUIN
- LAURENT **FABIOUS** 16 JUIN

# RTL

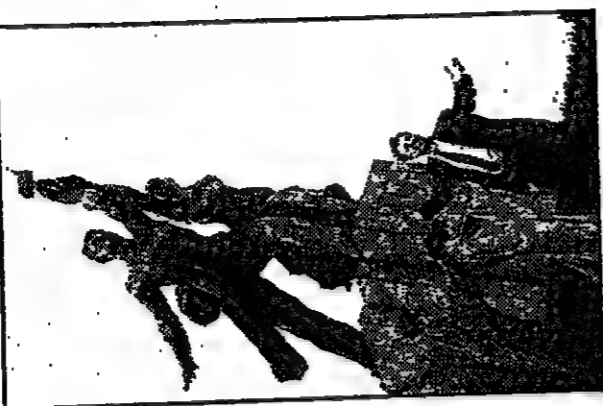
18 h 15  
en direct sur

ce pays, et rien nulle part ailleurs dans le monde | nous ne soy de la patrie | Dont

Le Monde

# RADIO TELEVISION COMMUNICATION

L'histoire immédiate :  
Peut-on faire confiance  
à Gorbatchev ?



LE XII<sup>e</sup> INPUT A STOCKHOLM

## Les télévisions publiques à la recherche d'idées nouvelles



Supplément au n° 13801. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 11 - Lundi 12 juin 1989.

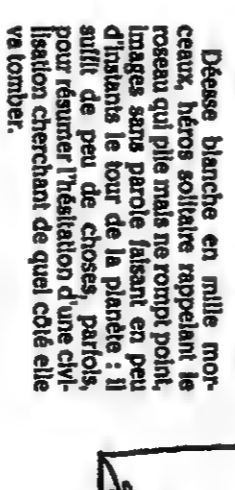
## 31

un esprit qui vient de la révolution culturelle : l'idée qu'il faut enlever la vieille croûte de civilisation, de résignation. La vieille civilisation chinoise va mourir. » Le ciel l'entende...

**PAR BRUNO FRAPPAT**

cours des âges. Les traces sont agissantes, sans quoi tout changement se ferait sans heurt, les seigneurs de la guerre — les sages de la guerre — sont encore la pour soumettre les faibles, dont seul le nombre peut les effrayer. Les armes ont changé, pas les méthodes ni l'enjeu : la puissance, interminables variations de la domination.

Es-ces à dire que la « Chine éternelle » expirerait, à elle seule, les crimes de la « Chine communiste » ? La prime serait élevée mais ne pourrait faire oublier que ce serait la reconnaissance du pouvoir qui est cause de tout, et que le parti a misé sa force et sa « légitimité » dans cet effort qui lui a bien pesé quarante ans pour s'imposer par tous les moyens comme le dépositaire, finalement, du « mandat du ciel ». L'imposture éciale enfin au-



Desespérer ? Au cours de « Apostrophes », l'auteur vendrait, Alain Perrault, qui présentait son Empire immobile, a cité une formule de Teilhard de Chardin, c'est un biochimiste d'origine juive. « La Chaine, c'est un biochimiste et moi... » Et l'incidentien commençait : « Cela veut dire qu'elle reprend toujours sa forme antérieure, qu'elle a une capacité d'absorption des événements qui fait que ce n'est jamais tout à fait ce que l'on croit ». Autrement dit, pas de hâte dans l'homme. Les choses ont leur temps. Elles ont leur

"Tout le monde n'a pas ce mot pessimisme. L'écrivain Ya Ding, lors du débat organisé lundi soir par Christine Ockrent après le journal d'Antenne 2, tirait des événements, même mal, le meilleur, c'est-à-dire l'optimisme. Et après la répression, une leçon d'espoir : "Tout le monde a compris que la démocratie, c'est la seule leçon de sauver la Chine. Il y a

Il faut imaginer Khoutou finissant, rongé, décrotté, laque dans ses derniers instants des ordes terribles, et Deng Xiaoping, maître-organisateur, un acceptant, une douce charité contre la jeunesse! Manière de se venger de la mort qui approchait? Volonté, comme l'a dit André Gide, de « ne pas mourir seuls et de se faire accompagner » ? Nul ne saurait conclure quoi que ce soit à cet sujet, mais la faiblesse humaine vient, pour la faiblesse des autres, de la faiblesse de soi-même. C'est une faiblesse inéluctable. C'est au moins injuste pour les millions d'autres qui, dans la souffrance ou la détresse, guettent angoissément ce monde, sur la pointe des pieds, sans chairs, sans lutte réelle, sans mandat du ciel.

[illegible]























**THE**

[illegible]

## A2

**6.30 Téléthon.**  
Avec le Journal à 7 h 00, 7.30, 8.00.  
**Magazines.** Match pourchus.  
Du Kongo-Cas, présentés par Thierry Becqua-  
re. Le grand Amusement vidéo à 8.35 : Les  
lieux d'information à 10.00 et à 11.00.  
**11.28 Sério :** La 98e et la maison.  
**11.58 Flash d'informations et Météo.**  
12.00 Les nouvelles de l'A-2.  
12.30 Jeu : L'avent d'or.  
13.00 Journal et Météo.  
13.45 Sério : Fignon Crat.  
14.10 Football : la phase sur hommes (\* épisode).  
15.10 Football : Du côté du onze Fria.  
Du Frédéric Mitterrand Spécial Corrè.  
16.00 Flash d'informations.  
16.05 Sério : Les mystères du Qu'est.  
La nuit de la mer aux ailes (2e partie).  
16.55 Flash d'informations.  
Magazine : « Rafale B-15 ».  
17.00 Présenté par : Quince et Chloé.  
L'été Ouest : Quince et Pimpie / Gratification :  
Jeu : Tivoli pirate.  
17.55 Présenté par : Philippe et Marie-Angèle Nardi.  
18.00 Sério : Top monde.  
18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
D'Armand Jugnot, présenté par Laurent Cabrol.  
19.10 Campagne officielle  
pour les élections européennes.  
19.35 Sério : L'homme à tout faire.  
20.00 Journal et Météo.  
20.38 Sério : Palace.  
De Jean-Pierre Riva, avec Jean Carmet, Pierre  
D'Ambois, Dominique Blancart, Dany Comt (\* épi-  
sode).

**21.38 Apostrophes.**  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Invités : Alexandrine (Historic de la littérature),  
Gérard Philouze (Le langage du corps), Jean-Michel  
Lévy (Le langage du corps), Jean-Michel  
Lévy (Le langage du corps), Jean-Michel  
Thomas (Le Point du jour), Philippe Soliers (le  
Contraste de Philip Roth).  
22.00 Journal et Météo.  
22.15 Bohème seconde.  
23.00 Journal et Météo.  
23.15 Bohème seconde.  
23.30 Cinéma : King Kong. ■■■  
Film américain de Ernest B. Schoedsack et Merian  
C. Cooper. Avec Fay Wray, Robert Armstrong,  
Tommy Kirk, Charles Hallahan.  
(Lire et voir l'article de Claude Assia).

**0.05 Magazine :** Du côté du onze Fred (suite.).

**R3**

10.20 **Le chahut des étoiles.**  
11.15 **Experte 3.** Horvath vitohn.  
11.45 **Experte 4.** Amiret.  
11.52 **Experte 5.** Le Normand du jour.  
11.58 **17 h 30 au jour.**  
12.00 **Téléthon régional.**  
12.57 **Film d'informations.** Point d'actualité.  
13.05 **Séte.** Quand la liberté venait du ciel.  
13.30 **Magazine.** Regarde de femme.  
Invité: Robert Naoual, journaliste.  
13.57 **Film d'informations.** Spécial Suisse.  
14.00 **Magazine.** La télé à court.  
14.30 **Magazine.** C'est pas juste.  
15.30 **Magazine.** Les gens qui ont.  
Magazine.  
Video box: *Mane aux pectés.* Cargam, Hébert.  
cible: *Pygmalion.* Vingt films sur leur écran.  
Le jeu de la sélection: *Varétés.* Et à 16.00, la fin d'information.  
17.00 **Film d'informations.** Spécial jeunesse.  
**De 17.05 à 18.00 Années 3**  
17.05 **Petit ours brun.**  
17.08 **Unpe 31.**  
17.10 **Ton Sawyer.**  
17.35 **Signt Cartespa.**  
18.00 **17 h 30 au jour.**  
18.02 **Magazine.** D'oreil vend la machine.  
18.30 **Jeu.** Question pour un champion.  
18.40 **Le 18-20 d'information.**  
19.15 **19.15 à 19.45.** le journal de la région.  
19.55 **Dessin animé.**  
19.58 **Derrière le dernier dinosaure.**  
20.05 **Jouer.** La classe.  
20.25 **INC.**  
20.35 **Séte: Le Masque.**  
L'été aux musées, de Roger Kahane, avec *Docteur*  
*L'assassin qui n'est pas pour les enfants.*  
21.35 **Magazine.** *Théâtre.*  
De Georges Depouy. *Jours de fêto à Paris.* de Claude Rivet et Xavier Desmiret.  
22.30 **Campagne officielle**  
pour les élections européennes.  
23.00 **Journal et Météo.**  
23.25 **Séte: De l'autre côté.**  
Film de animation présenté par René Laloux.  
Œuvre de François Bruel, Grapillon, Massé,  
Miquelena, manique.  
23.55 **Le 18-20 d'information.**  
Titre à succès de Paris.  
24.00 **Le 18-20 d'information.** de Berthouven, par le

# CANAL +

[illegible]

► ÉTOILES : A 2, 22 h 26

**Beauté, fortune,  
intelligence, talent,  
amour : Vivien Leigh  
était comblée. Mais  
une fée jalouse s'était  
penchée sur son  
berceau pour lui faire  
un cadeau  
empoisonné : la folie.**



# Malice

# au pays des merveilles

son style inimitable, était devenu une des femmes les plus belles du monde. D'une fragilité trompeuse. Ses yeux d'un bleu-vert lumineux sous sa chevelure d'ébène - légués d'une ascendance franco-irlandaise - étaient chargés d'une énergie, d'une volonté sans bornes.

Têtu comme Scarlett, Vivien arrivait toujours à ses fins. « Je serai actrice », disait-elle encore. « Je serai sa femme et sa partenaire », s'écriait-elle en voyant

Laurence Olivier pour la première fois, bien qu'ils fussent mariés tous les deux : « *Je serai Scarlett O'Hara* », se jura-t-elle dès qu'elle fut en la best-seller de Margaret Mitchell, ne faisaient aucun cas de la vingtaine des actrices les plus connues de Hollywood (de Bette Davis à Pauline Goddard, en passant par Claudette Colbert et Jean Crawford) qui se battaient pour décrocher le rôle du siècle.

Le drame, chez Vivien, c'est qu'elle a tout réussi trop tôt. Une enfance cloîtrée à Darjeeling, en Inde, des études dans un collège catholique hippy, un premier mariage à dix-neuf ans avec un avoué célèbre qui la traite en enfant gâté, elle est l'héroïne d'*Au bout du monde*. Le vent à vingt-dix ans, elle épouse son prince charmant l'année suivante. Après une telle ascension, elle ne peut que décroître...

**D'autant que 1940, l'année de son idylle avec Olivier, est aussi l'année**

en elle des pulsions, des angoisses et des comportements qu'elle cherchait à éduquer. Son dernier rôle, surtout, est celui de vérité. Dans la *Nef des fous*, elle compose une femme névrosée, amère, qu'une humiliation transforme en folle furieuse.

Malgré cette féture, qui la mine incontestablement, elle refuse de lâcher prise, assurée de l'adhésion du public, collectionnant les récompenses (deux oscars, une Légion d'honneur) et jouissant de l'admiration des plus grands : « Winston Churchill,

Noël Coward, Cecil Beaton, Margaret Fonteyne, Seul, Lorraine Olivier, qu'elle ne cessera d'aimer, ne suppose plus ses crises de folie et la quitte après vingt ans de mariage. Elle ne gâche jamais de cette ultime blessure. Même la tendresse de Jack Mervale, le compagnon des sept dernières années de sa vie, ne peut effacer l'image de son Larry, dont le portrait n'a jamais quitté sa table de chevet.

**Frédéric Mitterrand reconstruit son**

malheur, le destin tragique de celui enfanter trop choqués des adultes, avant que *mulâtre* entre au pays des *négrillons*. Il peut dominer libre cours à ses dons de conteur, restreignant la trajectoire de la vedette, des « *humides effluves de Colchide* » jusqu'au « *terribles de la ligne du tramway nommé désir* ». Même s'il n'en peut rendre la fâcheuse tendresse chez Frédéric Mitterrand à transformer ses personnages en héros de roman-photos pour adultes. Telle sa version de la liaison de Vivien et Laurence (sans oublier la voix hétéroclite). « *Chaque nuit la violence de leurs désirs réplique les violences jusqu'à rattraper les indisciplinables étreintes de leur chair émeuë assouvie* ».

**ALAIN WOODROW.**

★ Ce portrait de Vhien Leigh a été diffusé une première fois le 19 mars à une heure très tardive.

**ALAIN WOODROW,**



LE XII<sup>e</sup> INPUT A STOCKHOLM

## Les télévisions publiques à la recherche d'idées neuves

Alors qu'on s'interroge en France et un peu partout en Europe sur l'avenir et le rôle du service public face à la pression croissante du privé, les chaînes de télévision publiques du monde entier se sont retrouvées à Stockholm. L'INPUT (Conférence internationale des télévisions publiques) reste un des derniers lieux d'échange pour des professionnels préoccupés par les recherches de langage, la qualité d'une démarche.

L'AIR est-il oisif à Stockholm... Il y a une nette des choses, comme si l'eau de la mer avait défilé devant le tout impuissant et obscurci la lumière de cristal. Comment s'enfermer du matin au soir dans le noir pour violenter tous les films qui ont été sélectionnés pour la semaine au Biers Congress, fées aux bateaux qui partent du jour qui n'est fait pas? Comment? Mais tout simplement parce qu'on est à l'INPUT.

L'INPUT est un état d'esprit. Chaque année depuis maintenant douze ans, des télévisions de tous les pays du monde se retrouvent à Stockholm pour la qualité des programmes, se retrouvent dans un pays différent pour ce qui est fait de mieux dans le secteur public, la région et la chaîne. C'est une particularité de ces rencontres aux autres de cette, ces débats qui suivent chaque projection. Comme le nécessaire présence du réalisateur (ou du producteur), ici, pas de vendeurs ou d'acheteurs, on ne parle pas stratégie de programme ni même crises de l'audiovisuel (elle est dans les idées), on parle image, langage, responsabilité du créateur, éthique. Nul besoin (pas de compétition) ni même (pas de business), cette manifestation se veut être une rencontre de réalisateurs préoccupés par les différents problèmes de fabrication d'un programme, explique Ann Margot Wahlström, la très efficace coordinatrice de l'INPUT, pris en charge cette année par les télévisions scandinaves (Suède, Danemark, Finlande, Norvège) pour un réalisateur, c'est formidable de voir que quelque un dans un autre pays a eu le même problème et l'a traité différemment, c'est très stimulant.

L'INPUT grandit. On comptait plus de sept cents personnes à Stockholm malgré l'effort d'Ann Margot Wahlström pour limiter le nombre des participants (la motte venait pour la première fois). Elle craint que ces rencontres perdent « un peu de leur âme », bousculées par cette croissance. Les échanges deviennent plus superficiels mais que faire? C'est la raison du succès, la preuve de l'efficacité de la formule.

La manifestation est organisée en « sessions » prises en charge chacune par des *shopkeepers* qui animent les débats (protégent s'il le faut les réalisateurs). Ce sont eux qui ont sélectionné, de façon collégiale, les quatre-vingt films retenus sur les quatre continents envoyés. Les *shopkeepers* sont très différents, ce qui assure une certaine diversité dans les choix. Question d'individus mais aussi de cultures



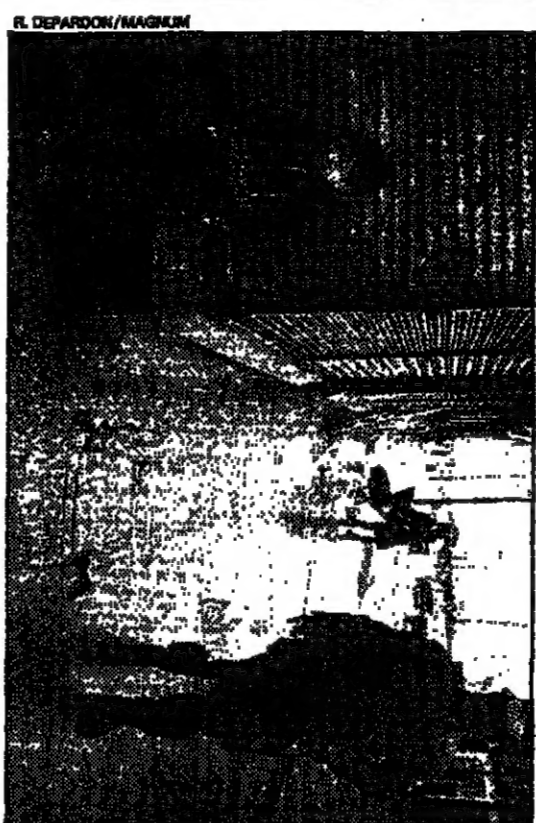
Les sans-abri à New York, la banlieue en Angleterre... On voit beaucoup de documents sociaux à l'INPUT.

(Des conversations à l'INPUT, selon les pays, s'attachent à diffuser sur la SEPT.)

et de contexte général. Ce qui a frappé pas mal de monde cette fois, c'est la différence aussi des préoccupations entre les Européens et les Américains du service public. « En Europe, qu'on le veuille ou non, explique M. Claude Gaudin, de l'INA, on est inscrit dans une télévision confrontée à la concurrence ou problèmes de l'audience. Les Américains sont isolés dans une situation singulière, voire marginale, ils sont beaucoup moins préoccupés que nous par la question du public. »

Ce qui intéresse Claude Gaudin, habitué fidèle des rencontres, *shopkeeper*, cette année, c'est de voir comment on peut parler d'art, de création, des artistes à la télévision (il a choisi deux superbes émissions entre autres, une belge, « Passages », très bien réalisée d'après un texte de Walter Benjamine, et une française « Phébus », une série d'Alain Joubert, des enquêtes sur des tableaux, « L'idéal pour moi, en dehors des choses intéressantes qu'on voit ici, c'est de trouver des idées nouvelles, des programmes de grande qualité capable d'ouvrir des pistes, d'aller vers un plus large public. » Une préoccupation qui semble être celle de pas mal d'Européens pris à des degrés divers dans le même processus de pression du privé.

Relatif de la situation du service public dans le monde ou plus simplement phénomène dû à l'histoire, à l'histoire comme toute presque vieille de la télévision? Il semble difficile aujourd'hui de trouver de véritables innovations. Ce n'est pas faute de multiplier les thèmes de recherche dans les « sessions », depuis l'utilisation du son pour interpréter la réalité jusqu'à l'étude des techniques employées pour explorer les aléas du crime (sans céder au goût de la violence), en passant par toutes les discussions sur les façons d'exploiter les images d'archives, de mêler la fiction au documentaire, les conclusions à l'histoire, etc. Difficile de rendre compte de tous les documents, magazines, dramatiques, reportages



Cécile, une Française, et une Chinoise, au cabinet canadien de la télévision.

dont le niveau est généralement élevé, même, si on l'a dit, on n'a pas eu de révélation. A l'INPUT, on voit beaucoup de documents sociaux (sur les sans-abri, les skinguees, les nouveaux pauvres), beaucoup de grands reportages, beaucoup de magazines d'art.

## Traquer les pouvoirs

Les Britanniques comme toujours ont apporté pour les impressions d'émissions remarquables. Ils ont tout essayé, ils essaient encore. *Perchance*, drame instructif (Channel Four) qui fait partie d'une série de six films sur le sida (quatre personnes scopistes vivent pendant quatre jours avec des gens qui n'ont pas contracté le virus, la caméra observe les péripéties de chacun, les peurs, les croyances, les changements) ; reportages façon BBC sur les enfants dans la guerre à Beyrouth (symbole de toute la dégradation du conflit) ou encore la fameuse enquête de Thomas TV sur les circonstances dans lesquelles trois membres de l'IRA ont été tués à Gibraltar. Le film avait beaucoup dérangé M<sup>r</sup> Thatcher, paraît-il. Les Anglais travaillent énormément sur la ligne de la pauvreté, ils continuent un travail d'inspection gigantesque sur la classe ouvrière, multipliant les regards, Angle dur (*Road*, signé Alan Clark, BBC), parodie (*La Grève*, Channel Four). On sent chez eux une volonté de traquer les pouvoirs sans pour autant tomber dans des complaisances.

On a aimé, *Brooklyn et Gaudin*, chronique de meurtres dirigée d'homme du Yougoslave Zelnir Zelnik (dommage qu'il y ait quelques lourdeurs), *la Valse du mariage*, du Finlandais Martti Iles qui avait déjà remporté au prix Italia (son regard audacieux sur la laideur de la vie quotidienne, son écriture curieuse, qui seconne) ; le magazine « Strapp-tasse » de la télévision belge (il est question d'un

## SUÈDE

## La SVT, un monopole menacé

Un des derniers bastions de l'audiovisuel sera public, le Suède, après des années de discussions, se voit contraindre de relâcher ses positions pour faire face à la concurrence massive des chaînes étrangères qui déboulent depuis quelques années sur son territoire par l'intermédiaire du câble et du satellite — presque toujours avec de la publicité. Le monopole, jadis inébranlable, va devoir céder du terrain à un secteur concurrentiel prêt à entrer dans l'arène nationale, et personnellement, je suis d'avis que nous ne pouvons pas nous opposer à la concurrence ; au contraire, elle nous est utile, déclare M. Sam Nilsson, directeur général de la SVT, la télévision publique suédoise, qui recouvre deux chaînes (Kanal 1, TV 2). Mais je pense que les responsables politiques suédois devraient mieux d'autoriser l'introduction de la publicité sur une chaîne de la pays plutôt que de laisser un concurrent suédois s'implanter dans le réseau par une porte dérobée. L'argent réaliserait ici et permettrait la création d'emplois. »

Ce concurrent, terriblement déloyal, TV 3 — entre les mains du milliardaire suédois Jan Stenbeck, domicilié à New-York, — arrive en effet qu'indéniablement les pays scandinaves depuis janvier 1988 de programmes en suédois, norvégien et danois, diffusés depuis... Londres grâce au satellite Astra 1. Le coup a été assés rude qu'imprévisible. Selon un sondage effectué récemment sur le million de personnes environ qui regardent la chaîne privée TV 3 sur le câble, un quart la regarde régulièrement.

En tout, seize chaînes étrangères (dont Horizon, venue de l'Est) ont fait leur apparition en deux, trois ans sur le petit écran des Suédois cédés, concurrents, d'ailleurs, de certaines programmes de la télévision nationale, qui n'a pas su résister pleinement la concurrence est assés en ce qui concerne les programmes pour enfants, en particulier. A cette menace venue du ciel (sans parler de la vidéo, dernière dépendance dans les foyers suédois pour compenser la majeure du choix à la SVT) il devrait donc s'ajouter très prochainement celle de la publicité. Sam Nilsson pense qu'il sera créé une troisième chaîne nationale privée, ce qui permettrait aux deux publiques de se compléter.

La politique suédoise a été marquée par une lenteur et une prudence colossales. Les responsables politiques commencent à se réveiller et les socialistes-démocrates, qui ont du mal à se décider, ont demandé à un secrétaire d'Etat d'étudier, avant le 15 septembre prochain, les effets d'un troisième canal indépendant financé par la publicité. Ils attendent certainement leur coup de 1980 avant de faire leur choix mais on peut penser qu'ils autoriseront cette troisième chaîne. » Sam Nilsson ne cache pas qu'il souhaiterait un modèle type Channel Four (la chaîne privée britannique) : « Nous sommes inquiets de voir surgir un développement à la française, car il existe ici des forces favorables à la privatisation d'une des deux chaînes du service public. On a vu les résultats. Des programmes qui finissent par tous se rassembler et qui relèguent les productions sériées, infimes, opéras, etc., à l'arrière-plan. Nous voulons éviter ce genre de situation regrettable. »

C'est aussi l'avis du ministre de la culture, M. Bengt Johansson, qui n'est pas opposé au principe de la publicité sur une troisième chaîne privée, mais il est très prudent.

à condition que les paramètres soient définis pour la création, que l'activité du service public soit préservée. N'est-il pas déjà trop tard ? Sam Nilsson espère que « cette longue réflexion avant de prendre une décision » permettra d'éviter un système audiovisuel équilibré qui aura « tiré les leçons de ce qui a été fait à l'étranger. »

Autre ouverture pour la télévision publique, la chaîne suédoise Tak-X, qui vient d'être lancée et qui devrait commencer d'être opérationnelle en août prochain. Rien n'est encore décidé, mais la SVT propose une télévision payante, une sorte de Canal + qui fait plus loin avec un système « pay par view » (on ne paie que ce qu'on regarde). Une étude est en cours qui devrait être remise fin juin. Avec l'Europe qui devrait être remise fin juin, la SVT, la chaîne culturelle européenne lancée par la France, intéresse beaucoup Sam Nilsson. « Plusieurs coproductions ont été déjà réalisées. On cherche différentes formes de coopération, qui entrent d'ailleurs dans le cadre de l'enquête gouvernementale dont on verra l'aboutissement en automne. »

## Le principe du quota

Si les responsables politiques agissent avec lenteur, un patron de télévision, lui, doit prévoir, même si les moyens dont il dispose sont réduits — c'est le cas de Sam Nilsson. Le 1<sup>er</sup> juillet 1987, la SVT a effectué une première restructuration en déplaçant ses chaînes. Les programmes de Kanal 1 sont essentiellement produits par Stockholm, ceux de TV 2 par les dix districts des provinces. Sur un total annuel de quelques six mille heures d'émission, environ 40 % ont été achetés en 1988 à l'étranger (le plus aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, mais de plus en plus aussi au reste de l'Europe). La Suède a refusé récemment la quota de 80 % réservé à la production européenne, « pour ne pas se retrouver prisonniers des pourcentages », explique le ministre de la culture, « le principe du quota est réaliste, dit-il, mais il n'est pas pratique. »

Autre élément de la stratégie mise en place par Sam Nilsson pour faire face à la concurrence : la réduction de l'emploi et des dépenses fixes, qui a permis de libérer des moyens qui finissent définitivement les années à venir, le directeur général de la SVT entend concentrer les efforts maison sur les « news », sur les productions artistiques et sportives, en même temps qu'il fera appel de plus en plus souvent (notamment pour les documentaires) aux producteurs indépendants. Avec la nouvelle spécificité donnée aux deux chaînes et maintenant le budget renforcé demandé dans le cadre d'un plan pris jusqu'en 1985 (leur lequel le Parlement n'a pas encore pris position), le « patron » de la télévision publique suédoise espère qu'il pourra faire face à la concurrence tout en sauvegardant son intégrité.

## FRANÇOISE NIÉTO

(1) Les programmes suédois sur Kanal 1 et TV 2 comprennent les millions de l'année-ant. La moitié est réservée à des programmes de la télévision scolaire, ou à des programmes « ethniques », en serbo-croate, grec, lux, estonien...